



## L'inquiétante dérive du rouble

La valeur d'une monnaie n'est pas, comme on le croit, un simple reflet de la santé d'une économie mais aussi un test probant de la confiance d'une population en elle-même et en son avenir, la bourse qui a souffert, vendredi 28 août, sur le rouble qui a entraîné une ruée des investisseurs dans les magasins de la capitale, constitue une alerte inquiétante quant à l'évolution de l'économie russe et à sa transition vers un système libéral. Bien que tenant réunion sur réunion, les responsables de l'Institut d'émission se refusent à expliquer les raisons d'une dépréciation qui, en quelques heures, a fait passer le rouble russe de 168 à 205 roubles pour 1 dollar.

Certes, on ne peut comparer le rouble à une monnaie « normale ». Mais cette pléthore de la monnaie russe accélérée se fait une baisse régulière depuis quelques semaines, tant sur le marché officiel que sur le marché noir, où les entreprises et particuliers veulent à tout prix se procurer des billets verts, sans doute pour se préserver d'un automne que tous jugent comme devant être particulièrement difficile.

DEUX CENT CINQ roubles pour un dollar aujourd'hui, combien demain ? Sans doute beaucoup plus, car l'histoire a toujours montré la difficulté, voire l'impossibilité, d'arrêter une telle spéculation à la baisse contre sa propre monnaie. En tout état de cause, les autorités russes « assistent » à un train d'échec de la monnaie, les Tchèque, les Bulgares, sont, sous bénéfice d'inventaire, en train de réussir, à savoir disposer d'une monnaie respectée à l'intérieur et à l'extérieur de leurs frontières.

Cette dérive monétaire était si prévisible qu'on se demande même à se demander si elle n'a pas été accompagnée, voire souhaitée, sinon sciemment, provoquée par les dirigeants de l'appareil industriel, de plus en plus puissants à Moscou, et qui souhaitent tout simplement voir perdurer un système qui les a si bien servis. En déclarant ouvertement, dès son entrée en fonction, que son prédécesseur avait commis une énorme erreur en voulant soutenir le rouble, mais aussi en accordant récemment des crédits importants aux entreprises, le nouveau gouverneur de la Banque centrale, qui était d'ailleurs le numéro un de la Gosbank soviétique, M. Viktor Guerschchenko, a porté un coup sévère à la politique de restriction monétaire menée par le gouvernement de M. Egor Gaidar.

LES autorités pourrissent-elles l'indifférence ? Certains évoquent comme une hypothèse très plausible l'abandon, déjà dans les jours qui viennent, du taux de change flottant, et donc le retour à un taux fixe. D'autres estiment inéluctable à plus long terme l'adoption de mesures protectionnistes de plus en plus contraignantes qui formeraient alors, pour un temps qui risque de durer, les seules fondations sur le grand large ouvert depuis quelques années.

Si une politique trop strictement monétaire a obligatoirement des conséquences sociales épineuses, le retour systématique aux pratiques économiques du passé risque d'accentuer la déliquescence d'une économie et d'une société déjà malades. Sans oublier les risques d'un retour à un régime dictatorial. Tant il est vrai que n'ont jamais réussi à cohabiter démocratie politique et économie sous tutelle.

M0146 - 0831 0 - 7.00 F



## Un pont aérien contre la famine

### Les Etats-Unis se mobilisent pour aider la Somalie

L'important pont aérien organisé par les Etats-Unis à destination de la Somalie a commencé vendredi 28 août. Quatre avions Hercules, partis du port aérien de Mombasa, ont acheminé un premier chargement de vivres jusqu'à la localité somalienne de Belet-Huan. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR, Genève) et l'UNICEF assurent déjà, de leur côté, un pont aérien à partir de Nairobi. A New-York, le Conseil de sécurité des Nations unies a autorisé le déploiement de trois mille « gardes bleus » supplémentaires, chargés d'assurer la sécurité des activités humanitaires.



Lire page 4 l'article de CATHERINE SIMON

## Après dix mois de hausse

### Léger recul du chômage

Pour la première fois depuis août 1991, le nombre de chômeurs a baissé de 0,5 % en juillet. Ce léger repli porte à 2 911 400 le nombre de demandeurs d'emploi en données corrigées. L'amélioration concerne principalement les chômeurs de longue durée et les femmes.

Après dix mois de détérioration ininterrompue, le marché de l'emploi a cessé de se dégrader en juillet. En données brutes, l'ANPE fait état de 2 829 076 chômeurs et d'un taux de chômage inchangé à 10,3 %. Pour le deuxième mois consécutif, les chômeurs de longue durée ont vu leur nombre diminuer : on en dénombre 930 200, soit une baisse de 0,5 % en un mois ; le chômage des femmes recule pour sa part de 1 %. Alors que l'ancien chômage passe de 389 à 375 jours, le ministère du travail estimait vendredi 28 août que « cette amélioration s'inscrit toutefois dans une situation où les reprises d'emploi sont en diminution et où les hésitations des entreprises à embaucher ne semblent pas encore levées ».

Lire page 15 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

## La genèse du « nettoyage ethnique »

La sinistre doctrine, déjà prônée pendant la deuxième guerre mondiale, a été « adaptée » par l'actuel président de la « nouvelle Yougoslavie », M. Cosic

BELGRADE

de notre correspondante

« Purification », « épuration », « nettoyage ethnique », trois termes pour définir un concept que l'on croyait prosaïque du monde moderne, mais qui a resurgi sur le sol européen, « à deux heures d'avion de nos plages », dans l'ex-Yougoslavie. Quelle formule choisir ? En condamnant fermement cette pratique, dans la résolution 771 de son Conseil de sécurité, l'ONU a en quelque sorte officialisé, le 13 août, l'expression « épuration ethnique ». Mais les termes consacrés dans les autres langues de l'ONU - « cleansing » en anglais, « depuration » en espagnol - conduisent souvent les diplomates à préférer « purification » ou « nettoyage ».

En fait, ce que les Serbes, principaux accusés dans cette condamnation, appellent « nettoyage ethnique » se traduit littéralement par « nettoyage ethnique ». Evitant de prêter ouvertement cette notion et d'en faire une doctrine officielle, ils ne l'utilisent en public que pour accuser la partie adverse. Tout comme les Croates et les Musulmans l'emploient pour

dénoncer les meurtres, l'intermède de civils dans des camps, les expulsions et séquestrations opérées contre des membres de leurs communautés établies dans les zones contrôlées par les Serbes.

Selon l'historien belgradais Andrej Mirovic, le concept de « nettoyage ethnique » et la politique qui en découle sont apparus dans la région pendant la seconde guerre mondiale sous le régime pro-nazi d'Ante Pavelic en Croatie. Il ajoute toutefois que cette idéologie a appartenu « par nature » à tous les grands mouvements nationaux qui ont existé dans les Balkans, que ce soit en Grèce en 1930, en Serbie, au Monténégro ou en Bulgarie. Pour lui, il s'agit alors d'une option « normale » visant à rétablir la structure ethnique après les diverses invasions, et cela se faisait « sans douleur ». Ce n'est qu'à la veille de la seconde guerre mondiale que cette politique devient violente, trouvant ses racines dans le racisme du dix-neuvième siècle réactualisé par Hitler.

FLORENCE HARTMANN

Lire la suite

et nos informations page 3

## LOIN DES CAPITALES

Frank-Vibier (Cambodge), vestige d'un empire déchu

Page 5

## CHEZ LES PEINTRES

Camille Saint-Jacques, le messager

Ce jeune créateur s'entreprenait de refaire une œuvre à une époque où l'art contemporain...

Lire l'article de PHILIPPE DAGEN page 13

## HEURES LOCALES

Strasbourg privée de déchets allemands

La communauté urbaine alsacienne souhaite continuer à incinerer les ordures ménagères venant du district voisin d'outre-Rhin.

Page 11

## CHRONIQUE DES MARCHÉS

« Devises et or. » Marché monétaire et obligataire. « Matières premières. » Marché international des capitaux.

Page 17

M. Charles Pasqua au « Grand Jury RTL - le Monde »

M. Charles Pasqua, ancien ministre, fondateur du Rassemblement pour le « non », invité de l'émission hebdomadaire « Le grand jury RTL - le Monde », dimanche à 18 h 30.

Le sommaire complet se trouve page 18

## Les rancœurs de Rostock

Trois ans après la destruction du mur de Berlin

des Allemands de l'Est, désenchantés, retournent leurs frustrations contre les immigrés

ROSTOCK

de notre envoyé spécial

Brigitte est furieuse : contre les Tziganes, les skinheads, les communistes et le gouvernement Kohl, à qui elle avait pourtant donné sa voix dans l'espérance de la réunification. Elle est furieuse et elle voudrait que son ancien pays, l'ex-RDA, soit désormais entouré d'un nouveau mur, « mais cette fois un mur deux fois plus haut que l'ancien ». Un mur sans skinheads, ni Tziganes, ni communistes, ni Kohl.

En chaussons devant le palier de son immeuble, cette ancienne aide-soignante de quarante-quatre ans, au chômage depuis 1989, parle avec ses voisins. Sa voix résonne dans le cage d'escalier. Elle n'a guère dormi depuis six jours, mais elle est furieuse comme au premier jour. Peut-être plus, d'ailleurs. Si, président de la ville, elle n'a pas l'habitude juste en face de son

d'immigrés de Lichtenhagen, à la sortie de Rostock. Elle était là, samedi 22 août, lorsque les émeutiers ont donné l'assaut. Elle a applaudi les jours suivants lorsque les manifestants ont continué leurs attaques. Elle s'est sentie soulagée, puis contrariée, par « tous ces skinheads venus de l'Ouest ».

Brigitte, elle, ne voulait que manifester contre les Tziganes qui campaient sur sa pelouse. Eux, ils ont incendié les premiers étages du foyer d'immigrés, brûlé les voitures et arboré des croix gammées. Elle « n'a rien contre les étrangers », mais « seulement contre les Tziganes ». Eux « sont des abrutis, racistes et fascistes, et qui sont là pour tout casser ». Brigitte a regardé la télévision et elle a été stupéfaite : « Il nous ont traités de nazis, c'est une insulte. Dites que je ne suis pas une fasciste, dites que j'ai habité juste en face de leur

Xénophobe, Brigitte ? Le foyer d'immigrés contre lequel elle a manifesté samedi dernier abrite ses plus tendres souvenirs. C'est là qu'elle a rencontré, il y a quinze ans, son mari, Roberto, un ouvrier serrurier cubain qui venait à faire un stage de formation professionnelle. Sa voisine, Silke, y a connu, elle aussi, son mari, de nationalité indienne. « Au contraire, nous étions heureux de voir des gens différents », elle-même réfugiée après la guerre - sa famille habitait Poznan en Pologne, à l'époque allemande. - Brigitte se souvient de cette période où « l'on accueillait les étrangers dans notre cité et on faisait la fête avec eux. Il y a même eu, pendant un moment, des Français et des Italiens : on buvait du cognac et du café ».

DOMINIQUE LE GUILLEROUX

Lire la suite et nos informations page 4

## M. Delors en campagne pour Maastricht

Alors que la « non » progresse dans les intentions de vote, atteignant 53 % des suffrages exprimés selon un sondage de l'Institut CSA, les dirigeants socialistes hésitent encore sur la manière de répondre aux adversaires du traité. M. Jacques Delors a défendu vendredi à Strasbourg, à laquelle M. Lionel Jospin avait reproché la veille un ton trop polémique. Le président de la Commission européenne s'en est pris, sur le même ton, aux partisans du « non », en estimant que le discours de ces « mauvais bergers » n'avait pas sa place dans une « démocratie évoluée ». Reçu le même jour par les Verts, qui sont divisés sur la réponse à donner au référendum, M. Delors les a invités à se comporter en « responsables politiques », et non en « militants écologistes ».

Lire page 6 et nos informations pages 8 et 18

## André Chastel



André Chastel  
Reflets et regards

Préface de Marc Fumaroli

Avant-propos de D.M. Chastel

REFLETS ET REGARDS. Professeur, savant, écrivain, journaliste, mais aussi amant voluptueux de la beauté sous toutes ses formes, André Chastel a été vraiment parmi nous, un maître des Lumières.

Marc Fumaroli

EDITIONS DE FALLOIS/AUTOMNE 1992



# LES FINS D'EMPIRES

On ne prendra pas congé, après ce défilé de catastrophes, sans rouvrir « Decline and Fall », le chef-d'œuvre d'un Anglais des Lumières aussi génial que rondouillard. Parce que, les meilleures choses ayant une fin dans le meilleur des mondes possibles, Candide aimerait bien que s'esquisse un début d'explication à la fin des empires.

Par JEAN-PIERRE RIOUX

La boucle se referme, depuis la chute de Gorbatchev, en lever de rideau, jusqu'au retour de Sakharov, en dernier essai d'analyse. Entre-temps, des ardeurs du Sargon l'Ancien à la révérence de lord Mountbatten, du rêve d'Alexandre aux dernières convulsions de Hitler, du rush des Barbares aux incendies de l'Algérie française, le lecteur de bonne volonté aura été copieusement secouru — sans trop de déplaisir, espérons-le — dans les remous et les cascades du cours des fins d'empires qui a malmené l'histoire de l'Europe. A l'heure du bilan, comment ne pas s'interroger ? Cette descente des siècles n'aurait-elle pas été toujours très circulaire ? Cette navigation agitée a-t-elle jamais eu ses règles historiques ? Et que nous apprend ce périple au passé ? Chacun pourra à son aise formuler ses propres réponses. Mais, avant de se prononcer, il serait bien imprudent de ne pas aller faire un tour chez Edward Gibbon et son *Histoire du déclin et de la chute de l'Empire romain*.

Cet Edward, écrivit un de ses amis, était « haut comme trois pommes dont l'une serait la tête ». Le minuscule hobereau anglais du dix-huitième siècle n'avait rien, à dire vrai, qui le prédestinât au titre de grand historien. Ses ancêtres, repérables depuis l'an 1326 au bas fond du comté de Kent, avaient inégalement prospéré dans l'agriculture locale, puis dans le commerce très spéculatif en direction des mers du Sud. Ils lui avaient légué l'art de porter perruque et de s'ennuyer avec civilité, courage et indépendance. Gibbon junior, né en 1737, fit fructifier cet héritage en ne dédaignant ni le spectacle réjouissant des terres bien peignées, ni celui de la Chambre des communes, où il fut un député Tory très bon garçon et muet comme la carpe. Rebondi, gâté, gâté, gâté, le double menton bien calé dans le jabot de dentelle, souvent vêtu d'un superbe habit rouge en souvenir de ses états de service — honorables — dans la milice au temps de la guerre de Sept Ans, il fut même mondain à Londres, à Paris et en Suisse, faisant rire dans toutes les langues de jolies femmes vaincues par ses aphorismes. Bref, Edward aurait pu n'être qu'un plaisant mélange de Barry Lyndon et de l'ami Fritz.

Fort heureusement, s'il avait pleinement conscience « d'avoir tiré un joli lot dans la loterie de la vie », il ne s'est jamais départi d'une saine horreur de l'esclavage. L'école à l'anglaise, où sa santé longtemps précaire lui avait imposé un cursus cahoteux, Oxford même, qu'il décrivait avec une rare féroce, lui ont inspiré dans ses *Mémoires* des formules sans appel : ces lieux-là sont des « grottes d'angoisse et de chagrin » et « le pouvoir de l'éducation est peu de chose, excepté dans les cas heureux où il est presque inutile ». Converti à dix-sept ans au catholicisme puis ramené à la raison dans une famille de pasteurs helvétiques et strictement calvinistes où son père, catastrophé par cet accès de fièvre papiste, l'avait aussitôt exilé, ses vagabondages intellectuels et spirituels l'ont conforté dans une solide haine de l'Eglise et de l'Ecole.

C'est la lecture qui lui a fait franchir le gué. Boulimique dès l'enfance, polyglotte, maniaque du détail tout en restant fortement synthétique, acharné et polémique, Edward a voulu tout voir et tout entendre, digérant tout ce qui passait à portée de sa main en sciences de l'homme et de la nature. Ce fils du Grand Siècle éclairé se jeta ainsi dans le savoir éperdu et, un beau jour, se fit Romain de cœur. Rat de bibliothèques et érudit-poète, le charmant conservateur rondouillard négligea désormais toutes les passions pour trouver bonheur et équilibre, au fond de sa retraite de Lausanne, dans la réflexion critique sur l'expédition aventureuse de l'Empire de Rome. En quatorze ans, de 1773 à 1787, il rédigea les six gros volumes de *Decline and Fall*. Lesquels, glorifiés dès 1788, furent admirablement traduits en français par M<sup>me</sup> Guizot en 1812. Et leur auteur, son affaire faite, avait discrètement pris congé en 1794, en pleine tourmente révolutionnaire.

« C'est à Rome, le 15 octobre 1764, écrivait-il peu avant sa mort, alors que je méditais dans les ruines du Capitole et que les moines chantaient vêpres, pieds nus dans le temple de Jupiter, que l'idée d'écrire l'histoire du déclin et



Brennus et sa part de butin, tableau de Paul-Joseph Jamin (1893). Brennus, chef gaulois, prit Rome en 390 av. J.-C. avant d'en être chassé par Camille.

trait la vie des citoyens romains les plus déterminés, les chrétiens. La seconde est tout entière contenue dans l'énoncé d'une loi historique assez robuste : seules comptent les situations datées, car elles seules enregistrent la force brutale et péremptoire du changement ; seule vaut l'interaction soudaine et fatale d'événements hétérogènes, car son effet est autrement plus décisif que l'égrégement d'un interminable chapelet de « causes » profondes.

Ainsi se prendrait-on dès lors à rêver de pouvoir appliquer résolument la « solution Gibbon » à toutes les fins d'empires qui ont émaillé l'histoire européenne. Hélas, ce serait pour l'heure assez aventureux. Car les historiens n'en sont encore le plus souvent qu'à compter les grains du chapelet. Ils distinguent clairement, il est vrai, trois scénarios récurrents pour les fins d'empires. Le premier est fasciné par la violence destructrice : un empire plus fort surgit, qui détruit le précédent ou envahit et soumet le voisin immédiat ; un conquérant prédateur ou une coalition d'appétits limitrophes fondent sur leur proie, puis substituent une dynastie à l'autre ou installent un désordre revanchard sur les décombres de la grandeur. C'est vrai pour les dominations de Napoléon ou de Hitler. Mais ce fut déjà moins pour Alexandre submergeant l'Empire achéménide. Car tout Empire est si porteur de ferveur religieuse, d'unité rayonnante des peuples réconciliés, de paix équilibrant le monde, de transparence totalitaire, de bonheur fou, et de rêve d'une puissance illimitée que les vaincus ne peuvent pas être insensibles à cette addition d'arguments sécurisants, à l'étalage de tant de promesses d'acculturation : tous les Barbares, peu ou prou, sont ainsi civilisés par leur Rome avant même d'avoir à la ruiner. Si bien qu'il est souvent très difficile d'isoler les fins des apogées, de distinguer les défaites brutales des imprégnations lentes.

Un second scénario nous convient mieux, à nous, hommes du vingtième siècle habitués aux violences des idéologies et aux ravages des pulsions identitaires : celui qui valorise la désagrégation des empires par la revanche de nationalismes trop longtemps opprimés. Il fonctionne à merveille pour expliquer la fin des domaines coloniaux. Et assez bien pour comprendre celle de l'Empire soviétique. Mais le bon usage de cette loi historique présuppose que tout nationalisme ait en lui assez de cohérence et d'entre-gent pour affronter avec des chances de succès le système despotique. Or c'est loin d'être toujours le cas : voyez l'Autriche-Hongrie, où la guerre nationaliste a suivi et non pas précédé la fin débâchée de l'Empire.

Si bien qu'on peut se rabattre, en désespoir de cause, sur un troisième scénario assez fourre-tout, qui ressemble fort à une motion de congrès du Parti radical de haute époque : l'empire meurt de sa belle mort, après une trop belle conquête des espaces et des hommes. Il s'écroule, insensiblement ou dans un fracas final, peu importe ; miné par une désagrégation interne, à la suite de querelles familiales ou dynastiques, d'invasions mal endiguées, de rancoeurs accumulées, de revanches sociales impossibles à contenir, de réveils en sursaut ou de la résurgence inopinée d'anciennes dissidences morales et culturelles.

Tout habillage historique de ces trois scénarios est possible. Tout dosage circonstanciel de ces trois composantes peut en affiner l'usage explicatif, de siècle en siècle. Mais, au bout du compte, il ne s'agit jamais que d'un raisonnement sur les causes et par les causes. Celui dont Gibbon n'était pas satisfait. Car cette approche gomme l'événement ruineux. Elle n'explique pas la brutale conjonction d'enjeux divers qui pousse, à une date donnée, au dénouement fatal de la domination impériale.

Que dire alors, sinon ce que Gibbon n'était pas fier d'avoir inventé ? A savoir que seul l'enkystement d'un Etat dans l'Etat — lequel peut prendre la forme d'une nomenclature à l'insolence insupportable, d'une religion subversive, d'une communauté de substitution ou d'une culture de rechange — sappe les empires les plus solides et les jette au feu de l'événement dérouteur.

Parce que qu'en fait, à bien y réfléchir : que se serait-il passé si Boris Eltsine n'avait pas grimpé sur la tourelle d'un vieux char le 19 août 1991 devant la « Maison Blanche » ? Pascal déjà avait subodoré qu'il ne faudrait pas trop négliger le nez de Cléopâtre dans ces histoires d'empires qui tournent mal. Et que la liberté, au bout du compte, est toujours assez contingente pour qu'on ait envie de tenter sa chance avec elle.

## POUR EN SAVOIR PLUS

- « Histoire du déclin et de la chute de l'Empire romain », d'Edward Gibbon, Robert Lafont, collection « Bouquins », 2 vol., 1983.
- « Mémoires », d'Edward Gibbon, Critérion, 1992.
- « Descente romaine ou Antiquité tardive », d'Héran, Le Seuil, 1977.
- « Problèmes d'historiographie ancienne et moderne », d'Arnold Momigliano, Gallimard, 1983.
- « Histoire économique et sociale de l'Empire romain », de Michel I. Rostovtzeff, Robert Lafont, collection « Bouquins », 1988.
- « L'Empire romain comme modèle », par Maurice Sartre, Commentaire, printemps 1992, pages 27-35.

## 36. - Le problème d'Edward Gibbon

de la chute de la Ville éternelle se fit jour en moi pour la première fois. Rome est devenue, de fait, l'unique objet de son optimisme mélancolique. Des bords du Tibre aux frontières du monde connu, Rome a bâti, pensait-il, « le solide édifice qui a fait la grandeur de l'homme ». Or cet Empire, si puissamment civilisateur, si conforme à l'exigence humaine, a péri. Pourquoi ? Tel est l'énoncé, brutal, vivifiant, de ce « Gibbon's problem » sur lequel ont réfléchi, *Decline and Fall* en main, les jeunes gens qui hisseront l'Union Jack aux quatre coins du monde, l'élite internationale des baroudeurs d'empires, de Napoléon à Churchill, puis tous ceux qui, dans une fidélité assez émouvante à ce vieux bonhomme à perruque, ont été saisis par l'idée grisante de rechercher le sens de l'Histoire.

Que nous dit le cher Edward ? Tout simplement, après Montesquieu et Voltaire, dans une langue superbe et avec un redoutable sens du tableau qui court sur douze siècles de civilisation, du temps de Trajan à la prise de Constantinople par Mehmed II en 1453, et qui peint vivement une très longue décadence, qu'il y a un lien, solide et problématique, entre la chute de l'Empire romain et la victoire du christianisme. On peut se sourire aujourd'hui de ses arrière-pensées d'homme des Lumières qui détestait les moines et ne voulait pas croire que la Cité de Dieu eût pu prendre la relève d'une civilisation si impériale. Mais ni Henri Marrou, le grand historien de l'Antiquité tardive qui aimait presque également Gibbon et saint Augustin, ni Arnaldo Momigliano, qui n'est pas manchot non plus dans l'art de célébrer les sagesse barbares, n'ont négligé l'intuition du gentilhomme de Lausanne. A quoi bon, en effet, réfléchir à la fin des empires et aux relèves posthumes de leurs dominations si on néglige sa petite phrase du chapitre XX : « En embrassant la foi chrétienne, Constantin semblait contracter une alliance perpétuelle avec une société indépendante et distincte » ? La voilà, la solution du problème.

Gibbon nous fait la bonne leçon quand il recommande de ne pas s'épuiser à rechercher les « causes réelles » de toute chute d'empire. Car, pense-t-il, tout historien pas trop obtus peut empiler à l'envi une succession de causes contraires dont la somme risque fort d'être un résultat nul. Il sait, certes, ouvrir à volonté les fausses fenêtres des causalités fatales. Mais à quoi bon ? On peut en effet soutenir indifféremment avec la même vraisemblance que Rome périt, « au fond », d'une fiscalité insupportable, de la langueur de ses cités, de l'incompétence de ses fonctionnaires, de la barbarisation de son armée ou d'un déclin de l'esclavage. André Piganiol, en bon exemple, pensait en 1939, juste après Munich et à la veille d'une autre débâcle, qu'elle ne résista pas à la supériorité militaire des conquérants germaniques, puis il abandonna cette idée trop peu européenne en 1962, dans une nouvelle édition de son *Histoire de Rome*.

Le grand Michel Rostovtzeff lui-même, qui avait réactivé sa réflexion sur Rome au spectacle cauchemardesque de la révolution bolchevique, avait cru résoudre enfin le *Gibbon's problem* en soulignant la force dévastatrice d'une révolution sociale des masses populaires qui aurait affaibli l'autorité impériale dès le III<sup>e</sup> siècle. Son *Histoire économique et sociale de l'Empire romain*, publiée en 1926, s'achève sur cette réflexion de bourgeois russe désabusé : « Est-il possible d'étendre une civilisation avancée aux classes inférieures sans l'avilir et sans l'amoindrir ? » Jusqu'à l'évanouissement complet ! Puis, lestré, enseignant à Yale, sorti du canchamar à titre personnel, mais hanté par les suites staliniennes du coup de force des barbares d'Octobre, il renoncera à cette explication pour s'en tenir, en 1930, au constat inverse : Rome a décliné puis péri parce que l'Etat impérial, devenu omnipotent, a trop piétiné la société civile. Comme l'Etat du tsar, puis celui de Staline.

Gibbon, lui, n'a jamais eu les états d'âme de ses successeurs. Car, martèle-t-il, il n'y a au fond qu'une seule « cause » plausible : le constat du décès. Rome est tombée parce qu'elle a été conquise, tout simplement. Libre à nous de détailler, ensuite, les attendus de cette situation de fait. Libre à nous encore, et surtout, d'établir solidement que l'Empire ne pouvait plus survivre dès lors que l'Eglise était devenue un corps étranger dans l'Etat, et puisant jusqu'à convertir, un jour du IV<sup>e</sup> siècle, l'empereur lui-même. Autrement dit, Gibbon résout son problème en rappelant deux évidences. La première : Constantin a ruiné le pouvoir impérial inauguré par Auguste en reconnaissant, au plus intime de sa nouvelle foi, ce pouvoir d'Eglise qui désormais orches-



## L'application des décisions prises par la conférence de Londres sur l'ex-Yugoslavie

Les combats se poursuivent comme à l'ordinaire, samedi matin 29 août, à Sarajevo, où les forces bosniaques ont affirmé avoir réussi une percée dans les lignes serbes. Les combats ont fait une trentaine de morts et plusieurs dizaines de blessés depuis jeudi soir, selon Radio-Sarajevo.

Pendant ce temps, à Bruxelles, la Commission européenne a proposé de renforcer l'embargo contre la Serbie et le Monténégro en évitant que ces deux

Républiques ne profitent de la Convention de transport international routier (TIR) pour s'emparer de marchandises qui ne leur sont pas destinées.

Par ailleurs, à Londres, les membres de l'Union de l'Europe occidentale (UEO) se sont dits prêts à contribuer au renforcement des sanctions. Ils ont également décidé de mettre immédiatement à la disposition des Nations unies près de cinq mille hommes et des équipements de transport et de logistique, a annoncé,

vendredi, le ministre italien des affaires étrangères, dont le pays préside actuellement l'organisation.

L'action de l'UEO, a-t-il précisé, intervient « en collaboration et en transparence parfaite avec l'OTAN ». La contribution française sera composée d'un bataillon interarmes de mille cent hommes, avec des véhicules blindés d'infanterie, de génie et de logistique, une compagnie de soutien et un détachement de cinq hélicoptères de transport. (AFP, Reuters.)

TURQUIE : conséquence des affrontements dans le Sud-Est

### Le gouvernement veut intensifier la répression contre les séparatistes kurdes

ISTANBUL

de notre correspondant

A l'issue d'une réunion extraordinaire, jeudi 27 août à Diyarbakir (la capitale régionale du sud-est anatolien à majorité kurde), dans l'enceinte d'une base aérienne, le gouvernement turc et le conseil national de sécurité ont réaffirmé leur détermination d'utiliser toutes les méthodes nécessaires pour lutter contre le terrorisme et protéger l'unité de la Turquie. Le communiqué mentionne la poursuite d'une politique de développement régional, mais c'est avant tout le durcissement de l'attitude d'Ankara qui est à retenir. Le texte, en effet, promet de « frapper le coup nécessaire contre le terrorisme à l'extérieur » — une référence aux voisins de la Turquie, notamment le nord de l'Irak, la Syrie, l'Iran et même le Liban, où le PKK a des bases — « ainsi qu'à l'intérieur du pays ».

Bien que les déclarations officielles offrent peu d'éléments nouveaux, le fait même que la réunion ait eu lieu dans la capitale de la région kurde — où les hommes politiques d'Ankara ne s'aventurent que rarement — est important. Profitant d'un moment de faiblesse du gouvernement, le président de la République, M. Turgut Özal — dont les désaccords avec son premier ministre, M. Süleyman Demirel, sont connus — avait imposé cette réunion pour tenter de revenir sur le plan politique.

#### Droit de veto

Des tensions importantes ont surgi au sein de la coalition formée par le Parti de la justice (DYP) de M. Demirel et le Parti populiste social-démocrate (SHP) de M. Erdal İnönü, à la suite des récents événements sanglants dans le sud-est du pays, dans la ville-forteresse de Sîrnak, qui ont conduit le Parlement — et notamment l'aile conservatrice du DYP — à rejeter le programme de démocratisation promis de longue date par la coalition gouvernementale.

Adopté au printemps, ce programme prévoyait une réduction de la période de garde à vue et la présence d'un avocat lors des interrogatoires, ce qui devait diminuer le risque de violations des droits de l'homme, notamment de tortures (le Monde du 5 mai). Mais M. Özal, faisant usage de son droit de veto, avait renvoyé le projet à l'Assemblée pour une seconde délibération. Après une session chaotique du Parlement, mercredi, les discussions ont dû être suspendues, les députés étant incapables de se mettre d'accord.

NICOLE POPE

#### ITALIE

### Nouvelles arrestations dans l'affaire des pots-de-vin de la région de Milan

Deux proches de l'ancien maire socialiste de Milan, M. Paolo Pillitteri, qui a démissionné au printemps dernier, ont été arrêtés dans le cadre de l'enquête sur la corruption dans la région lombarde, a indiqué, vendredi 28 août, la police italienne. M. Raffaele Politano, ex-secrétaire de l'ancien maire, est accusé d'avoir perçu 100 millions de lires (environ 450 000 F) de dessous-de-table pour des travaux de restauration du centre historique de Monza.

M. Maurizio De Ponti, un autre collaborateur du maire, aurait reçu 120 millions de lires d'une société multinationale pour l'information des services communaux. Par ailleurs, le secrétaire administratif de la Démocratie chrétienne de Lecco, au nord de Milan, s'est présenté jeudi aux magistrats chargés de l'enquête pour rendre 487 millions de lires (1,8 million de francs) empochés frauduleusement lors de l'attribution de marchés publics. (AFP.)

ALAIN DEBOVE

## M. Panic met M. Milosevic en demeure de tenir ses engagements

LONDRES

de notre envoyé spécial

Au lendemain de la conférence de Londres, bien des diplomates européens s'interrogent sur la valeur des engagements pris, dans la recherche de la paix en Bosnie-Herzégovine, par certains dirigeants de l'ex-Yugoslavie, à commencer par M. Radovan Karadzic, le leader de la « République serbe de Bosnie » (autoproclamée).

Dans une lettre jointe aux documents officiels de la conférence, ce dernier se disait notamment prêt à fournir aux Nations unies, dans un délai de quatre jours, une carte des positions de tous les armements lourds qui devraient être placés autour de quatre villes : Sarajevo, Bihać, Gorzde et Jajce. Il écrivait également que, dans le cadre de négociations avec les Musulmans et les Croates, les Serbes accepteraient de se retirer d'une « portion substantielle » du territoire qu'ils occupent actuellement.

Dans les milieux de l'ONU, on se réjouit bien entendu de ces

déclarations d'apaisement mais on ne les prend pas pour argent comptant. Les spécialistes se demandent en effet si le « président » Karadzic a véritablement le contrôle de toutes ses troupes sur le terrain et s'il est en mesure d'imposer une hypothétique cesse-le-feu. L'obstacle majeur à un arrêt des combats réside dans le fait que cette guerre oppose de plus en plus des milices locales, des bandes armées musulmanes et serbes, qui n'obéissent qu'à des « petits chefs » plus soucieux de maintenir leur pouvoir que de respecter d'éventuelles consignes données par leurs responsables politiques.

#### «Pratique barbare»

Dans ces conditions, soulignent des sources britanniques, les chances de ramener la paix rapidement sont bien minces et l'action internationale doit, en priorité, porter sur l'achèvement de l'aide humanitaire aux populations civiles. L'hiver, dans certaines parties montagneuses de la Bosnie, commence à sévir dès la fin du

mois de septembre, et selon des rapports alarmants du Haut Commissariat aux réfugiés, plusieurs centaines de milliers de personnes se trouveront alors dans une situation désespérée.

Autre point d'interrogation : la véritable influence politique du premier ministre « yougoslave », M. Milan Panic. Ce dernier a encore rappelé, vendredi 28 août, au cours d'une ultime conférence de presse qui tenait du show, les deux principes qui, selon lui, doivent permettre de conduire à la paix. Il n'envisage pas de modification des frontières par la force ni de reconnaissance par Belgrade de la Bosnie-Herzégovine.

Il affirme que la Serbie n'a aucune revendication territoriale en Croatie et en Bosnie, ni en Macédoine ; il condamne la « pratique barbare » de la « purification ethnique » et se dit partisan, au Kosovo, d'une négociation avec les Albanais de souche, qui y sont très largement majoritaires. Autre signe d'apaisement : il a eu, à Londres, un entretien avec le dirigeant des Kosovars, M. Ibrahim Rugova. Tous ces engagements ont été

(slovens), qui, à travers la Constitution de 1974 (la dernière qu'ait connue l'ex-Yugoslavie) avaient réalisé leur projet de confédération de l'Etat yougoslave en redonnant aux six Républiques et aux deux provinces autonomes toute leur souveraineté. Une Constitution qui, sous des noms, le régime actuel de Belgrade et son éminence grise Dobrica Cosic, à l'origine du démantèlement de la Yougoslavie et aura « placé le peuple serbe et la Serbie dans une position foncièrement intégrale et subordonnée ».

« Toutes les nations (de la Fédération yougoslave) ne sont pas égales en droit : la nation serbe n'a pas obtenu son propre Etat. » A cela s'ajoute qu'une partie du peuple serbe, vivant principalement dans d'autres Républiques, ne jouit d'aucun droit et subit une discrimination ethnique faisant de l'actuelle Yougoslavie un pays qui ne peut être mis au rang des Etats modernes et démocratiques. Tout cela incitera les Serbes à la rébellion et deviendra petit à petit un appel à la haine raciale.

Les arguments ne sont pas nouveaux. Rappelant que la population serbe de Croatie, pourtant déjà décimée par le génocide, a nettement baissé par rapport au premier recensement d'après guerre — 543 795 Serbes, soit 14,48 % de la population de Croatie, en 1948, contre 531 502 en 1981, soit 11,5 % — les auteurs du « Mémoire » soulignent que les régions où ils sont majoritaires, comme la Lika, le Kordun et la Banja (centre de la Croatie) sont les moins développées de Croatie. Le retard économique de ces territoires a incité les Serbes à émigrer vers la Serbie ou vers des régions de Croatie où ils sont minoritaires, traités comme un groupe social inférieur et contraints à l'assimilation.

Condamnant cette politique d'assimilation, les académiciens constatent que, « hormis pendant la période de l'Etat indépendant de Croatie, les Serbes de Croatie n'ont jamais été menacés dans le passé comme ils le sont aujourd'hui. Le règlement de leur statut national se pose donc comme une question politique de premier ordre ». Et de mettre en garde : « Si une solution ne pouvait être trouvée, les conséquences seraient néfastes non seulement pour la Croatie, mais aussi pour l'ensemble de la Yougoslavie ».

Dès 1986, Belgrade se lance donc dans une nouvelle croisade, celle du réveil de la conscience nationale serbe, à laquelle adhèrent rapidement le jeune leader communiste Slobodan Milosevic, et qui déclenchera le regain barbare du nationalisme serbe des années 90.

A l'époque, il n'est pas question de « nettoyage ethnique », mais de rendre aux Serbes « tous les droits historiques, nationaux et démocratiques de vivre dans un seul Etat ». C'est le point de vue de Dobrica Cosic, élaboré dans un texte sur

« la Yougoslavie et la question serbe », publié en janvier 1991. Cet Etat pourrait être une « Yougoslavie démocratique et fédérative », mais à condition que tous les peuples qui y vivent le veuillent. Le cas échéant, « les Serbes n'ont aucune raison [...] d'empêcher les Croates et les Sloènes de faire sécession de la Yougoslavie et de créer leurs Etats autonomes. Mais ils ne pourront les créer que sur leurs territoires ethniques. S'ils le font aussi en annexant les territoires ethniques serbes, ils seront des envahisseurs et des fauteurs de guerre », écrivait-il y a un an et demi l'actuel président d'une Yougoslavie désormais serbo-monténégro. La suite, nous la connaissons.

#### La pratique du fait accompli

En bref, cette aspiration implique de facto le déplacement de populations, plus précisément la modification de la structure ethnique lorsque les territoires revendiqués ne comportent plus de majorité serbe. De là la nécessité de « nettoyer » les « terres serbes » aussi bien en Bosnie qu'en Croatie et en Voïvodine, cette province multinationale du nord de la Serbie rattachée autrefois à l'Empire austro-hongrois et annexée à la Serbie à la veille de la création de la première Yougoslavie.

Même si les instigateurs de la politique nationaliste serbe, comme Dobrica Cosic, ne réclamaient pas de territoires « ethniquement purs » (c'est du moins ce qui apparaît dans les textes disponibles), leurs ambitions les ont conduits à faire de ce concept une politique, jamais avouée. La partie serbe joue depuis le début du conflit sur le principe du fait accompli. Or la purification ethnique a l'avantage d'être un acte difficilement réversible.

Pourtant, cette idéologie est souvent contagieuse et réveille l'esprit de vengeance des communautés victimes de ce « nettoyage ». La moitié des quelque 100 000 Serbes de Zagreb se sont évanouis dans la nature. On pense que, fuyant les pressions, ils sont allés se mettre à l'abri du côté de Belgrade. En Slavonie occidentale, les Croates ont pratiqué un « nettoyage » tout à fait différent, incendiant ou minant les maisons des Serbes. En Bosnie, les combats rendent difficile toute estimation. Mais le journal indépendant de Belgrade Borba faisait état dans son édition des 22 et 23 août de cas d'expulsions et de meurtres de civils serbes dans le centre de Sarajevo. Il constatait que, même en position d'assiégés et restés solidaires des autres habitants de la capitale bosnienne, les Serbes étaient devenus victimes de pressions et de représailles.

FLORENCE HARTMANN

## La genèse du «nettoyage ethnique»

Saïte de la première page

Reprise par les extrémistes croates comme Branko Jelic et Ante Pavelic, cette doctrine a pu être, admet l'historien, une tentation pour les Serbes poussés à la vengeance par les terribles exactions perpétrées contre eux entre 1941 et 1945.

De fait, lorsque le parti pro-nazi Oustacha prend le pouvoir à Zagreb le 10 avril 1941 et proclame l'Etat indépendant de Croatie, Ante Pavelic, qui est à sa tête, instaure un régime de terreur inspiré des exemples fascistes. Pourchassant les Juifs, les Tziganes et surtout les Serbes, à qui il reproche d'être orthodoxes, fidèles de l'Eglise de Constantinople, il mène le premier « nettoyage ethnique » en Croatie. Il s'agit alors d'une politique officielle, puisque le programme prévoyait ouvertement que, sur les 600 000 Serbes de Croatie, « un tiers doivent se convertir, un tiers s'expatrier et un tiers mourir ». Quant aux Musulmans de la Bosnie-Herzégovine — alors partie de l'Etat indépendant croate — ils étaient considérés par Pavelic comme des Croates de confession musulmane et échappaient ainsi aux meurtres de génocide.

A cette même époque, les Serbes furent tentés par le « nettoyage ethnique ». Dans un ouvrage intitulé le Génocide des Musulmans, écrit par deux historiens, l'un croate, Antun Miletic, et l'autre serbe, Vladimir Dedjic, on retrouve le « Projet de Savant Miletic » du 30 juin 1941. Connu sous le nom de « Serbie homogène », il préconisait la restauration, après la seconde guerre mondiale, d'une Grande Serbie « sur tous les territoires ethniques où vivent des Serbes » et suggérait « l'expulsion et la permutation des populations, principalement des Croates des territoires serbes et des Serbes des territoires croates ».

Ce projet sera complété en septembre 1941 par le programme du mouvement serbe des tchetniks, dirigé par Draza Mihajlovic. Il préconise de « marquer de facto les frontières du territoire serbe et de s'y laisser que la population serbe (...) de nettoyer radicalement les villes et de les remplir de nouveaux éléments serbes (...) ». Le 20 décembre de la même année, Draza Mihajlovic donne des instructions concises aux commandants de ses troupes : « Créer une Grande Serbie ethniquement pure dans les frontières englobant la Serbie, le Monténégro, la Bosnie-Herzégovine, le Srem, la Backa (à cheval sur l'Est de la Croatie et l'Ouest de la Voï-

vodine) et le Banat (...), purger le territoire de l'Etat de toutes les minorités nationales et de tous les éléments non serbes (...), procéder à la purge des populations musulmanes du Sandjak (Serbie, NDH) et des populations musulmanes et croates de Bosnie... ». Quant aux tracés des frontières avec les Croates, le chef des tchetniks ordonnait de prendre « des mesures pour empêcher, sous la menace de la mort, tout le monde de quitter la carte et de les nettoyer avant que l'ennemi ait le temps de se retourner ».

Mihajlovic, qui s'était soulevé contre les Croates mais aussi contre les communistes, sera mis en échec par les partisans de Tito et fusillé en 1946. Malgré les exactions commises par les tchetniks, notamment contre les Musulmans de l'Est de la Bosnie, le spécialiste français des Balkans Georges Castellan estime qu'on ne saurait les accuser de génocide.

Aujourd'hui, la « terreur serbe » que fuient les Musulmans de Bosnie et les populations non serbes des territoires occupés en Croatie porte une nouvelle fois le nom de « nettoyage ethnique ». Ce concept, qui évoque de sinistres réminiscences, sera l'œuvre de seize membres de l'Académie des sciences et des arts de Belgrade, auteurs d'un texte qui circule sous le manteau sous le nom de « Mémoire ». L'un de ses principaux inspirateurs était Dobrica Cosic, l'écrivain nationaliste devenu, en mai dernier, président de la « nouvelle Yougoslavie » (serbo-monténégro) et considéré comme le père spirituel du dirigeant serbe Slobodan Milosevic.

#### Le «mémoire» de 1986

Conçu en 1986, ce mémoire est resté à l'état d'ébauche pour avoir été découvert le 24 septembre de la même année par un journaliste du quotidien belgradois Yecernje Novosti. Sa publication sous forme d'extraits eut alors l'effet d'une bombe. Qualifiant le texte d'anticommuniste et de nationaliste, le journaliste Alexander Djukanovic y voyait « un nouvel appel à la guerre fratricide et à un nouveau bain de sang ». Le mémoire, qui dressait un réquisitoire contre quatre décennies de régime communiste et mettait en évidence toutes les frustrations du peuple serbe, préconisait « la défense du peuple serbe menacé » par une « discrimination » dont les académiciens nommèrent les coupables : les Sloènes et les Croates, tout particulièrement Josip Broz Tito (croate) et Edouard Kardelj

F. H.



## EUROPE

### TADJIKISTAN

## Des affrontements entre communistes et opposants auraient fait 180 morts

Près de cent quatre-vingts personnes ont été tuées jeudi 27 août dans le sud du Tadjikistan, au cours d'affrontements provoqués par des partisans pro-communistes, a affirmé vendredi l'opposition démocratique à Douchanbé, capitale de cette ancienne République soviétique d'Asie centrale.

Deux témoins de ces combats, arrivés vendredi à Douchanbé, ont indiqué à l'AFP que près d'un millier d'hommes armés venant de Koulab, ville de soixante et onze mille habitants proche de la frontière afghane, avaient attaqué Kourgan Toubé, ville de cinquante mille habitants située au sud de la capitale. Les partisans du groupe pro-communiste Ashkara avaient lancé un ultimatum lundi dernier, exigeant que les responsables de l'opposition, qui contrôlent Kourgan Toubé, quittent la ville avant jeudi. Le président communiste Nabiev avait formé en mai 1992, sous la pression de manifestations populaires réclamant son départ, un gouvernement de coalition avec l'opposition nationaliste, démocratique et islamique. Depuis, des groupes communistes armés mènent dans le sud du pays une guérilla qui a déjà fait plusieurs centaines de morts. Le 27 juin dernier notamment, plus de cent personnes avaient été tuées.

Les derniers incidents ont coïncidé avec la visite au Tadjikistan du maréchal Chapochnikov, commandant en chef des forces armées de la CEI, qui a conclu vendredi avec le président Nabiev un accord préliminaire sur le déploiement d'une force d'interposition de la CEI dans le sud du pays, à la condition que les parties belligères l'acceptent.

Les deux hommes avaient également discuté de la situation à la frontière entre le Tadjikistan et l'Afghanistan, et de l'application d'un décret du président Eltsine en date du 24 août plaçant les gardes frontières de cette zone sous juridiction russe. Les violations de cette frontière par des groupes transportant des armes ou de la drogue se sont multipliées ces derniers temps. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

La poursuite des combats dans le Haut-Karabakh. — Les combats se sont poursuivis, vendredi 28 août, dans le Haut-Karabakh, malgré l'acceptation par l'Arménie et l'Azerbaïdjan de propositions de cessez-le-feu. (Le Monde du 29 août). Selon Itar-Tass, l'armée azerbaïdjanaise aurait attaqué les villages arméniens d'Arountionagomer et de Drmbon ainsi que le village de Mekhmana, peuplé de Grecs, dans le nord de l'endéme. L'artillerie azerbaïdjanaise aurait, de son côté, bombardé à plusieurs reprises le corridor de Latchine, ouvert par les forces arméniennes en territoire azerbaïdjanais et reliant l'Arménie au Haut-Karabakh. — (AFP)

## AFRIQUE

### SOMALIE

## Les énigmes d'une mobilisation

L'Afrique, cet immense réservoir à clichés, semble depuis quelques années frappée par ce que les dandys de Brazzaville appellent « la démote ». Et la Somalie, plus encore. En France, depuis le beau film de Frédéric Mitterrand (1), pratiquement aucune image de Mogadiscio n'avait atteint le rivage des écrans parisiens.

Jusqu'à très récemment, un mort en ex-Yugoslavie pesait plus lourd, pour les médias occidentaux, que les ames de cadavres somaliens, mozambicains, libériens ou soudanais. Sarejevo, répète-t-on, possède l'insigne avantage de n'être, elle, « qu'à deux heures de Paris ». L'argument a du poids.

Personne ne se plaint de ce brusque intérêt pour la Somalie et ses sept ou huit millions de survivants. Le mot n'est pas trop fort : les « nettoyeurs ethniques » ont fait, selon Amnesty International, quelque dix mille tués, entre novembre 1981 et avril 1992, dans la seule capitale. Et la famine, sœur cadette de la guerre, menace, à très court terme, plus d'un million et demi de personnes, selon les estimations des Nations unies.

La mobilisation de l'aide internationale pourrait permettre — si les pilotes et les franc-tireurs somaliens le veulent bien — de sauver plusieurs centaines de milliers de vies humaines. Le fait que cette mobilisation survive et tienne peut, certes, donner motif à étonnement, voire à indignation. Mais on reste surtout songeur devant le fait que ce « miracle » ait pu, tout bonnement, avoir lieu.

Pourquoi la Somalie, condamnée à mourir dans l'indifférence générale, bénéficie-t-elle de ces élans de solidarité ? Et pourquoi aujourd'hui, alors que le martyre de Mogadiscio dure depuis plus d'un an et demi ?

**L'effet de Balda**

La télévision, à sans nul doute, joué un rôle dans ce branle-bas des consciences. Les caméraman britanniques de l'agence privée ITN — à qui l'on doit les premières images des camps de détention de Bosnie — ont été parmi les premiers journalistes dont les rushes sont parvenus à faire du bruit en Occident, en étant massivement diffusés, à partir du mois de juin, par la puissante chaîne américaine CNN.

En France, il aura fallu attendre le mi-juillet et l'annonce du voyage du ministre de la santé et de l'action humanitaire, M. Bernard Kouchner (2), pour que les chaînes télévisées se décident, parfois en catastrophe, à envoyer des reporters sur le terrain. L'effet subit de dizaines d'envoyés spéciaux, arrivant de tous les coins du monde, a conduit à installer une antenne, en plein cœur de Mogadiscio, qui assure, depuis le début de la semaine, une meilleure transmission de l'information.

Évoquant la « lenteur de réaction » de « l'administration Bush »,

le Washington Post fait remonter au 10 juillet « le premier signe d'intérêt manifesté par le président » à l'égard de la Somalie. Ce jour-là, on s'est de traversé, à M. George Bush, un télégramme du haut-commissaire des États-Unis en poste à Nairobi. Le diplomate, de retour d'une visite parmi les réfugiés somaliens dans le nord du Kenya, a intitulé son récit : « Une journée en enfer ».

Quelques jours plus tard, le 19 juillet, le New York Times publie, en page une, le reportage de sa correspondante en Afrique orientale, Jane Perlez, décrivant cet autre « enfer » qu'est devenue la ville-mouroir de Balda, au sud-ouest de Mogadiscio. À en croire le Washington Post, c'est un responsable du département d'État, cet article aurait « bouleversé » le président, désormais décidé « à faire quelque chose ». En pleine période électorale, le poids de la presse est énorme. À partir de cette date, la Somalie fera, pratiquement tous les jours, la première page du New York Times.

**La provocation de M. Boutros-Ghali**

Quelle que soit l'exactitude de cette chronologie de l'émotion, les États-Unis, dès les premiers jours du mois d'août, ne ménageaient plus leurs efforts. Après s'être engagés à acheminer 80 000 tonnes de vivres d'ici la fin de l'année budgétaire et 145 000 tonnes supplémentaires en 1993, Washington mobilise ses troupes — civiles et militaires.

Deux cent cinquante officiers et soldats, et une flotte de onze avions, sont régimentés, afin de transporter l'aide alimentaire en Somalie et dans le nord du Kenya, et « la remettre aux organisations humanitaires travaillant sur place ». Une aide que ces dernières jugent d'une efficacité encore relative.

Le gouvernement américain ne s'en est pas moins félicité du « rôle de premier plan » qu'il joue désormais dans le concert humanitaire international. Sur le plan intérieur, la conclusion paraît claire : le président Bush, une ferme vis-à-vis de l'Irak, n'en a pas moins du cœur. Son rival démocrate, M. Bill Clinton, qui l'avait exhorté, début août, à « prendre les devants pour galvaniser les Nations unies et trouver un moyen de mettre un terme à la tragique guerre civile » en Somalie, a été entendu.

Il est loin, pourtant, d'être le premier à avoir tiré la sonnette d'alarme. « La Somalie est aujourd'hui le symbole même de la dégradation humaine » : c'est en ces termes que, dès son entrée en fonction, le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, s'était adressé, le 25 janvier à New-York, aux membres du Conseil de sécurité — juste avant que ne soit pleinement élargi l'embargo sur les armes à destination de la Somalie. On n'avait point écouté.

Trois mois plus tard, en avril, le

tenace successeur de M. Perez de Cuellar suggérait l'envoi de cinquante observateurs à Mogadiscio et celui de cinq cents « gardes bleus » pour assurer la sécurité des secours humanitaires. Tôt dans les coulisses. Une telle opération allait s'avérer fort coûteuse ! Et puis ne risquait-elle pas de s'éterniser, entraînant les soldats de l'ONU pour des semaines, et peut-être pour des mois, dans les sables lointains d'un pays dénué de tout intérêt stratégique ?

Ces perénitantes critiques, le camp américain ne fut pas le dernier à les émettre. Elles eurent pour principal effet de retarder de plusieurs mois les prises de décision. Il faudra attendre le 12 août pour que le Conseil de sécurité donne son feu vert à l'envoi de cinq cents militaires (policiers) à Mogadiscio. Les « coups de gueule » du secrétaire général de l'ONU ont-ils porté ? En accusant, quelques jours plus tôt, les membres du Conseil de délaissier la « guerre des pauvres » qui déchire la Somalie, au profit de cette « guerre des riches » que serait le conflit yougoslave, M. Boutros-Ghali a, semble-t-il, commis une provocation salutaire.

Cet Africain, natif du Caire, pouvait difficilement rester insensible à l'alerte, lancée, très tôt, par les responsables du Comité international de la Croix-Rouge (CICR, Genève). Le 23 décembre 1991, évoquant la « guerre fratricide, d'une violence inouïe » qui ensanguine alors Mogadiscio, le CICR appelle les Nations unies à agir « sous l'égide » pour « sauver des populations de leur agonie ».

À l'époque, du fait de l'insécurité, les ONG présentes dans la capitale somalienne se comptent sur les doigts de la main. Pendant plusieurs semaines, l'équipe du CICR, dirigée par l'irlandais Peter Stocker, sera seule à tenter de porter secours aux innombrables blessés qui s'entassent dans les décombres des hôpitaux. Seule aussi, à pouvoir témoigner.

Soulignant les « besoins énormes » d'une « population totalement affamée », le CICR écrit : « Toutes les bonnes volontés doivent être mises en œuvre, maintenant, afin d'éviter, si faire se peut, une aggravation de la situation ». Sans la personnalité de M. Boutros-Ghali, sans l'élection américaine et sans les efforts de la presse, ces mots n'auraient sans doute jamais été entendus.

CATHERINE SIMON

(1) Lettres d'amour en Somalie, 1992.

(2) Outre un « programme d'aide d'urgence exceptionnel » d'un montant de 30 millions de francs, adopté par le gouvernement, plusieurs villes de France, Mimos et Marseille notamment, ont décidé de contribuer aux efforts humanitaires pour sauver la population somalienne. Une « journée pour la Somalie » devrait être organisée, avec le concours du ministère de l'Éducation et de la culture, du ministère des postes et des télécommunications, et de la SNCF.

### NIGER : offensive gouvernementale dans le Nord

## Des dizaines de Touaregs ont été arrêtés

Les forces de sécurité sont passées à l'offensive, vendredi 28 août, contre la rébellion touareg qui agit le nord du Niger, depuis plus d'un an. Il est difficile de savoir si cette offensive, à l'initiative de l'Assemblée nationale, non, l'assentiment des autorités de Niamey, celles-ci observant, sur ce point, une totale discrétion. Selon de bonnes sources, des militaires, gendarmes, gardes républicains et policiers ont procédé à l'arrestation de plusieurs dizaines de personnes, pour la plupart d'éthnie touareg, dans les deux principales villes du Nord, Agadès et Arlit.

À Agadès, une vingtaine de personnes ont été arrêtées et sont détenues dans une garnison. Parmi elles, figurent notamment le préfet de région, M. Mochtar El Iach, et deux membres du Haut Comité-riat des Nations unies pour les réfugiés (HCR), en mission à Agadès. L'annonce des arrestations d'Agadès avait été faite, en début de matinée, par l'état-major des forces armées. À l'en croire, ces derniers étaient le fait d'un groupe de forces de l'ordre agissant de leur propre initiative, en représailles contre l'assassinat d'un inspecteur de police par des hommes armés, identifiés comme étant « probablement des rebelles touaregs ». L'ampleur des rafles opérées semblait, en fin de journée, démentir ces

assertions. À Arlit, ce sont « plusieurs » militants de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS) et de l'Alliance pour la démocratie et le progrès (ANDP) qui, selon le correspondant de l'Agence nigérienne de presse, ont été arrêtés.

De même, on indique que des combats ont éclaté à Taoudé, au nord-est d'Agadès, entre des éléments de l'armée et des rebelles du Front de libération de l'Aïr et de l'Azawad (FLAA). Cette localité est située dans les montagnes de l'Aïr, bastion du FLAA. Des négociations sont en principe en cours, depuis le début d'août, entre le gouvernement de transition et le FLAA, en un lieu tenu secret. — (AFP)

TOGO : « satisfaction » de la France à la suite de la prolongation de la période de transition. — Le gouvernement français a exprimé, vendredi 28 août, sa « satisfaction » à la suite de la prolongation de la période de transition au Togo. Cette décision permettra « l'organisation, dans les mois qui viennent, d'élections démocratiques dans un climat de paix civile », a déclaré le porte-parole du ministère des affaires étrangères, M. Daniel Bernard. — (AFP)

AFRIQUE DU SUD : plus de 6 000 victimes des violences politiques en deux ans. — 6 229 personnes, dans leur quasi-totalité des Noirs, ont été tuées en deux ans (entre juillet 1990 et juin 1992), victimes des violences à caractère politique, a annoncé, vendredi 28 août, à Johannesburg, la Commission des droits de l'homme (HRC), un organisme très proche (ANC), selon cet organisme, les principaux responsables de ces meurtres sont les partisans du mouvement Inkatha, à dominante zoulou. — (AFP)

CONGO : Investiture du nouveau président. — Le nouveau chef de l'État, M. Pascal Lissouba, élu le 16 août, sera investi dans ses fonctions lundi 31 août, à-t-on appris vendredi, de source officielle à Brazzaville. — (Reuters)

LIBÉRIA : un employé du CICR a succombé à ses blessures. — M. Solomon Jahboe, employé du Comité international de la Croix-Rouge (CICR) à Monrovia, est mort, vendredi 28 août, des suites de ses blessures. Il avait été grièvement atteint, lors d'une fusillade contre son véhicule, à 40 kilomètres de la capitale (Le Monde du 28 août). M. Jahboe, de nationalité libérienne, travaillait pour le CICR depuis un an. — (AFP)

## PROCHE-ORIENT

### LIBAN : boycottage et grève générale

## La deuxième phase des élections législatives est encore plus mal engagée que la première

BEYROUTH

de notre correspondant

La deuxième phase des élections législatives, dimanche 30 août, s'annonce, la veille, encore plus mal engagée que la première. C'est, en effet, dans la partie chrétienne du Mont-Liban et dans le secteur chrétien de Beyrouth, appelés aux urnes ce jour-là, que le boycottage du scrutin devrait être le plus suivi. Déjà, de nombreux retraits de candidatures ont eu lieu, si bien qu'au Kasrouan, par exemple, il ne reste plus que deux candidats en lice pour cinq sièges.

La tentative du Parlement sortant de stopper le processus électoral ayant fait long feu faute de quorum, c'est donc sous le signe de l'abstention que sera placée la deuxième manche électorale. Cette boudoirie s'accompagne d'une grève générale de trois jours dans les régions chrétiennes du pays, qui a été largement suivie.

Cette désaffection électorale s'est même propagée, au vu des irrégularités du premier tour de scrutin, au secteur musulman de Beyrouth. Deux chefs musulmans se sont retirés de la course et deux d'entre eux ont carrément appelé au boycottage

des « élections mascarade ». Entre-temps, ont été proclamés, avec un énorme retard, les résultats des élections dans la plaine de la Bé



AFRIQUE

هكنا من النكحل

ASIE

CHINE : vive réaction à Taipei

La normalisation entre Pékin et Séoul a porté un coup très dur au régime de Taïwan

Une conséquence amère de la déroute de la Chine à la conférence de Pékin, c'est la réaction de la République de Taïwan. Le régime de Pékin a porté un coup très dur au régime de Taïwan. Le régime de Pékin a porté un coup très dur au régime de Taïwan.

PÉKIN

de notre correspondant

« La République de Chine (Taïwan) est le plus important allié de la République de Chine (Taïwan) en Asie du Nord-Est », proclamait encore, dans sa dernière édition,

CORÉE DU SUD : à la tête du parti au pouvoir

M. Kim Young-sam remplace le président Roh Tae-woo

M. Kim Young-sam, candidat du Parti démocrate-libéral (PDL) à la présidence sud-coréenne, a été élu, vendredi 28 août, à la tête du parti gouvernemental. Il remplace le chef de l'Etat, M. Roh Tae-woo, dont le mandat présidentiel expire en février prochain et qui n'est pas rééligible. Ancien dirigeant de l'opposition rallié au régime, M. Kim a souligné qu'il était le premier chef du parti au pouvoir à ne pas être un ancien général. Il a également mis l'accent sur la nécessité de moderniser la vie politique. « Si je suis élu président, à-t-il déclaré, je m'attacherai à ce que tout citoyen soit fier d'être coréen (...). »

Jeudi, le groupe industriel Sunkyong, dirigé par un membre de la famille de M. Roh, avait renoncé à un contrat de plusieurs milliards de dollars dans le domaine des télécommunications après que le président eut été accusé de népotisme. (AFP, Reuters)

LOIN DES CAPITALES

Preah-Vihear, vestige d'un empire défunt

PREAH-VIHEAR (CAMBODGE) de notre envoyé spécial

La plaine du Cambodge septentrional s'étale à perte de vue au pied d'une falaise haute de sept cents mètres. La forêt qui la couvre est parfois dense. On dit que les Khmers rouges du roi, aujourd'hui placés sous la férule de Ta Mok, les « bouchers », l'occupent en plusieurs endroits. Un nid d'aigle, le site du temple Preah-Vihear est unique. Construit sur une ligne de crête, les temples de cet ensemble dressés au dixième et onzième siècles dominent la région.

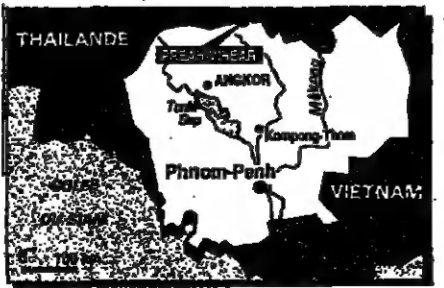
La chaîne des Dangrek, de nos jours, la Thaïlande du Cambodge, mais il fut un temps - les ruines de Preah-Vihear en témoignent - où l'empire khmer s'étendait du sud jusqu'au delta vietnamien du Mékong et englobait le Siam oriental. Le parc d'Angkor se situe, à vol d'oiseau, à plus de 100 kilomètres au sud-ouest, dans la plaine, non loin du « grand lac », le Tonlé Sap. Par temps clair, de Preah-Vihear, on peut apercevoir les monts Kulen, à 65 kilomètres au sud, bastion des Khmers rouges sur la route de Kompong Thom, au cœur du Cambodge.

Du côté thaïlandais de la frontière, le plan dressé à l'intention du visiteur est d'une conception équivoque. Le territoire thaïlandais figure en vert ; celui du Cambodge en bleu, avec pour label « Democratic Kampuchea », dénomination du régime des Khmers rouges ; et le parc de Preah-Vihear, l'un des fleurons de l'architecture khmère, en blanc. Pourtant, ce sont les soldats de l'Etat du Cambodge, le régime de Phnom-Penh, qui occupent les temples, depuis le début de l'année, aux visiteurs à la suite de longues négociations avec les autorités thaïlandaises. Preah-Vihear - le « saint monastère » en khmer - n'est accessible, en effet, que du côté thaïlandais de la frontière où, s'amorce, d'ailleurs, un

impressionnant escalier prolongé par une chaussée monumentale, longue de 750 mètres, qui mène au cœur du complexe. S'installant, en 1962, devant un jugement de la Cour internationale de justice de La Haye, saisi par le prince Sihanouk, les Thaïlandais avaient alors rétrogradé aux Cambodgiens Preah-Vihear, où ils s'étaient réinstallés pendant la seconde guerre mondiale.

Un peuple de bâtisseurs

A plusieurs reprises, les Khmers rouges ont fait de Preah-Vihear une base. Des bunkers témoignent encore, dans les cours des temples, que la guerre est passée par là. Les abords sont toujours minés. Les troupes du général Lon Nol, qui occupaient Preah-Vihear



au début de la guerre, s'étaient repliées en Thaïlande en avril 1975, juste après la prise de Phnom-Penh par les Khmers rouges. Un petit détachement déposé par Phnom-Penh y est installé aujourd'hui.

Dans la journée, des soldats de Bangkok traînent autour des monuments, prêts à signaler aux visiteurs quel chemin prendre. Mais, le soir, ils regagnent leurs cantonnements de la zone militaire thaïlandaise frontalière. La guerre s'est évanouie et personne ne

rien, manifeste beaucoup d'empressement à équiper ses forces armées d'engins modernes qui font peser une menace croissante sur l'île.

Dès lors, se pose à la communauté internationale la question de savoir jusqu'où joue le mythe d'une « seule Chine » au nom duquel une hypothétique intervention armée du continent à Taïwan ou, plus simplement, son blocus par la marine communiste, serait considéré comme « une affaire purement chinoise ». Si Taïwan n'existe pas de jure, son existence de facto fait qu'un éventuel régime de tension dans le détroit de Taïwan aurait des implications de sécurité pour de nombreux pays de la région, Japon compris.

La crise larvée des archipels de mer de Chine méridionale montre qu'en dépit de ses démentis, Pékin reste animé, en matière de relations avec ses voisins immédiats, d'une philosophie à caractère sinon expansionniste, du moins largement calquée sur le modèle impérial d'autant qu'il distribuerait les vassalités comme autant de marques d'honneur à ses royaumes tributaires. Un document confidentiel révélé récemment par la Far Eastern Economic Review de Hong Kong présentait même l'affaire des îles Spratleys comme une revendication territoriale rendue nécessaire non seulement par l'Histoire, mais aussi par une sorte de théorie de l'espace vital, réminiscence de celle de l'Allemagne dans le passé.

Cette théorie n'est pas d'origine communiste. Elle existait déjà sous

CAMBODGE : Le 100 000 réfugiés rapatriés. - Le cent millième réfugié cambodgien est rentré au pays, vendredi 28 août, a annoncé le Haut commissariat des Nations unies pour les réfugiés, qui organise ce rapatriement volontaire dans le cadre des accords de Paris. Les premiers réfugiés avaient franchi la frontière khmère-thaïlandaise le 30 mars dernier. Une cérémonie d'accueil a été organisée sous la présidence du prince Sihanouk et de M. Yasushi Akashi, chef de l'Autorité provisoire de l'ONU (APRONUC). Il reste encore 250 000 réfugiés cambodgiens dans les camps de Thaïlande.

AFGHANISTAN : L'ambassadeur russe bloqué sur l'aéroport de Kaboul. - L'ambassadeur russe en Afghanistan, M. Evgeni Ostrovskii, et soixante-sept membres du personnel de son ambassade, sont retenus depuis vendredi 28 août sur l'aéroport de Kaboul à la suite de la destruction, par une roquette, d'un des trois avions qui devaient les évacuer. Ces bombardements ont fait voler en éclats la courbe trève à laquelle s'étaient engagés les belligérants, à l'appel du Pakistan. Ce dernier a décidé vendredi de fermer sa frontière aux réfugiés afghans fuyant les combats. (AFP, Reuters)

FRANCIS DERON

AMÉRIQUES

ÉTATS-UNIS

M. Bush, les démocrates et le cyclone « Andrew »

WASHINGTON

de notre envoyé spécial

Même les catastrophes naturelles ont des conséquences politiques à moins de dix semaines de l'élection présidentielle américaine. Les critiques de plus en plus acerbes entendues en Floride sur l'inaction de Washington face aux ravages provoqués par le passage du cyclone tropical « Andrew » ont amené M. George Bush à réagir.

Le président a dépêché 8 000 soldats fédéraux munis de cuisines roulantes dans le sud de la Floride, la région la plus éprouvée. Les premiers sont arrivés, vendredi 27 août, à l'aube, quatre jours après la catastrophe. « Où donc est le cavalier quand on en a besoin ? », s'était exclamé, jeudi, M. Kara Hala, directeur des services de secours du comté de Dade, au sud de Miami.

M. Bush s'est défendu d'avoir tergiversé. Il a tenu une conférence de presse improvisée, vendredi, pour expliquer que l'intervention de l'armée fédérale ne lui avait été demandée que jeudi après-midi par le gouverneur démocrate de Floride, M. Lawton Chiles, et qu'il y avait répondu aussi vite que possible. Il a annulé le week-end qu'il devait passer dans sa résidence d'été de Kennebunkport, ainsi qu'une visite électorale qu'il comptait effectuer, lundi et mardi, sur la côte ouest, afin de pouvoir surveiller les opérations de secours.

Critiques

militaires

« Nous engagerons tous les moyens militaires fédéraux nécessaires pour aider les victimes en Floride », a déclaré M. Bush. Le président a souligné que c'était la politique avec les dirigeants démocrates. « Je peux comprendre qu'on s'enferme, mais je voudrais qu'on arrête de jouer à ce jeu qui consiste à accuser l'autre », a-t-il dit.

Le gouverneur Chiles, faisant allusion au manque de coordination entre les divers échelons de responsabilité, avait affirmé qu'il fallait que « la main droite

sache ce que fait la main gauche ». Des avions gros-porteurs chargés de vivres, d'eau potable et de médicaments, venus de la base de Fort Bragg, en Caroline-du-Nord, ont atterri tous les quarts d'heure vendredi à l'aéroport militaire de Homestead, près de Miami, et ont fait effort de se poursuivre dans les jours qui viennent.

L'arrivée la plus appréciée, dans l'État, a été celle de vingt cuisines militaires roulantes, nombreux étant les habitants du comté de Dade qui n'ont pas pris de repas chaud depuis lundi.

Celles-ci peuvent servir au total 72 000 repas par jour. Le bilan de la catastrophe était vendredi de 23 morts, 250 000 sans-abri et 30 milliards de dollars (environ 150 milliards de francs) de dégâts. M. Bush avait été très critiqué pour son apparent manque d'intérêt après le passage du cyclone « Hugo », en Caroline-du-Nord et du Sud, en 1989, où il ne s'était rendu qu'une semaine après l'événement. Le président est allé dès lundi en Floride et a également visité la Louisiane marécquée. Il est visiblement décidé à se montrer généreux envers les victimes d'« Andrew ». La Floride, qui vote généralement pour le candidat républicain lors de l'élection présidentielle, est un Etat qu'il ne peut se permettre de perdre le 3 novembre prochain.

DOMINIQUE DHOMBRES

CANADA : le sort de l'entente constitutionnelle

Le congrès du Parti libéral québécois sera décisif

MONTREAL

correspondance

Après deux jours et une nuit de discussions, les dirigeants politiques et américains ont annoncé, vendredi 28 août, la fin de leurs laborieuses négociations sur la refonte de la Constitution canadienne et reconfirmé l'essentiel de leur « entente de principe » de la semaine précédente (Le Monde du 28 août). Ils n'ont toutefois publié aucun texte sur les termes précis de cette entente, qui restent à négocier.

Pour ratifier le texte final, les dix premiers ministres provinciaux et le premier ministre fédéral, M. Brian Mulroney, envisagent un référendum national qui se tiendrait le même jour dans toutes les provinces, probablement le 26 octobre, date à laquelle le Québec devait organiser sa propre consultation sur la souveraineté de la province. Ils ont laissé en suspens le délicat problème du libellé de la question, pour laisser passer le congrès du Parti libéral du Québec (PLQ, au pouvoir), samedi 29 et dimanche 30 août. Cette réunion s'annonce houleuse : les auteurs du programme et les jeunes du PLQ ont manifesté leur opposition à cette entente, qu'ils jugent insuffisante pour le Québec, en particulier au chapitre des pouvoirs récupérés.

La stratégie fédérale dépendra donc de la capacité du premier ministre québécois, M. Robert Bourassa, à discipliner ses militants. M. Mulroney et plusieurs premiers ministres anglophones avaient laissé entendre qu'ils souhaitaient porter au Québec une question référendaire radi-

cale (du type : pour l'entente ou pour le départ du Québec de la fédération). « Il doit venir un moment où les Québécois doivent dire oui ou non une fois pour toutes au Canada », a déclaré le premier ministre de Terre-Neuve, M. Clyde Wells.

Mais la modération semblait prévaloir vendredi. M. Bourassa affirmant que « nous sommes tous d'accord que la question doit être assez simple », du genre : « acceptez-vous oui ou non les offres qui sont faites au Québec ? » Opposé à la souveraineté, il a rappelé que le programme du PLQ prévoit qu'en l'absence d'offres valables, « il faut envisager une sorte de confédération » préservant une intégration économique. Scénario qu'il cherchera à éviter ce week-end en convainquant ses militants que l'entente obtenue est « très acceptable pour les Canadiens et pour les Québécois ».

CATHERINE LECONTE

BRESIL : l'épouse du président Collor va être inculpée de détournement de fonds. - M<sup>me</sup> Rosane Collor, épouse du président brésilien Fernando Collor de Mello, sera inculpée de détournement de fonds avant le 11 septembre, a annoncé, vendredi 28 août, le procureur de Maceio, capitale de l'Etat d'Alagoas (nord-est du Brésil). La police a établi que M<sup>me</sup> Collor avait détourné plus de 175 000 dollars appartenant à la Légion brésilienne d'assistance (principale organisation caritative fédérale, qu'elle présidait) et les avait transférés vers une « organisation fantôme ». (AFP)



# POLITIQUE

La campagne pour le référendum du 20 septembre

## M. Delors invite les Verts à se comporter en « responsables » et non en « militants »

SAINT-NAZAIRE

de notre envoyé spécial

« Vive Rocard ! » A l'entrée de l'amphi D, vendredi 28 août, sur le site d'Océania qui abrite l'antenne universitaire de Saint-Nazaire, ce militant ne s'y est pas trompé. Il fallait bien défendre l'atmosphère. En décidant d'accueillir le président de la Commission des Communautés européennes, le collège exécutif des Verts n'attendait pas seulement réussir un joli coup médiatique à la clôture des Journées d'été du mouvement. Il savait aussi qu'il prenait le risque d'un gros chahut, et M. Antoine Waechter, rouge de confusion, à la tribune, invitait déjà ses amis à faire preuve de respect devant « une personnalité de cette envergure ».

En quelques minutes pourtant, le président présidentiable sut se ménager sa soirée, et son propre avenir politique. « Je respecte toutes les opinions, celles de M.M. de Villiers, Séguin, Pasqua, affirma d'emblée

M. Delors. Ah ! je vois que ce coustume ne vous plaît pas. » Les quelques militants des Verts qui, dans l'après-midi, avaient étudié les moyens de saboter la réunion allaient devoir attendre sagement la fin de l'exposé de l'invité et celle du défilé de plus de quarante intervenants. Au premier rang, un autre ancien syndicaliste, M. Didier Anger, porte-parole des Verts, était aux anges, et M. Waechter, enfin soulagé, applaudissait discrètement.

Pendant deux heures et demie, devant quelque cinq cents militants, tout aussi pro-européens qu'anti-Maastricht, M. Delors utilisa ainsi toutes les armes de la séduction, de la provocation, du paternalisme et du copinage pour tenter de convaincre « un mouvement en train de se faire ». Séduction : « Vous détenez une parcelle de l'avenir de la France. Réfléchissez bien, je vous fais confiance. Pour moi, ce qui compte, c'est l'usage démocratique. » Provocation : « Vous n'êtes plus là pour lancer des boulettes

sur la tête des autres, il faut vous préparer à changer les choses, chers camarades. » Changer, par exemple, ce système selon lequel « les Français n'ont plus de roi, mais ils ont une monarchie ».

Un mot fait sursauter la salle : « compétition ». Le président le reprend au rebond, pour mettre les rieurs de son côté. « Oui, la compétition existe aussi entre vous. Je lis les articles de journaux. » Le report sine die de l'écobase sur les rejets de gaz toxiques dans l'atmosphère provoque, dans ce public, comme une sorte de haut-le-cœur, et voilà l'ancien ministre de l'économie et des finances qui se prépare, à bon compte, une ovation : « Si vous avez un lapin dans votre chapeau, dites-le moi et je me retire pour vous. Si vous êtes plus efficaces que moi, je prends ma retraite, je vote pour vous et, à soixante-sept berges, je tourne la rampe pour vous. »

### Supplique

Visiblement, Jacques Delors s'amuse à jouer « les peys de l'Europe » devant un mouvement jeune qu'il assimile volontiers pour parfaire sa démonstration, à un mouvement composé de jeunes. « Dans la vie, dit-il, il ne suffit pas d'être bien entre soi, il faut se demander en quoi on a été utile. Vous n'êtes plus des militants écologistes, vous êtes des responsables politiques. Vous ne devez pas faire comme moi, à vingt ans, quand je tournais en rond dans ma chambre, en me disant que j'avais raison et que le monde avait tort. Car j'étais tordu. »

« Maastricht n'est pas suffisant », a encore concédé M. Delors devant les Verts, et, comme eux, il n'aime pas le « système de croissance productiviste ». Mais il connaît les « avancées indicibles » de la construction européenne. Sans illusion sur la décision finale que le mouvement écologiste devait être amené à prendre, après son passage à Saint-Nazaire, le président de la Commission a conclu son ultime tentative de persuasion par cette supplique : « Je vous en prie, élisez la bataille au niveau où vous pouvez le gagner. »

JEAN-LOUIS SAUX

## Le discours des adversaires de Maastricht « n'a pas sa place dans une démocratie évoluée »

affirme le président de la Commission européenne

QUIMPER

de notre envoyé spécial

Convaincu d'avoir rendez-vous avec l'histoire lors de la prochaine élection présidentielle, les rocardiens ne croient pas pour autant que la route qui s'ouvre devant eux soit sans obstacle. Les deux invités qu'ils ont reçus vendredi 28 août à Quimper, où ils sont réunis pour leurs Journées d'été, représentent deux obstacles possibles : M. Jacques Delors, parce qu'il est un éventuel autre candidat à la succession de M. François Mitterrand ; M. Laurent Fabius, premier secrétaire du PS, parce qu'il n'est pas considéré par les amis de l'ancien premier ministre comme un allié à toute épreuve.

Engagés depuis la veille dans une démarche de réaffirmation de leur identité — résumée par la formule « la politique autrement », — les rocardiens ont été mis à l'aise par M. Delors. Pour le président de la Commission européenne, il existe bien, en effet, une communauté d'idées entre M. Michel Rocard et lui-même, membres de cette « deuxième gauche » qui, depuis la fin des années 50, a entrepris de changer la politique. L'un des compagnons de M. Rocard, M. Claude Evin, ancien ministre de la santé, avait expliqué la veille que l'opposition entre les « deux cultures » de la gauche était primée, mais la remise en service de cette dénomination par M. Delors s'est révélée précieuse. Elle signifie, en effet, que les deux champions de cette vision de la politique ne devraient pas s'affronter, non seulement devant les électeurs, mais même devant les socialistes, qui, lorsque le moment de désigner leur candidat sera venu, n'auront pas à choisir : le moins bien placé des deux s'effacera devant l'autre.

D'ici là, la « concurrence », comme l'a dit M. Rocard, va jouer entre les deux hommes que lie « une complicité assez considérable ». Encore sous le coup de son entrée en lice marquée au congrès socialiste de Bordeaux, en juillet dernier, le président de la Communauté européenne a tenu à montrer à ses hôtes qu'il ne manque pas de ressort. La campagne pour le référendum du 20 septembre lui offre un terrain tout trouvé pour affirmer à la fois sa dimension européenne et le rôle qu'il peut jouer sur la scène politique française.

Aussi s'en est-il tenu pour l'essentiel, à ce sujet, en prenant d'abord la défense de M. Elisabeth Guigou, ministre déléguée aux affaires européennes, à laquelle M. Lionel Jospin avait reproché la veille, devant le même auditoire, le ton de certaines de ses interventions. « Que ceux qui la critiquent se placent au niveau de ses arguments », a lancé M. Delors, sans mettre en cause explicitement M. Jospin, derrière lequel il s'était rangé, il y a deux ans, au congrès de Rennes. M. Guigou, qui était présente, n'a pas pris la parole et s'est retirée, en marge de la réunion, à toute « polémique » avec l'ancien ministre de l'éducation nationale. Pour le président de la Commission européenne, la réplique à M. Jospin était aussi une façon de s'inscrire en faux contre le respect que l'ancien ministre avait réclamé pour les arguments de ceux qui critiquent le traité de Maastricht.

### « Mauvais bergers »

Ce traité est « imparfait », a concédé M. Delors, mais ceux qui prétendent le « non » font courir à la France le risque du « déclin ». Ce sont de « mauvais bergers », qui « font peur aux Français ». « Quelle étrange coalition ! » a-t-il ironisé en citant M.M. Georges Marchais, Jean-Marie Le Pen, Philippe Séguin, Philippe de Villiers, « et même, a-t-il ajouté, notre ami Chevènement ». A l'adresse de

tous ceux-là, il a affirmé : « On vous change de discours, ou vous abandonnez la politique ! Il n'y a pas place pour un tel comportement dans une démocratie évoluée. » Visant M. Jean-Pierre Chevènement, partisan d'une « autre politique » économique, il a ironisé sur « ceux qui croient que les portes et les fenêtres fermées, en faisant de la gymnastique par correspondance, on gagnera les Jeux olympiques dans huit ans ».

Avant d'arriver à Quimper, vendredi en fin de journée, M. Fabius avait lu les journaux rendant compte de la critique du mitterrandisme qui s'y était pratiquée la veille. Aussi le premier secrétaire du PS a-t-il gardé ses distances vis-à-vis de ces hôtes assez inhabituels pour lui. Il les a mis en garde contre « deux risques », celui de « l'autosatisfaction » et celui de « l'autoflagellation, avec une variante — que vous n'avez pas pratiquée, a-t-il ajouté — qui est l'auto-flagellation ». Evoquant les onze années de présence de la gauche au pouvoir, il a observé : « Nous avons aussi réussi pas mal de choses, sans doute. (...) Il faut avoir tout cela en tête lorsqu'on essaie de voir jusqu'à quel point il faut gouverner autrement (...) si nous voulons, dans le futur, gouverner mieux ou encore mieux ».

M. Fabius a traité le sujet politiquement à la manière d'une question de cours et en restant bien loin de ce que ses auditeurs avaient en tête. Premièrement, « l'internationalisation » ; deuxièmement, « la démocratisation » ; troisièmement, « la responsabilisation ». Toujours bien élevé, il a ajouté, quand même : « C'est parce que Michel Rocard a bien compris les progrès qu'il nous reste à accomplir que je suis heureux d'être avec vous ce soir », avant d'inviter ses hôtes à investir leur énergie novatrice dans la campagne... pour le référendum.

PATRICK JARREAU

Selon un sondage CSA : le Parisien

## Le « non » a encore progressé

Une enquête CSA, publiée par le Parisien du samedi 29 août et effectuée du 24 au 26 août auprès de huit cent quatre personnes, confirme la progression du « non » : elle dénombre en effet 53 % d'intentions de vote en faveur du « non » contre 47 % pour le « oui ». La même étude réalisée pour le même journal plaçait le « oui » à 69 % le 3 juin et à 54 % au début du mois de juillet. Cette nouvelle enquête confirme aussi que la part des abstentions, votes blancs ou nuls reste élevée (40 %) et que les motivations de vote ne sont pas les mêmes chez les partisans du « oui » et ceux du « non ». Le souci de l'avenir de l'économie française est, de loin, la première raison qui pousse à voter « oui » (89 %). Sanctionner le

gouvernement est la première motivation du « non » (74 %). Le « oui » reste largement majoritaire chez les jeunes (dix-huit - vingt-quatre ans) : 60 %. Il est à stricte égalité avec le « non » dans la catégorie trente-cinq - quarante-neuf ans.

Dans toutes les autres tranches d'âge, le « non » l'emporte. Du point de vue des préférences partissanes, le « oui » demeure très majoritaire chez les électeurs du PS et du MRG (75 %), de l'UDF (65 %) et de Génération Ecologie (63 %). L'électorat des Verts est coupé en deux : 50-50. Les électeurs du RPR restent mobilisés pour le « non » (75 %), devancés cependant par l'électorat communiste (87 % pour le « non ») et par celui du Front national (93 %).

(Publicité)



Monsieur Jean-Yves HAREBER, Président du CREDIT LYONNAIS : « Il n'y a pas lieu pour les entreprises d'avoir un complexe d'infériorité devant les perspectives de l'Europe ».



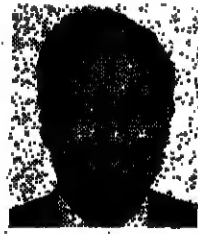
Monsieur Jean-Louis BEFFA, Président de SAINT-GOBAIN : « A Saint-Gobain, l'Europe nous est indispensable pour notre développement international ».



Monsieur Francis MER, Président de USINOR SACLOR : « Poursuivre la construction de l'Europe, c'est donner à ses entreprises un espace sûr et stable et mieux organisé pour leur permettre de mieux travailler face à leurs grandes concurrentes mondiales ».



Monsieur Pierre-Yves MOREAU, Associé-Gérant de ENTREPRISES ET PARTENAIRES : « Investir dans les PME françaises c'est investir dans les grandes entreprises européennes de demain ».



Monsieur Loïc LE FLOCH-PRIGENT, Président de ELF AQUITAINE : « Chez ELF, nous vivons dès aujourd'hui au quotidien les avantages de l'Europe. L'étape de Maastricht est nécessaire. Ses retombées seront réelles sur l'emploi et le niveau de vie de tous ».



Monsieur Bertrand COLLONGE, Président de LAFARGE COPPEE : « Le choix est simple : construire l'Europe pour être un acteur de poids sur la scène mondiale ou redevenir de simples spectateurs ».

## L'EUROPE, ON N'A PAS FAIT TOUT ÇA POUR RIEN.

CEUX QUI CREENT NOTRE AVENIR LE SAVENT.

FONDATION  
ROBERT  
SCHUMAN

31, rue de Tourton, 75006 Paris  
Tél : (1) 46 34 13 27



# OUI L'UNION EUROPÉENNE, OUI A L'EUROPE.

— Parce que l'Europe est autant l'affaire des citoyens que celle des gouvernements et des responsables politiques, nous, personnalités indépendantes, nous engageons résolument en faveur de l'Union européenne,

— Pour poursuivre au-delà de la guerre froide l'œuvre de construction européenne engagée depuis plus de quarante ans, œuvre fructueuse à laquelle la France a toujours contribué,

— Pour une coopération plus étroite en matière de politique extérieure, de défense et de sécurité intérieure, dans un continent en quête de stabilité,

— Pour que l'Europe se donne les moyens de devenir une véritable puissance monétaire, industrielle et commerciale dans la compétition internationale,

— Pour traiter à l'échelle appropriée les problèmes majeurs dont l'ampleur dépasse les cadres nationaux : croissance, emploi, environnement, sécurité, aménagement du territoire,

— Pour répondre au devoir de solidarité,

— Pour l'affirmation d'un modèle social européen,

— Pour que la France, comme chaque État membre, exerce l'influence qu'elle ne peut plus espérer en agissant seule et en recevoir les bienfaits.

Laurence AGULHON, professeur au Collège de France - Jacques ALMIRA, écrivain - Edmond ALPHANDERY, président de la CNP - Richard AUSTERLITZ, proviseur du Lycée Colbert de Tonnac - Jean BAUBEROT, directeur d'études à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes - Jean-Michel BRANCHE, avocat au barreau de Paris - Roland BRUYERE, administrateur - Stéphane BUGAT, éditeur - Ange CASTA, réalisateur - Edmond CHARLES-ROUX, écrivain - Patrice CHERY, étudiant - Jérôme CLEMENT, président de La Sept - Laurent COHEN-TANUGI, avocat international - Christiane COLLANGE, écrivain - Daniel COUTANCEAU, chef d'entreprise - Michel CROCIER, sociologue - Jacques FAYETTE, professeur à l'Université Lyon III - Michel GILLET, médecin - Antoine GUICHARD, président de Casino France - Jean-Henri HABERER, PDG du Crédit Lyonnais - Emmanuel HEPP, gérant de sociétés - M. & Mme Stéphane HESSEL, ambassadeur de France - Dominique JAMET, président de la Bibliothèque de France - Patrick JAQUET, directeur de la MJC Jean Vilar - Bruno LANG, consultant - Jean-Louis LEHN, professeur au Collège de France - Jean-Pierre LESCOP, fondé de pouvoirs au Crédit Lyonnais - Edmond MAIRE, président de VVF - Claude MARTI, président d'honneur de la FNP - Albert MEMMI, professeur à l'Université Paris X Nanterre - Francis MER, DG d'Usinor Sacilor - Luc MONTAGNIER, directeur de recherche CNRS - Roland MORENO, inventeur - Jean-Claude PETIT, PDG de Malesherbes publications - Jean-Louis PETRIAT, PDG de la GMF - Jean PEYRELEVADE, PDG de l'UAP - Frédéric POTTECHER, journaliste - Antoine RIBOUD, PDG de BSN - Étienne ROTH, professeur honoraire au Conservatoire National des Arts et Métiers - Léon SCHWARTZENBERG, professeur - Yves SIMON, écrivain-compositeur - Daniel SOULEZ LARIVIERE, avocat à la Cour - René THOMAS, DG de la BNP - Alain TOURAINE, sociologue.

**OUI**

COMITÉ CIVIL POUR LE « OUI A L'EUROPE » - 9 avenue Hoche - 75008 PARIS

esse et la  
suggèrent  
corps. « Je  
n'aisie, ni  
e quelque  
saye avant

son encore  
tion plus  
r ont rai-  
s'exercent  
dimension  
L'exposi-  
la Terre »  
i état des  
rait assu-  
indécent -  
savantes  
res moins  
de départ

ice à cette  
ces et de  
me paraît  
e époque,  
ibles. Soit  
Orner les  
même si de  
scapable et  
elle néga-  
angereuse.  
implir un  
s les réfé-  
es et l'art  
an. Manet  
olution de  
'ici le seul

une atti-  
té - témoi-  
la culture  
dissémina-  
nisme écla-  
ène). pour  
ine. C'est  
résolu à  
être com-  
ndant d'un  
une sorte  
invariable.

stification  
core suffi-  
eux est  
du thème.  
itions est  
ème, avec  
tout cohé-  
nt ensuite  
d'elles est  
du tout.  
oigne de la  
ré. Je veux  
à l'œuvre,

E DAGEN

DB.

seille

si office de  
int les pre-  
nie.  
errogations  
inent, dits  
s deuxième  
ils s'impo-  
nement de  
fusion des  
ues sur le  
s des nom-  
exploration  
les Anglais.  
ar des pho-  
le fin du  
du XX<sup>e</sup>, et  
l'actualité :  
ner à la

A. S.  
ombre, au  
leau.  
exposition  
s départe-  
de Seine-  
pages.

r par l'in-  
in-Baptiste  
es travail-  
poètes de  
mille huit  
in du dix-  
ompts plus  
ents habi-

à la suite  
ous avons  
au studio  
de Moor,  
par les stu-  
dents fla-  
rsteens (Le



## POLITIQUE

## La campagne pour le référendum du 20 septembre

## M. Le Pen demande aux Français de «signifier son congé» à M. Mitterrand

LA BAULE

de notre envoyé spécial

L'université d'été du Front national s'est achevée vendredi soir 28 août à La Baule sur un long discours de M. Jean-Marie Le Pen. Devant sept cents personnes, le président de ce parti a consacré son intervention à «la bataille décisive de Maastricht» en se félicitant de la publication des derniers sondages qui donnent la majorité au «non» pour le référendum du 20 septembre. M. Le Pen s'est livré à un plaidoyer en faveur de la patrie, laissant transparaître son hostilité à toute forme de construction européenne. «On a accepté l'idée qu'il fallait faire l'Europe, a-t-il dit. Moi je suis beaucoup plus circonspect en ce qui touche le fond de l'affaire elle-même. Il est faux de dire que la construction de l'Europe à travers le traité de Maastricht est la garantie de la paix et la certitude de la prospérité.»

Prenant comme exemple l'effondrement ou l'éclatement des différents pays de l'ancien bloc communiste, M. Le Pen a souligné que la réussite du Japon, de la Corée ou de Taïwan ne doit rien à un «Maastricht asiatique». Opposé au libéralisme et à ce qu'il appelle le

«libre-échange», le chef de file de l'extrême droite a dénoncé «tous les nantis, tous les fauconniers, tous les présidents-directeurs généraux des multinationales, tous les présidents-directeurs généraux des sociétés nationalisées (qui), à quelques exceptions près, vont défilier sur nos écrans et au micro pour nous vendre Maastricht. Ils y seront accompagnés par les nombreux penseurs du show-biz, sans parler des footballeurs professionnels et de quelques vedettes du même acabit».

## Régime sans appel

M. Le Pen a dressé un réquisitoire sans appel des activités du parti au pouvoir, en soulignant que les Français risquent «de perdre jusqu'à l'espoir que ça change après le traité de Maastricht». «Nous n'avons pas le droit de disposer de la souveraineté nationale au détriment des générations futures», a conclu M. Le Pen en invitant ses militants à faire franchir au «non» lors du référendum du 20 septembre, «la barre des 55 % pour signifier son congé à François Mitterrand et à sa clique d'euro-péistes».

OLIVIER BIFFAUD

## POINT DE VUE

## Réponses aux fantasmes

par Paul Quilès

DANS la chronique de la campagne de Maastricht, l'accumulation des critiques pourrait faire croire à un observateur peu attentif que ce traité est décidément bien mal ficelé et finalement dangereux.

Je pense qu'il n'en est rien et je voudrais le montrer, en commençant par faire le tri dans ces amas de critiques.

Il y a d'abord celles qui ne reposent sur aucun fondement et qui se réduisent à des affirmations fausses : Maastricht renforcerait la bureaucratie, Maastricht ce serait le fin de l'agriculture, ce serait à terme le vote des immigrés, ou encore le renoncement total de l'Etat à se gouverner et à s'administrer...

Il y a aussi les formules choc : Maastricht, c'est l'Europe des milliardaires, des banquiers, des policiers, des marchands de drogue et de canon. C'est un danger pour la bonne entente des peuples. La bataille pour le «non» serait «décisive dans la guerre permanente que mènent les puissances obscures et les lobbies contre les nations». Rien de moins...

On voit, le bétail de la démagogie va s'élancer.

Parviennent les imprécisions, certaines visent à entretenir des fantasmes dangereux et nécessitent de fermes mises au point. Tel est le cas de la prétendue aggravation de l'insécurité en Europe à laquelle conduirait Maastricht. Il est quand même extraordinaire qu'un progrès soit présenté comme une régression ! Serions-nous assez fous ou inconscients pour engager la France dans une démarche qui accroît le crime, la délinquance, le trafic de drogue, l'immigration clandestine ?

La réalité est que le traité de Maastricht institutionnalise la coopération entre les Douze dans les domaines essentiels de la sécurité. Il permet de porter les moyens au niveau des caractéristiques nouvelles de la «menace».

Le contrôle des étrangers à l'entrée du territoire communautaire sera renforcé, en évitant que d'éventuelles dispositions dispersées entre les Etats puissent être exploitées. A cet effet, des outils importants seront créés, comme le système d'information Schengen, opérationnel dès le 1<sup>er</sup> janvier 1993. Il comportera trois fichiers uniques : personnes indésirables, personnes recherchées, objets volés - qui seront consultables en temps réel depuis n'importe quel poste-frontière.

Le nombre de personnes à contrôler systématiquement aux frontières diminue (d'environ 60 %), les moyens de contrôle seront donc renforcés, ce qui est le gage d'une plus grande efficacité. Cette évolution s'accompagnera d'une harmonisation communautaire

de la politique des visas. La France ne perdra pas pour autant, je le réaffirme solennellement, sa marge d'appréciation en cas de risque de trouble à l'ordre public ou de menace pour la sécurité intérieure (1). Cela signifie que notre pays pourra refuser l'entrée de son territoire à un étranger, même muni de visa, s'il lui paraît indésirable.

Chacun sait que la grande criminalité ne s'embarrasse guère des frontières : terrorisme, trafic de drogue ou d'objets d'art et de voitures, délinquance financière, sont des phénomènes internationaux. La réponse adaptée se situe évidemment au niveau européen.

Le système de Schengen permet déjà la mise en place de fichiers communs. Le traité de Maastricht permettra d'aller au-delà, avec la création de l'office européen de coopération policière, Europol. Dès le 1<sup>er</sup> septembre, une équipe de projet commencera à travailler à Strasbourg pour qu'Europol fonctionne au début de 1993. Europol coordonnera les informations et les renseignements concernant le trafic des stupéfiants et le blanchiment des capitaux. Il apportera une assistance aux policiers des Douze en matière de renseignement et de coordination des enquêtes sur la drogue. Ce système favorisera l'action des officiers de liaison, embryon d'une police européenne.

Les ministres de l'intérieur et de la justice des Douze ont décidé de se réunir courant septembre pour mettre au point des méthodes plus efficaces de lutte contre les phénomènes mafieux en Europe. Ce sera l'occasion d'examiner comment une meilleure coordination des efforts, voire un travail en commun, permettra de détecter plus rapidement les activités et de les combattre.

Indiscutablement, toutes ces mesures créeront un climat nouveau

et développeront une pratique nouvelle de coopération systématique entre les polices européennes. La lutte contre la criminalité et la délinquance s'en trouvera renforcée. Maastricht représente donc «plus» appréciable en matière de sécurité pour la France et les Français.

## Une coalition pas si hétéroclite...

Dans leur dénonciation du traité de Maastricht, les opposants s'attaquent souvent en fait à la construction européenne... même s'ils n'osent pas le dire.

Ils savent bien que Maastricht n'est qu'une étape de cette construction, et qu'une non-ratification du traité par la France bloquerait le processus engagé depuis un demi-siècle. Une telle attitude ne doit pas surprendre, venant d'intégristes de diverses origines et de nostalgiques des régimes autoritaires : ils n'ignorent pas qu'ils sont largement minoritaires en Europe et n'ont aucune raison de souhaiter son développement. Leur coalition n'est finalement pas aussi hétéroclite qu'on le dit, car ils ont un dénominateur commun : le refus de prendre la mesure des défis de l'avenir et d'y apporter des réponses sérieuses. Certains d'entre eux - et je crois qu'ils sont sincères - disent souhaiter une autre Europe ; mais c'est en fait d'une autre France qu'ils rêvent, et d'une autre époque, où les rapports de force dans le monde n'étaient pas ce qu'ils sont aujourd'hui. Ils me font penser à ces adultes nostalgiques d'une enfance lointaine, et donc heureuse, dont le ne se résignent pas à accepter qu'ils ne la reverront plus.

Parfois, la mystification est poussée à l'extrême et l'on veut nous faire croire qu'il y a pour l'Europe doit

conduire à voter contre le traité ! Soyons sérieux et constatons que la construction européenne ne va pas commencer avec Maastricht, qui enrichit et prolonge une démarche que tous les gouvernements français successifs ont acceptée et souvent impulsée.

Depuis plus de quarante ans (2), les responsables politiques européens de tous horizons ont entrepris, avec patience et constance, une œuvre unique dans l'histoire du monde : celle qui consiste à abolir les frontières entre plusieurs pays, à instaurer une citoyenneté commune, à affirmer une identité sur la scène internationale, et cela sans porter atteinte à la spécificité des différents peuples et de leurs modes d'organisation. Jamais des Etats souverains n'ont ainsi rassemblé leurs efforts, hors de la contrainte de la guerre, pour réaliser une telle construction politique ayant comme but la paix, la prospérité et la solidarité.

L'Union européenne telle-elle, les moyens nécessaires pour atteindre ces loables objectifs ? En bref, c'est justement l'objet du traité de Maastricht que de les préciser. Encore faut-il le lire. Même s'il s'agit d'un texte juridique parfois un peu complexe (3), il est aisé de comprendre quels sont les nouveaux défis que va se donner l'Europe pour passer à la nouvelle étape : création d'une citoyenneté européenne, développement d'une union économique et monétaire avec la mise en place d'une monnaie unique et stable, accroissement du contrôle exercé par le Parlement européen, possibilité d'actions communes en matière de politique étrangère et de défense, coopération dans le domaine de la justice et de la police.

Et bien entendu, contrairement à certaines fables, tout cela se fera en assurant à chaque pays la protection de ce qui fait son originalité et ses traditions. Aucune initiative ne sera prise dans le cadre communautaire si une action nationale paraît d'égale ou plus efficacement à ce niveau : tel est le sens du principe de «subsidiarité», inscrit explicitement dans le traité.

## Donner un souffle à l'Europe

On entend dire aussi que l'Europe manquerait de souffle, qu'elle ne ferait pas rêver. Je me méfie de ce thème, du rêve en politique, qui cache bien des manipulations et cause tant de déceptions. Parions plutôt d'enthousiasme. C'est vrai qu'il y a à un besoin auquel il faut répondre.

Cela sera d'autant plus aisé que les Européens auront le sentiment fort d'appartenir à une collectivité de vie, c'est-à-dire de partager des valeurs, une culture, des intérêts économiques communs. La participation aux mêmes combats permettra de cimenter cette nouvelle citoyenneté. Cela n'est en rien contradictoire avec une gestion des affaires au plus près des spécificités de chaque peuple. C'est d'ailleurs ce qui se fait déjà au sein de nombreux pays fédéraux en Allemagne, décentralisation en France.

Les Européens doivent aussi se sentir partie prenante aux instances politiques de l'Union. Cela sera possible grâce à l'évolution du rôle du Parlement européen de Strasbourg, qui disposera désormais d'un pouvoir de codécision et d'un mandat plus vaste de contrôle du fonctionnement de la Commission de Bruxelles. Les instances européennes doivent enfin prendre des décisions marquées et facilement compréhensibles par l'opinion publique dans de grands domaines tels que la politique industrielle, la protection de l'environnement, les relations internationales.

Toutes ces avancées, le traité de Maastricht va les permettre. Il donnera à l'Europe ce souffle, ce supplément d'âme que les jeunes attendent et espèrent, car ils sentent bien que c'est la seule manière d'éviter de façon durable le retour de la guerre. Ces massacres à nos portes, le déferlement de haines ressorties de l'histoire, tout dans l'actualité nous montre que de vieux conflits peuvent ressurgir... même en Europe.

(1) Article 100 C5 du traité.  
(2) La création de la CEEA Communauté européenne de charbon et de l'acier date d'avril 1951.  
(3) On peut consulter la très simple brochure *Lire le traité de Maastricht*, disponible dans toutes les mairies.  
► Paul Quilès est ministre de l'intérieur et de la sécurité publique.

## Signal d'alarme

Directeur de la rédaction de l'hebdomadaire *Minute-la France*, M. Serge de Beketch a reproché, mardi, à La Baule, aux militants mais aussi aux «dirigeants et principaux cadres du Front national» de ne pas s'abonner à la presse d'extrême droite qui, selon lui, est en train de mourir de ce «démantèlement».

S'exprimant dans le cadre de l'université d'été du parti lepéniste, M. de Beketch a jugé «scandaleux» ce comportement à l'égard du journal *Présent*, quotidien officiel du Front national. M. Bernard Antony, membre du bureau politique, a affirmé «soutenir totalement» à ces propos.

Auparavant, M. Antony s'en était pris avec violence aux journalistes. «La présence de certains titulaires de cartes de presse dans certains lieux que nous occupons parce que nous payons avec nos cotisations d'adhérents et qui sont invités aux frais de la princesse pour nous cracher sur visage est un scandale», avait-il dit. Les journalistes présents à cette «université» ont précisé qu'ils étaient venus à La Baule par leurs propres moyens et se logeaient à leurs frais.

## Un révisionniste studieux

A La Trinité-sur-Mer (Morbihan), il fut, le 22 août au soir, un auditeur attentif du discours de rentrée de M. Jean-Marie Le Pen. A La Baule (Loire-Atlantique), il a été un «étudiant» modèle. Directeur de la *Revue d'histoire révisionniste* et auteur d'une thèse sur l'existence des chambres à gaz homicides pendant la deuxième guerre mondiale, M. Henri Roques a participé à l'université d'été du Front national. Accompagnant son épouse - conseillère municipale du parti d'extrême droite dans une commune des Hauts-de-Seine - M. Henri Roques confiait, dans le dernier numéro de l'hebdomadaire *Politix*, pour s'en réjouir, que «le révisionnisme progresse au sein du Front national».

On indique, dans l'entourage de la direction, que M. Roques n'est pas membre du FN. Pendant tout l'été, la presse lepéniste a diffusé, dans ses colonnes, de la propagande précisant que l'université d'été de La Baule était «réservée» aux cadres et aux adhérents du parti.

(Publicité)

Nicola SIKKIS, groupe Indochine :

Surya BONALY, championne d'Europe de patinage artistique :

L'Europe : c'est une pique qui fait :

oui ! oui ! oui ! oui ! oui !

Franck DAVID, médaille d'or en planche à voile à Barcelone :

C'est une vague qu'il faut surfer...

Premiers à nous rejoindre :

X. BEAUVOIS, cinéaste, S. BONALY, championne d'Europe de patinage artistique, K. CHOUAREF, n°1 mondial BF, F. DAVID, médaille d'or à Barcelone, HMF, rap, L. JARRY, écrivain, D. KAPLAN, créateur d'entreprise, B. MAGIMEL, "Momo" dans "La vie est un long fleuve tranquille", J.-F. MARCHANDISE, éditeur, J.-P. MASDOUA, champion de France 92 de BF, P. ORSATELLI, porte-parole de Jeunes pour l'Europe, C. RALITE, ingénieur, N. SIKKIS, Indochine, SYDNEY, animateur, TONTON DAVID, musicien, R. ZAMBAUX, lycéen, LES ZULUBERLUS, reggae naïf, AD 89, Comité des Jeunes de la Rue, Espace, Espace Démocratique Européen, Espérance et Jeunesse, Internet Assistance, L'Envol ?, Sport Insertion Jeunes, L'E.J.F., Tempolimo...

20 septembre. Les jeunes ont leur mot à dire :

OUI

Notre génération a eu cette chance : l'Europe. Et pour nous, c'est naturel. D'accord, ça ne résout pas tout, mais c'est mieux à vivre. Nous pouvons y inscrire nos rêves, nos projets, nos amitiés, nos amours. Et nous voulons que ça continue. Il ne faut pas que d'autres décident à notre place et cassent notre avenir.

Merci de nous retourner avec votre signature quelques mots manuscrits sur ce que l'Europe évoque ou représente pour vous.

LES JEUNES POUR L'EUROPE  
14 rue Abel 75012 PARIS - Tél: (1) 40 19 02 02 Fax: (1) 43 44 80 00

## LE CLUB DE LA PRESSE

C'est tous les lundis à 19 heures

Lundi 31 août : Jacques DELORS

EUROPE 1



## COMITE NATIONAL POUR LE OUI

Présidente : Hélène CARRERE d'ENCAUSSE de l'Académie Française

Avec l'Abbé PIERRE, Florence ARTHAUD, André BERGERON, Patrick BRUEL, CESAR, Alain DECAUX, de l'Académie Française, Pierre-Gilles de GENNES, prix Nobel, Alain DELON, Catherine DENEUE, Gérard DEPARDIEU, Marguerite DURAS, Johnny HALLIDAY, Edmond MAIRE, Antoine RIBOUD, Yves SAINT-LAURENT, Haroun TAZIEFF, Gilbert TRIGANO,

## 300 PERSONNALITES S'ENGAGENT POUR LE OUI LE 20 SEPTEMBRE

ÉCRIVAINS, PHILOSOPHES, ÉDITEURS.

Jacques ATTALI, Nicole AVRIL, Elisabeth BADINTER, François-Régis BASTIDE, Lucien BODARD, Alain BOSQUET, Daniel BOULANGER, Jacques de BOURBON-BUSSET, de l'Académie Française, Jean-Denis BREDIN, de l'Académie Française, Roland BRIVAL, Marie CARDINAL, Edmonde CHARLES-ROUX, Noëlle CHATELET, Andrée CHEDID, Hélène CIXOUS, Georges-Emmanuel CLANCIER, Pierre DAIX, Didier DECOIN, Régine DEFORGES, Jacques DERRIDA, Dominique DESANTI, Jean-Philippe DOMEQ, Umberto ECO, Jean-Pierre FAYE, Bernard FIXOT, André FONTAINE, Antoinette FOUQUE, Anne-Marie GARAT, Louis GARDEL, Pierre GUYOTAT, Marek HALTER, Nicolas HULOT, Odile JACOB, Julia KRISTEVA, Jacques LACARRIÈRE, Jean LACOUTURE, Catherine LAMOUR, Jacques LANZMAN, Marc LE BAILLY, Bernard-Henri LEVY, Jean-François LYOTARD, Françoise MALET-JORIS, Albert MEMMI, Pierre MOINOT, de l'Académie Française, Edgar MORIN, Yves NAVARRE, Monique NEMER, François NOURRISSIER, Hubert NYSSSEN, Erik ORSENA, Hélène PARMELEIN, Jérôme PEIGNOT, Daniel PENNAC, Jean-Luc PIDOUX-PAYOT, Bertrand POIROT-DELPECH, de l'Académie Française, Yann QUEFFELEC, Jacqueline RISSET, Alain ROBBE-GRILLET, Marthe ROBERT, Denis ROCHE, Enzo SICILIANI, Philippe SOLLERS, Michel TOURNIER, Françoise XENAKIS.

COMÉDIENS

Victoria ABRIL, Sophie AGACINSKY, Stéphane AUDRAN, Daniel AUTEUIL, Nathalie BAYE, Emmanuelle BEART, Guy BEDOS, Richard BERRY, Laura BETTI, Claude BRASSEUR, Jean-Claude BRIALY, Jean CARMET, Claudine COTTER, Fanny COTTENCON, Alain CUNY, Mireille DARC, Danièle DELORME, Raymond DEVOS, Danielle EVENOU, Nicole GARCIA, Denise GENGE, Greg GERMAIN, Annie GIRARDOT, Isabelle HUPPERT, Francis HUSTER, Roger HANIN, Tcheky KARYO, Bernadette LAFFONT, Pascal LEGITIMUS, Gina LOLLOBRIGIDA, Christophe MALAVOY, Robert MANUEL, Marcel MARCEAU, Sophie MARCEAU, Marcello MASTROIANNI, Marthe MERCADIER, Ludmilla MICHAEL, Pierre MONDY, Jeanne MOREAU, Philippe NOIRET, Maria PACOME, Michel PICCOLI, Vincent PEREZ, Hugues QUESTER, Charlotte RAMPLING, Muriel ROBIN, RUFUS, Jean-Marc THIBAUT, Monica VITTI.

METTEURS EN SCÈNE, CHORÉGRAPHES.

René ALLIO, Pedro ALMODOVAR, Alexandre ARCADY, Alfredo ARIAS, Jean-Jacques BEINEIX, Maurice BEJART, Claude BERRI, Bernardo BERTOLUCCI, Bertrand BLIER, Lilliana CAVANI, Roger COGGIO, COSTA GAVRAS, Jérôme DESCHAMPS, Marco FERRERI, Laurent HEYNEMANN, Robert HOSSEIN, Zizi JEANMAIRE, Alain JESSUA, Jean LABIB, Claude LANZMAN, Claude LELOUCH, Marcel MARECHAL, Ariane MNOUCHKINE, Serge MOATI, Rudolf NOUREEV, Gérard OURY, Euzan PALCY, Luis PASQUAL, Roland PETIT, Pier-Luigi PIZZI, Roman POLANSKI, Claude REGY, François REICHENBACH, Yves ROBERT, Francesco ROSI, Claude SAUTET, Ettore SCOLA, Marc SIMENON, Bertrand TAVERNIER, Danièle THOMPSON, Agnès VARDA, Andrej WAJDA, Jacques WEBER, Wim WENDERS, André ZULAWSKI.

CHANTEURS, INTERPRÈTES, MUSICIENS, COMPOSITEURS.

AMINA, Marcel AMONT, Gilbert AMY, Maurice ANDRE, Jean-Louis AUBERT, Charles AZNAVOUR, BARBARA, Gilbert BECAUD, Marie-Paule BELLE, Pierre BOULEZ, CARLOS, Jean-Claude CASADESUS, Alain CHAMFORT, Marc-André DALBAVIE, Hélène DELAVAUULT, Jacob DESVAREUX (KASSAV), Manu DIBANGO, Plácido DOMINGO, Frédéric DURIÉUX, Henri DUTILLEUX, Jacques DUTRONC, Stéphan EICHER, ELMER FOOD BEAT, ENZO ENZO, Jean-Louis FOULQUIER, directeur des Francofolies, Henry FOURES, Peter GABRIEL, Françoise HARDY, Jacques HAUROGNE, Barbara HENDRICKS, Pierre HENRY, Jacques HIGELIN, Jean-Michel JARRE, Catherine LARA, Maxime LE FORESTIER, Michel LEGRAND, Luis LLACH, Enrico MACIAS, MECANO, Paul MEFFANO, Eddy MITCHELL, Guesch PATTI, Ruggero RAIMONDI, Line RENAUD, Mstislav ROSTROPOVITCH, Michel SARDOU, Nicola KIRKIS (Indochine), Dominic SONIC, Charles TRENET, Iannis XENAKIS.

PLASTICIENS, STYLISTES, CRÉATEURS.

Valerio ADAMI, ARMAND, François ARNAL, Luciano BERIO, Jean-Pierre BERTRAND, Paul BOCUSE, Christian BOLTANSKI, Jean-Pierre BUFFI, Sylvio CADELO, Louis CANE, Nikki de SAINT-PHALLE, Philippe DRUILLET, Sylvain DUBUISSON, ETIENNE-MARTIN, FRED, Gérard FROMANGER, Jean-Paul GOUDE,

Michel GUERARD, Daniel HECHTER, Gottfried HONEGGER, André JULLIARD, Piotr KOWALSKI, Bertrand LAVIER, Bernard LOISEAU, Alfred MANESSIER, Titina MASELLI, François MORELLET, Jean NOUVEL, Pierre PAULIN, Dominique PERRAULT, René PETILLON, James PICHETTE, Edouard PIGNON, Stéphane PLASSIER, Jean-Pierre RAYNAUD, Martial RAYSSÉ, Sonia RYKIEL, Ch. SCHMUKLE-MOLLARD, Michel SCHREIBER, Francis SOLLERS, Pierres SOULAGES, Philippe STARK, Vera SZEKELI, Roger TALLON, Pierre TARDIEU, Hervé TELEMAQUE, Gérard THORNAUER, Jean-Louis TRIPP, Claude VIALLAT, Pierre VIAZ, Jean-Michel WILMOTTE.

PERSONNALITÉS DE LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE.

Michel ALBERT, Président des Assurances Générales de France, Bernard ARNAUD, Président de LVMH, Bernard ATTALI, Président d'Air France, Jean-Pierre AUBERT, Président du Crédit Industriel et Commercial, Gilbert BEAUX, Pierre BERGE, Président d'Yves Saint Laurent, Francis BLANCHARD, Président de l'O.I.T., Vincent BOLLORE, Président du Groupe Bolloré Technologies, Michel BON, Président de Carrefour, Jean BOISIVON, Directeur Général de l'ESSEC, Yvon CHOTARD, Gérard COLE, Président de la Française des Jeux, Pierre CORMORECHE, Président de l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture, Jacques de SANTIS, Guy DEJOUANY, Président de la Société Générale des Eaux, Pierre EELSEN, Président du développement du Nord-Pas-de-Calais, Jean-René FOURTOU, Président de Rhône Poulenc, Louis GALLOIS, Président de l'Aérospatiale, Daniel GOEUEVERT, Président de Volkswagen, Jean-Yves HABERER, Président du Crédit Lyonnais, André HELBERT, Président de la Fédération Française des Ports de Plaisance, Pierre HERITIER, syndicaliste, Maurice HERZOG, ancien ministre, Jean-Luc LAGARDERE, Président de Matra-Hachette, François LAGRANGE, Directeur du Crédit National, André LAUR, Président des Caisses de Mutualité Sociale Agricole, Loïc LE FLOCH-PRIGENT, Président d'Elf Aquitaine, Michel-Edouard LECLERC, Albert LEON, Raymond LEVY, ancien Président de Renault, Renée Claude MADER, Henri MARTRE, Président du GIFAS, Alain MINC, Jacques MOREAU, Lindsay OWEN JONES, Président de l'Oréal, Jean PERRIN, Jean PEYRELEVADE, Président de l'U.A.P., Didier PINEAU,

VALENCIENNE, Président de Schneider, M. REZNIK, Jacques THE, René THOMAS, Président de la B.N.P., Bernard TOULEMON, Président d'Association.

UNIVERSITAIRES, MÉDECINS, HOMMES DE SCIENCES.

Jean BERNARD, de l'Académie Française, Mario BETTATI, Directeur du Centre de Droit Européen de l'Université à Paris II, Alain BOMBARD, Alain CARPENTIER, Agrégé de médecine, Jean-Pierre CHANGEUX, Professeur au Collège de France, Yves COPPENS, Professeur au Collège de France, Jean DAUSSET, Prix Nobel, René FRYDMAN, Agrégé de médecine, Professeur GENETET, Faculté de médecine de Rennes, Jacques GLOWINSKY, Professeur au Collège de France, Claude HAGEGE, Professeur au Collège de France, Françoise HERITIER-AUGE, Professeur au Collège de France, Pierre JOLIOT, Professeur au Collège de France, Jacques LE GOFF, Directeur d'Etudes à l'école des Hautes Etudes en Sciences Sociales, Jean-Marie LEHN, Prix Nobel, Professeur au Collège de France, Emmanuel LE ROY LADURIE, Professeur au Collège de France, Sylvianne LEVY, Claude LORUIS, André LWOFF, Prix Nobel, Paul MILLIEZ, Professeur Agrégé de médecine, Luc MONTAGNIER, Membre de l'Académie Nationale de Médecine, Roger PINTO, Professeur de Droit international, Willy ROZENBAUM, Agrégé de médecine, Jacques RUFFIE, Professeur au Collège de France, Léon SCHWARTZENBERG, Agrégé de médecine, Hubert THIERRY, Jean-Pierre VERNANT, Professeur honoraire au Collège de France, Paul VEYNE, Professeur au Collège de France.

SPORTIFS

Jean ALESSI, coureur automobile, Franck ADISSON, Franck BADIOU, médaille d'argent aux J.O. de Barcelone, Mike BIRCH, navigateur, champion du Monde de course au large, Laurent BOURGNON, navigateur, Franck DABIN, champion de tir, Richard DACOURY, Equipe de France de basket ball, Wilfrid FORGUES, Jean-Philippe GATIEN, médaille d'argent aux J.O. de Barcelone, tennis de table, Daniel HERRERO, rugbyman, Michel JAZY, athlète, Titouan LAMAZOU, navigateur, vainqueur du Vendée Globe Challenge, Jimmy PAHUN, navigateur, vainqueur du Tour de France à la voile 1992, Gérard PETIPAS, organisateur de courses à la voile, Dominique ROCHETEAU, footballeur.

REJOIGNEZ LE COMITE NATIONAL POUR LE OUI  
MAIA WODZISLAWSKA 74 RUE DU FAUBOURG SAINT ANTOINE 75012 PARIS



## SOCIÉTÉ

La faillite de l'entreprise RMO

## Le PDG crédule et le faux prince authentique escroc

Les enquêteurs de la police judiciaire de Grenoble, ont révélé, vendredi 28 août, l'identité exacte de l'homme qui, sous le pseudonyme de « prince Hecham », s'était présenté comme le « sauveur » de la société de travail temporaire RMO. Un mandat d'amener a été lancé contre M. Hecham Zantha par le juge d'instruction grenoblois chargé du dossier RMO. En proie à de graves difficultés financières, l'entreprise a été mise en liquidation judiciaire le 6 août dernier.

GRENOBLE

de notre correspondant

M. Hecham Zantha, vingt-huit ans, d'origine syrienne, n'est pas un homme d'affaires, tout au plus un bon comédien, mais en tout état de cause un authentique escroc, qui a déjà été condamné en Belgique à trois ans de prison pour détournement de fonds et escroquerie. Tel est le bref portrait que

brossent les enquêteurs de la PJ de l'homme qui prétendait « sauver » la cinquième entreprise de travail temporaire française, RMO, et son président-directeur général, M. Marc Brillon. Ce dernier, qui a été entendu le 27 août par les policiers dans le cadre de l'enquête, s'est déclaré surpris par ces révélations.

Le faux prince, qui avait eu connaissance des graves difficultés financières auxquelles était confronté RMO (1), sembla avoir facilement abusé son fougueux PDG. En mai dernier, il lui proposa d'investir 150 millions de francs pour renflouer RMO par l'intermédiaire d'une société écran enregistrée à Londres peu de temps auparavant, Lyon-Investments-Ltd. En contrepartie, M. Brillon accepta de verser 15 millions de francs, nécessaires, selon « Prince Hecham », au déblocage des fonds.

L'industriel français ne vit jamais la couleur de l'argent promis. Pourtant, quelques jours avant le dépôt de bilan, le PDG remettait au « prince Hecham » 5 millions de francs provenant de RMO SA, de

deux filiales du groupe installées aux Antilles et à Monaco et d'un compte personnel qu'il détenait en Suisse.

Les millions du sponsoring

Une semaine après la liquidation de sa société par le tribunal de commerce de Grenoble, M. Brillon voulait encore croire aux promesses de son « sauveur », qui s'engageait, cette fois, à renflouer l'équipe cycliste RMO, l'une des plus brillantes du dernier Tour de France. Récemment, les coureurs avaient été reçus par le « prince » dans une propriété située près de Moris, en Belgique. Policiers et magistrats s'étonnent de ce manque de discrétion de M. Hecham dans les jours qui ont suivi son escroquerie.

Les enquêteurs de la police judiciaire s'intéressent, par ailleurs, aux opérations de sponsoring sportif que M. Brillon avait développées depuis des années dans des domaines aussi divers que la boxe, le voile ou le cyclisme. Ses sociétés

investissaient, annuellement, entre 40 et 60 millions de francs pour financer des projets aussi ambitieux que de sponsoriser, à commencer par l'entretien de l'équipe cycliste forte d'une vingtaine de personnes. Le PDG de RMO finançait également plusieurs associations sportives dont il était le président.

Les sommes investies dans le sponsoring étaient destinées, selon M. Brillon, à promouvoir l'image de son entreprise et à « dynamiser et mobiliser » ses huit cents permanents et ses quinze mille intérimaires. Est-ce bien tout ? L'enquête cherche à établir si ces opérations n'ont pas finalement servi à attribuer à certains membres du groupe des rémunérations indirectes ou à détourner certaines sommes d'argent. Si tel était le cas, M. Brillon pourrait être inculpé d'abus de biens sociaux par le biais du sponsoring.

CLAUDE FRANCHILLON

(1) Lors du dépôt de bilan, le passif de RMO s'élevait à 750 millions de francs.

La polémique sur les risques liés au sida

## Les contrats d'assurance des centres de transfusion sanguine seront signés « dans les jours prochains »

A la suite de nos informations publiées dans le Monde du 29 août, M. Denis Kessler, président de la Fédération française des sociétés d'assurances (FFSA), a démenti formellement, vendredi 28 août, que les centres régionaux de transfusion sanguine (CRTS) ne sont plus assurés depuis le 1<sup>er</sup> juillet 1992. Il s'agit, selon lui, d'une « contre-vérité ». La signature du contrat liant les vingt-cinq centres de transfusion et le GATS (Groupement des assurances de la transfusion sanguine) devrait intervenir « dans les jours prochains », et « toute personne qui aura fréquenté un centre de transfusion entre le 1<sup>er</sup> juillet et la date de signature est couverte », a précisé M. Kessler.

Le contrat, renouvelé chaque semestre, n'avait pas été résilié à la date prévue pour des raisons de calendrier, explique-t-on à la FFSA, où l'on affirme que la Fédé-

ration s'était engagée oralement auprès des centres et avait par la suite publié un communiqué indiquant que le GATS « avait accepté de reconduire ce contrat ». « Le contrat pour le deuxième semestre de l'année en cours est absolument identique à celui du premier semestre, avec les mêmes clauses et la même prime », a ajouté M. Kessler.

Ce contrat de droit privé exclut le risque lié à la contamination par le virus du sida ou à toute autre pathologie dont la cause ne serait pas connue par le centre de transfusion au moment de la signature, et il ne vaut que si une décision de justice déclare qu'il y a eu faute de la part du centre.

[Contrairement à ce que la présentation de son communiqué pourrait laisser croire, la FFSA ne conteste pas les informations publiées dans le Monde du 29 août. Le contrat devait être renouvelé pour le second semestre 1992 le GATS aux Centres français de transfusion sanguine n'a toujours pas été signé. On peut dès lors écrire qu'en toute rigueur les établissements de transfusion ne sont plus assurés depuis le 1<sup>er</sup> juillet dernier. La FFSA confirme d'ailleurs que ce contrat devait être signé « dans les jours prochains » et qu'il aura un effet rétroactif.]

Il s'agit là, comme nous l'indiquions, d'un nouvel épisode du conflit entre assureurs, transfuseurs et pouvoirs publics, les professionnels de l'assurance manifestant de la sorte leur refus de prendre en charge, dans les conditions actuelles, les risques inhérents à l'activité transfusionnelle. — J.-Y. N.]

## EN BREF

Saint-Alban : les écologistes demandent une révision de la centrale. — Les élus écologistes de la ville de Grenoble (Isère) viennent de demander une révision d'ensemble de la sûreté de la centrale nucléaire de Saint-Alban-Saint Maurice après l'incendie survenu dans la nuit du 27 au 28 août dans la salle des machines du réacteur n° 2 (le Monde du 29 août). Pour M. Raymond Avriplier, conseiller municipal, parlant au nom des écologistes, « cette centrale nucléaire étant depuis plusieurs mois dans une situation dégradée », « Nous souhaitons, à-t-il déclaré, qu'une révision d'ensemble de six mois à un an soit faite avant d'autoriser un redémarrage. »

Brigitte Bardot assigne plusieurs magazines pour atteinte à la vie privée. — Brigitte Bardot a demandé à son avocat, M. Gilles Dreyfus, d'assigner plusieurs magazines pour atteinte à la vie privée et violation du droit à l'image. Le magazine *Voici*, visé ainsi que deux publications, une espagnole et une italienne, a publié dans son édition du 24-30 août, un reportage intitulé : « Surprise de l'été », montrant l'ancienne actrice en compagnie d'un ami, à bord du yacht de M. Jean-Marie Le Pen, qui figure sur l'un des clichés. Sept photos, dont celle de la couverture, ont été prises, selon M. Dreyfus, au téléobjectif. Brigitte Bardot réclame 250 000 francs de dommages et intérêts à *Voici*.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

**Le Monde**  
SCIENCES  
ET MÉDECINE

ANIMÉ PAR  
HENRI MARQUE  
AVEC ANDRÉ PASSERON  
ET OLIVIER BIFFAUD (LE MONDE)  
RICHARD ARZT  
ET ISABELLE TORRE (RTL)

18 H 30  
DIMANCHE  
EN DIRECT  
SUR

**RTL**

**"GRAND JURY"**  
RTL - Le Monde

CHARLES

**PASQUA**

## SPORTS

## Ayrton Senna ne rejoindra pas l'écurie Williams-Renault

Le Brésilien Ayrton Senna, l'un des champions les plus titrés de la formule 1, ne courra pas l'an prochain pour l'écurie Williams-Renault. Ni même, à l'en croire, pour l'équipe McLaren-Honda, avec laquelle il a gagné trois titres de champion du monde. Vendredi 28 août, lors des premiers essais du Grand Prix de Belgique sur le circuit de Spa-Francorchamps, le pilote brésilien a en effet surpris tout le monde en annonçant qu'il mettait un terme à ses négociations avec l'équipe Williams-Renault, dont le pétrolier Elf est un des importants commanditaires, et qu'il se considérait désormais « comme étant hors du monde de la formule 1 ».

Cette déclaration met donc un terme aux supputations de ceux qui imaginaient que Frank Williams allait reformer au sein de l'écurie Williams-Renault le super tandem Senna-Prost qui, à la fin des années 80, fit le succès de l'équipe McLaren-Honda. « C'est fini avec Williams », a confessé, non sans amertume, Ayrton Senna. Il existe une clause dans le contrat de Prost (dont l'arrivée chez Williams n'est toujours pas confirmée) interdisant de rejoindre l'écurie. Frank a tenté à deux reprises de faire modifier le contrat, mais un partenaire a refusé », a-t-il expliqué.

« Par deux fois, il m'a appelé la semaine dernière pour me dire qu'il y aurait peut-être une solution, mais, une demi-heure plus tard, il m'a appelé pour me dire non en me demandant d'attendre mardi une réponse définitive. Or, depuis c'est le silence. C'est donc moi qui

prends la décision de ne pas aller à Williams. » Interrogé sur cette affaire, Frank Williams s'est refusé à tout commentaire, tandis qu'Ayrton Prost disait que s'il « commençait à parler », il lui « faudrait tout dire » et qu'en conséquence il préférerait donc ne rien dire...

Une année sabbatique

Voici donc Ayrton Senna dans une situation d'Alain Prost l'an dernier, prêt à prendre une année sabbatique. Une décision que ne doit guère goûter Ron Dennis, le patron de la prestigieuse écurie McLaren, qui, si Senna continue de « se considérer hors du monde de la formule 1 », se trouve dans une situation préoccupante, son deuxième pilote, l'Autrichien Gerhard Berger, ayant rejoint récemment Ferrari.

A moins qu'un coup de théâtre ne vienne à nouveau bouleverser le monde de la formule 1, perplexe après la dernière déclaration syllabée du Brésilien, qui a affirmé : « Si je devais me prononcer sur mon avenir aujourd'hui, je choiserais de ne pas courir en 1993. Mais, d'ici au prochain mois de février, beaucoup de choses peuvent se produire. » Des mystères qui n'ont pas un instant permis l'oubli de ces négociations quasi planétaires. Le Britannique Nigel Mansell, champion du monde depuis le dernier grand prix de Monaco, et qui, au volant de sa Williams-Renault, a tourné deux secondes du tour plus vite que le ténarissime Senna lors des premiers essais du Grand Prix de Belgique.

Les ventes de yearlings à Deauville

## Les pur-sang français n'ont plus la cote

Comme on le présentait, les ventes de yearlings (chevaux de galop pur-sang de un an) à Deauville, ces jours-ci, ont été marquées par une nouvelle déception pour l'élevage français. Les moyennes des transactions sont en baisse de 13 % et de 60 % en francs courants par rapport à 1985 où l'on affichait souvent des prix d'enchères avoisinant les 10 millions de francs. Or, lors du dernier week-end, tout est resté dans des zones très basses pour ce type de produit de luxe et seulement cinq poulains ont dépassé le million. Ils ont été acquis exclusivement par des intermédiaires ou des propriétaires japonais, notamment M. Takashi Watanabe, important transporteur de voitures neuves sortant d'usine dans son pays, doté de moyens financiers considérables, ayant l'habitude de s'approvisionner en France par l'intermédiaire d'un jeune agent, M. Patrick Barbe. La plupart de ces chevaux iront courir au Japon, quelques-uns seulement resteront en France à l'entraînement.

Les efforts des organisateurs de l'Agence française de vente de pur-sang pour prospecter et attirer la clientèle asiatique (Hongkong comme Tokyo) n'ont même pas permis de sauver le marché. Cela en raison de l'absence quasi totale des gros clients du Moyen-Orient, principalement le cheik Al Maktoum, de l'émirat de Dubaï, ou le prince Khalid Abdullah, d'Arabie saoudite qui préfèrent désormais manifester l'Angleterre à la France.

Des meurs hippiques différentes

Les Américains n'étaient pas nombreux non plus. Le dollar chute et les grands haras du Kentucky connaissent d'énormes problèmes financiers. Quant aux Japonais, ils étaient seulement une vingtaine au lieu de la centaine attendue. Il s'agissait d'une délégation quasi officielle de la Japan Racing Association, un groupement de propriétaires qui débattaient à Deauville accompagnés de leurs jockeys vedettes invités à participer dimanche à des matches open avec nos meilleurs cavaliers. Les visiteurs n'en ont pas gagné un seul, peu habitués qu'ils sont à des compensations très faciles — courses d'attente — alors que, chez eux, on galope en tête d'un bout à l'autre.

Cette méthode, sur une piste deauvillaise de surexcit très détrempée, était vouée à l'échec, et les touristes français chauvins ne manquaient pas d'en rire. Bien avant le poteau d'arrivée, les chevaux montés par ces jockeys res-

taient à la traîne. Ils n'en ont montré pour autant aucune amertume, sportifs, s'étonnant seulement du peu de discipline de notre organisation hippique où propriétaires, jockeys et entraîneurs discutent librement entre eux, ayant le départ. Sur l'archipel, les conversations privées de ce type sont complètement proscries. Les jockeys, alignés de façon militaire, doivent, sur un coup de sifflet, se mettre en selle aussitôt, écartés du point de contact avec le public.

Les meurs hippiques sont différentes sur d'autres points encore. Nos hôtes ont paru étonnés notamment par les sollicitations gastronomiques et les agapes dévouées. L'un des principaux acheteurs a préféré ostensiblement rester seul assis dans sa loge pendant les courses, croquant un sandwich et buvant une bière japonaise d'une marque qui sponsorisait la réunion avec de larges panneaux sur toute la piste.

Tout cela évidemment ne fait guère « marcher le commerce ». Les éleveurs français, fort déçus et de moins en moins nombreux, ne savent plus à quel saint se vouer. Beaucoup vont même dans leur haras des chevaux invendus qu'ils devront brader ensuite ou abattre à leurs propres frais.

Les demandes d'aide aux pouvoirs publics pour sauver l'institution des courses en plein déclin économique et structurel (voir le Monde du 15 août) se font de plus en plus pressantes. Un médiateur intermédiaire vient de prendre contact avec le ministre du budget, M. Michel Charasse. M. Étienne Dailly, sénateur (Rassemblement démocratique européen) de Seine-et-Marne, connaissant bien les problèmes, ancien collaborateur de Marcel Boussac, il est porteur d'un plan de relance et d'économie de la filière. Les services du budget étudient le dossier et devraient rendre leur réponse le mois prochain.

GUY DE LA BROSSE

Le Monde ÉDITIONS

**LES PARADOXES DE LA PAUVRETÉ**  
REPORTAGES  
par René Dumont  
EN VENTE EN LIBRAIRIE



*La communauté urbaine alsacienne souhaite continuer à incinérer les ordures ménagères venant du district voisin d'outre-Rhin, si le ministre de l'environnement le lui permet*

**Renseignements et Réservations : 81 88 51 58**

هكذا من الأهل



## AGENDA

## THÉÂTRE

**ANTOINE - SIMONE-BERTRAND** (42-08-77-71). La Fille sur la banquette arrière : 20 h 45, dim. 15 h 30.

**ARTISTIC - ATHEVAINS** (48-06-36-02). L'Eloge de la folie : 18 h et 21 h.

**BERRY-ZÈBRE** (43-57-51-58). Dim. Les Champêtres de joie : 20 h 30.

**BOBINO** (43-27-75-78). Tout est show-biz : 20 h 30.

**BOUFFES** (42-86-60-24). Sans mentir : 18 h et 21 h, dim. 15 h 30.

**Café de la Gare** (42-78-82-61). La Graphique de Boscup : 21 h.

**CAVEAU DE LA REPUBLIQUE** (42-78-44-45). Y a-t-il un communiste dans la salle ? : 21 h, dim. 15 h 30.

**COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES** (47-23-37-21). Pétauchok : 21 h.

**COMÉDIE DE PARIS** (42-81-00-11). Les Jumeaux : 18 h et 21 h.

**CRYPTTE SAINT-AGNÈS (EGLISE SAINT-EUSTACHE)** (47-00-19-31). Le Livre d'heures : 18 h 30, dim. 15 h 30, 17 h, dim. 18 h.

**ESPACE MARAIS** (44-04-91-85). Le Mariage de Figaro : 18 h, dim. 17 h 30. La Mouette : 20 h, dim. 18 h 30. Feu la maitresse : 20 h, dim. 18 h. Danse avec les fous : 21 h, dim. 19 h.

**GRAND MONTE** (43-20-80-09). La chasse : 20 h 15, Eric Thomas : 22 h.

**HUCHETTE** (43-26-38-98). Le Cantique : 19 h 30, Lapon : 20 h 30.

**LUCERNAIRE FORUM** (48-44-57-34). Truisme noir, Le Petit Prince : 18 h 45. Feu la maitresse : 20 h. Le Rivage : 21 h 30. Les Jumeaux : 18 h, Les Jumeaux : 18 h, Les Jumeaux : 18 h.

**MARIE TULLY** (45-08-17-80). Van Gogh : Vincent : 18 h 15. Savage Love : 21 h 15.

**MICHEL** (42-65-35-02). Les Auteurs : 21 h.

**MICHOÛRIÈRE** (47-42-95-22). Les Jumeaux : 17 h et 20 h 30, 18 h.

**MONTMARTRE** (47-70-62-76). Les Jumeaux : 18 h et 21 h.

**PALAI DES GLACES (GRANDE HALLE)** (42-02-27-17). Chevalier et la belle dans le pays des fées : 20 h 30.

**PALAI-ROYAL** (42-97-59-51). Sans souci : 17 h 30 et 20 h.

**POCHE - MONT-PARNASSE** (45-48-82-97). Salle I, Madame de La Carrière : 21 h.

**PRÉ-CATALAN, JARDIN** (43-71-14-28). 29 degrés d'ombre : 15 h, 17 h 30.

**RENAISSANCE** (42-08-18-50). Les mémoires : 21 h.

**ROSEAU-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Clovis et les Muscadins : 21 h.

**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-08-21-83). Bien ordonné : 20 h 30.

**THÉÂTRE DE DIX-HEURES** (46-06-10-17). Christian Bränd : Tout est show-biz : 20 h 30.

**THÉÂTRE GREVIN** (42-46-84-47). Chantal Ladesco : 20 h 30.

**THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU** (42-23-15-55). Les Jumeaux : 20 h 30. La Peur des couples : 22 h.

**THÉÂTRE DE NESLE** (46-34-61-04). Douce Violence : 20 h 15.

**THÉÂTRE TAMBOUR ROYAL** (48-06-72-34). Un jeune homme pressé : 21 h, dim. 15 h 30.

**TOURTOUR** (48-97-82-48). Les Trois Sœurs : 18 h 45. Candide : 20 h 30.

**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). Batailles : 21 h.

## RÉGION PARISIENNE

**CHATEAU DE THOIRY** (34-87-82-25). Les Jumeaux : 18 h.

## CINÉMA

## LA CINÉMATHEQUE

**PALAI DE CHAILLOT** (47-04-24-24).

Une Histoire du film policier français : 18 h 30, 20 h 30.

**MARIE TULLY** (45-08-17-80). Van Gogh : Vincent : 18 h 15. Savage Love : 21 h 15.

**MICHEL** (42-65-35-02). Les Auteurs : 21 h.

**MICHOÛRIÈRE** (47-42-95-22). Les Jumeaux : 17 h et 20 h 30, 18 h.

**MONTMARTRE** (47-70-62-76). Les Jumeaux : 18 h et 21 h.

**PALAI DES GLACES (GRANDE HALLE)** (42-02-27-17). Chevalier et la belle dans le pays des fées : 20 h 30.

**PALAI-ROYAL** (42-97-59-51). Sans souci : 17 h 30 et 20 h.

**POCHE - MONT-PARNASSE** (45-48-82-97). Salle I, Madame de La Carrière : 21 h.

**PRÉ-CATALAN, JARDIN** (43-71-14-28). 29 degrés d'ombre : 15 h, 17 h 30.

**RENAISSANCE** (42-08-18-50). Les mémoires : 21 h.

**ROSEAU-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Clovis et les Muscadins : 21 h.

**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-08-21-83). Bien ordonné : 20 h 30.

**THÉÂTRE DE DIX-HEURES** (46-06-10-17). Christian Bränd : Tout est show-biz : 20 h 30.

**THÉÂTRE GREVIN** (42-46-84-47). Chantal Ladesco : 20 h 30.

**THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU** (42-23-15-55). Les Jumeaux : 20 h 30. La Peur des couples : 22 h.

**THÉÂTRE DE NESLE** (46-34-61-04). Douce Violence : 20 h 15.

**THÉÂTRE TAMBOUR ROYAL** (48-06-72-34). Un jeune homme pressé : 21 h, dim. 15 h 30.

**TOURTOUR** (48-97-82-48). Les Trois Sœurs : 18 h 45. Candide : 20 h 30.

**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). Batailles : 21 h.

**CHATEAU DE THOIRY** (34-87-82-25). Les Jumeaux : 18 h.

**PRÉ-CATALAN, JARDIN** (43-71-14-28). 29 degrés d'ombre : 15 h, 17 h 30.

**RENAISSANCE** (42-08-18-50). Les mémoires : 21 h.

**ROSEAU-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Clovis et les Muscadins : 21 h.

**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-08-21-83). Bien ordonné : 20 h 30.

**THÉÂTRE DE DIX-HEURES** (46-06-10-17). Christian Bränd : Tout est show-biz : 20 h 30.

**THÉÂTRE GREVIN** (42-46-84-47). Chantal Ladesco : 20 h 30.

**THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU** (42-23-15-55). Les Jumeaux : 20 h 30. La Peur des couples : 22 h.

**THÉÂTRE DE NESLE** (46-34-61-04). Douce Violence : 20 h 15.

**THÉÂTRE TAMBOUR ROYAL** (48-06-72-34). Un jeune homme pressé : 21 h, dim. 15 h 30.

**TOURTOUR** (48-97-82-48). Les Trois Sœurs : 18 h 45. Candide : 20 h 30.

**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). Batailles : 21 h.

**CHATEAU DE THOIRY** (34-87-82-25). Les Jumeaux : 18 h.

**PRÉ-CATALAN, JARDIN** (43-71-14-28). 29 degrés d'ombre : 15 h, 17 h 30.

**RENAISSANCE** (42-08-18-50). Les mémoires : 21 h.

**ROSEAU-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Clovis et les Muscadins : 21 h.

**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-08-21-83). Bien ordonné : 20 h 30.

**THÉÂTRE DE DIX-HEURES** (46-06-10-17). Christian Bränd : Tout est show-biz : 20 h 30.

**THÉÂTRE GREVIN** (42-46-84-47). Chantal Ladesco : 20 h 30.

**THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU** (42-23-15-55). Les Jumeaux : 20 h 30. La Peur des couples : 22 h.

**THÉÂTRE DE NESLE** (46-34-61-04). Douce Violence : 20 h 15.

**THÉÂTRE TAMBOUR ROYAL** (48-06-72-34). Un jeune homme pressé : 21 h, dim. 15 h 30.

**TOURTOUR** (48-97-82-48). Les Trois Sœurs : 18 h 45. Candide : 20 h 30.

**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). Batailles : 21 h.

**CHATEAU DE THOIRY** (34-87-82-25). Les Jumeaux : 18 h.

**PRÉ-CATALAN, JARDIN** (43-71-14-28). 29 degrés d'ombre : 15 h, 17 h 30.

**RENAISSANCE** (42-08-18-50). Les mémoires : 21 h.

**ROSEAU-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Clovis et les Muscadins : 21 h.

**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-08-21-83). Bien ordonné : 20 h 30.

**THÉÂTRE DE DIX-HEURES** (46-06-10-17). Christian Bränd : Tout est show-biz : 20 h 30.

**THÉÂTRE GREVIN** (42-46-84-47). Chantal Ladesco : 20 h 30.

**THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU** (42-23-15-55). Les Jumeaux : 20 h 30. La Peur des couples : 22 h.

**THÉÂTRE DE NESLE** (46-34-61-04). Douce Violence : 20 h 15.

**THÉÂTRE TAMBOUR ROYAL** (48-06-72-34). Un jeune homme pressé : 21 h, dim. 15 h 30.

**TOURTOUR** (48-97-82-48). Les Trois Sœurs : 18 h 45. Candide : 20 h 30.

**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). Batailles : 21 h.

**CHATEAU DE THOIRY** (34-87-82-25). Les Jumeaux : 18 h.

**PRÉ-CATALAN, JARDIN** (43-71-14-28). 29 degrés d'ombre : 15 h, 17 h 30.

**RENAISSANCE** (42-08-18-50). Les mémoires : 21 h.

**ROSEAU-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Clovis et les Muscadins : 21 h.

**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-08-21-83). Bien ordonné : 20 h 30.

**THÉÂTRE DE DIX-HEURES** (46-06-10-17). Christian Bränd : Tout est show-biz : 20 h 30.

**THÉÂTRE GREVIN** (42-46-84-47). Chantal Ladesco : 20 h 30.

**THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU** (42-23-15-55). Les Jumeaux : 20 h 30. La Peur des couples : 22 h.

**THÉÂTRE DE NESLE** (46-34-61-04). Douce Violence : 20 h 15.

**THÉÂTRE TAMBOUR ROYAL** (48-06-72-34). Un jeune homme pressé : 21 h, dim. 15 h 30.

**TOURTOUR** (48-97-82-48). Les Trois Sœurs : 18 h 45. Candide : 20 h 30.

**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). Batailles : 21 h.

**CHATEAU DE THOIRY** (34-87-82-25). Les Jumeaux : 18 h.

**PRÉ-CATALAN, JARDIN** (43-71-14-28). 29 degrés d'ombre : 15 h, 17 h 30.

**RENAISSANCE** (42-08-18-50). Les mémoires : 21 h.

**ROSEAU-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Clovis et les Muscadins : 21 h.

**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-08-21-83). Bien ordonné : 20 h 30.

**THÉÂTRE DE DIX-HEURES** (46-06-10-17). Christian Bränd : Tout est show-biz : 20 h 30.

**THÉÂTRE GREVIN** (42-46-84-47). Chantal Ladesco : 20 h 30.

**THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU** (42-23-15-55). Les Jumeaux : 20 h 30. La Peur des couples : 22 h.

**THÉÂTRE DE NESLE** (46-34-61-04). Douce Violence : 20 h 15.

**THÉÂTRE TAMBOUR ROYAL** (48-06-72-34). Un jeune homme pressé : 21 h, dim. 15 h 30.

**TOURTOUR** (48-97-82-48). Les Trois Sœurs : 18 h 45. Candide : 20 h 30.

**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). Batailles : 21 h.

**CHATEAU DE THOIRY** (34-87-82-25). Les Jumeaux : 18 h.

**PRÉ-CATALAN, JARDIN** (43-71-14-28). 29 degrés d'ombre : 15 h, 17 h 30.

**RENAISSANCE** (42-08-18-50). Les mémoires : 21 h.

**ROSEAU-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Clovis et les Muscadins : 21 h.

**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-08-21-83). Bien ordonné : 20 h 30.

**THÉÂTRE DE DIX-HEURES** (46-06-10-17). Christian Bränd : Tout est show-biz : 20 h 30.

**THÉÂTRE GREVIN** (42-46-84-47). Chantal Ladesco : 20 h 30.

**THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU** (42-23-15-55). Les Jumeaux : 20 h 30. La Peur des couples : 22 h.

**THÉÂTRE DE NESLE** (46-34-61-04). Douce Violence : 20 h 15.

**THÉÂTRE TAMBOUR ROYAL** (48-06-72-34). Un jeune homme pressé : 21 h, dim. 15 h 30.

**TOURTOUR** (48-97-82-48). Les Trois Sœurs : 18 h 45. Candide : 20 h 30.

**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). Batailles : 21 h.

**CHATEAU DE THOIRY** (34-87-82-25). Les Jumeaux : 18 h.

**PRÉ-CATALAN, JARDIN** (43-71-14-28). 29 degrés d'ombre : 15 h, 17 h 30.

**RENAISSANCE** (42-08-18-50). Les mémoires : 21 h.

**ROSEAU-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Clovis et les Muscadins : 21 h.

**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-08-21-83). Bien ordonné : 20 h 30.

**THÉÂTRE DE DIX-HEURES** (46-06-10-17). Christian Bränd : Tout est show-biz : 20 h 30.

**THÉÂTRE GREVIN** (42-46-84-47). Chantal Ladesco : 20 h 30.

**THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU** (42-23-15-55). Les Jumeaux : 20 h 30. La Peur des couples : 22 h.

**THÉÂTRE DE NESLE** (46-34-61-04). Douce Violence : 20 h 15.

**THÉÂTRE TAMBOUR ROYAL** (48-06-72-34). Un jeune homme pressé : 21 h, dim. 15 h 30.

**TOURTOUR** (48-97-82-48). Les Trois Sœurs : 18 h 45. Candide : 20 h 30.

**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). Batailles : 21 h.

**CHATEAU DE THOIRY** (34-87-82-25). Les Jumeaux : 18 h.

**PRÉ-CATALAN, JARDIN** (43-71-14-28). 29 degrés d'ombre : 15 h, 17 h 30.

**RENAISSANCE** (42-08-18-50). Les mémoires : 21 h.

**ROSEAU-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Clovis et les Muscadins : 21 h.

**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-08-21-83). Bien ordonné : 20 h 30.

**THÉÂTRE DE DIX-HEURES** (46-06-10-17). Christian Bränd : Tout est show-biz : 20 h 30.

**THÉÂTRE GREVIN** (42-46-84-47). Chantal Ladesco : 20 h 30.

**THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU** (42-23-15-55). Les Jumeaux : 20 h 30. La Peur des couples : 22 h.

**THÉÂTRE DE NESLE** (46-34-61-04). Douce Violence : 20 h 15.

**THÉÂTRE TAMBOUR ROYAL** (48-06-72-34). Un jeune homme pressé : 21 h, dim. 15 h 30.

**TOURTOUR** (48-97-82-48). Les Trois Sœurs : 18 h 45. Candide : 20 h 30.

**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). Batailles : 21 h.

**CHATEAU DE THOIRY** (34-87-82-25). Les Jumeaux : 18 h.

**PRÉ-CATALAN, JARDIN** (43-71-14-28). 29 degrés d'ombre : 15 h, 17 h 30.

**RENAISSANCE** (42-08-18-50). Les mémoires : 21 h.

**ROSEAU-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Clovis et les Muscadins : 21 h.

**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-08-21-83). Bien ordonné : 20 h 30.

**THÉÂTRE DE DIX-HEURES** (46-06-10-17). Christian Bränd : Tout est show-biz : 20 h 30.

**THÉÂTRE GREVIN** (42-46-84-47). Chantal Ladesco : 20 h 30.

**THÉÂTRE MAUBEL-MICHEL GALABRU** (42-23-15-55). Les Jumeaux : 20 h 30. La Peur des couples : 22 h.

**THÉÂTRE DE NESLE** (46-34-61-04). Douce Violence : 20 h 15.

**THÉÂTRE TAMBOUR ROYAL** (48-06-72-34). Un jeune homme pressé : 21 h, dim. 15 h 30.

**TOURTOUR** (48-97-82-48). Les Trois Sœurs : 18 h 45. Candide : 20 h 30.

**TRISTAN-BERNARD** (45-22-08-40). Batailles : 21 h.

**CHATEAU DE THOIRY** (34-87-82-25). Les Jumeaux : 18 h.

**PRÉ-CATALAN, JARDIN** (43-71-14-28). 29 degrés d'ombre : 15 h, 17 h 30.

**RENAISSANCE** (42-08-18-50). Les mémoires : 21 h.

**ROSEAU-THÉÂTRE** (42-71-30-20). Clovis et les Muscadins : 21 h.

**SPLENDID SAINT-MARTIN** (42-08-21-83). Bien ordonné : 20 h 30.

**THÉÂTRE DE DIX-HEURES** (46-0



CHEZ LES PEINTRES

# Saint-Jacques, le messenger

Un créateur de trente-cinq ans qui a entrepris de réfuter une à une toutes les certitudes de l'art contemporain

Rue Saint-Maur. Un immeuble décliné. Dans la cour pavée, un virage propose ses services à long cri aigu, comme dans les films de l'entre-deux-guerres. Le quartier, un peu africain et un peu turc. L'Asie commence plus au nord, sur le boulevard de Belleville; les restaurants chinois marquent la frontière. Rue Saint-Maur, ils sont à la mode anatolienne. Un peu plus loin, il a fallu établir des points d'eau sur le trottoir pour que s'y approvisionnent les familles qui squattent les bâtiments à l'abandon.

Camille Saint-Jacques a son atelier dans cet immeuble gris, au rez-de-chaussée, fenêtres sur cour, un atelier d'une seule pièce et pénombreux. D'un côté, une table sur laquelle sont rangées des boîtes de peintures colorées. De l'autre, l'angle où peindre. Contre le mur, des toiles qui ne montrent que leur châssis et, juchés sur celles-ci, une seule qui se laisse voir. Sur un fond rouge carmin des formes ovoïdes et sphériques s'agrippent en grappes, haisantes de reflets blancs. Morceaux d'anatomie, fruits, symboles, abstraction? On ne sait.

Fusillés sur une porte, une planche d'anatomie humaine, écorché, muscles violets, squelette blanc, visages noirs. Le mur au-dessus du lit - le lit est le seul meuble de cet atelier - fait office de journal intime et de panthéon personnel. Bord à bord, épinglés, une mosaïque hétéroclite, y voisinent des photos découpées dans les quotidiens et les magazines -

modèle du jeu américain, ils seront s'écrouleront, bois. Les parallèles pipées ainsi obtenus se prêteront à d'innombrables manipulations. En mélangeant des fragments de visages réels, d'autres apparaîtront. Cohérents ou incohérents, écorchés ou inventés, c'est là ce qu'il faut vérifier. Bien plus que d'un exercice de style, il s'agit de mener à son terme une réflexion sur la ressemblance et la perception d'une face. « Je me suis souvenu des portraits-réels, des photos d'identification judiciaire - et de l'histoire du portrait dans la peinture. »

Qu'est-ce qui détermine la ressemblance? Qu'est-ce qui fait que l'on reconnaît immédiatement un visage? Quels sont ses traits caractéristiques? Voilà ce que j'essaie de comprendre. C'est évidemment aussi une manière d'approcher du portrait. Là, pas question de tricher avec soi-même, à la différence de ce qu'on trouve une peinture abstraite, devant laquelle l'amatour est trop inhibé par l'effet artistique pour oser une remarque. Face à un portrait, à l'inverse, le jugement immédiat paraît autorisé. Il faut donc que le peintre accepte de montrer ses faiblesses et qu'il accepte la critique.

Cette position me convient. C'est une sorte de relation morale entre l'artiste et ceux qu'il fait poser.

Morale?

« Il me semble - même si ce que j'ai dit peut paraître absurde - qu'il faut y avoir dans le travail de l'artiste un sentiment proche de l'apostrophe. La question essentielle est celle-ci : l'artiste, dans la société d'aujourd'hui, est-il investi ou non, est-il chargé de dire quelque chose ou non? Selon moi, il a un message à délivrer. Deux points de vue : d'un côté, à un apôtre - et aussi est-il nécessairement dans la minorité. Si j'ai quelque raison de travailler, c'est pour servir d'intermédiaire, de médiateur, et non pas pour glacer sur ma liberté ou ma façon de concevoir d'une forme. Aux manifestes de toutes sortes, je préfère les témoignages des artistes qui agissent à la limite des fibres. »

La morale?

« Un rôle pour enlever à la déclaration ce qu'elle pourrait avoir de trop catégorique et de dogmatique. Puis, continuant par des exemples : « Les artistes qui m'intéressent, à l'époque, c'est cette qualité. » Il cite péle-mêle le régionaliste américain de l'entre-deux-guerres Grant Wood, le « réaliste » américain Courbet, William Hogarth, chroniqueur de la société anglaise du XVIII<sup>e</sup> siècle, et trois contemporains, le Britannique David Hockney, l'Allemand Joseph Beuys et l'Américain Jean-Michel Basquiat.

« Attention aux mots : message ou apôtre? Il ne faut pas prendre trop au sérieux, surtout pas! Ces artistes ne sont pas des messies, encore moins des illuminés, mais, comme dit-il, des véhicules, les véhicules d'un message ou d'un sens qui leur échappe eux-mêmes et dans la poursuite de la vérité, qu'ils ne peuvent pas y aller seuls. Il faut y insister : on ne défend pas le message, on le forme. L'œuvre de Beuys, par exemple, se lit à la manière d'un récit générique, l'histoire de l'Allemagne, du III<sup>e</sup> Reich à la République, et c'est là qu'il est cruellement. Chez Basquiat ou Hockney, le rapport à l'histoire contemporaine, aux maîtres du passé et au paysage est tout autre. Voilà ce que je nomme message, cette manière de dégager quelque chose d'une époque, ses caractères, ses obsessions, ses goûts... »

Et lui-même face à cette généalogie et ces principes? « Moi? Je me définis comme un artiste traditionnel qui est absolument pas d'accord avec un message de retour à l'ordre ou du moins à la peinture selon Garouste ou Cane. Ceux-ci, je les respecte, mais il m'est impossible d'être en accord avec eux. C'est une précision affirmée, il revient sur son adjectif. « J'entends traditionnel au sens où, par exemple, on l'emploie à propos des artistes africains, qui, dans leurs villages, expriment en sculpture un ensemble de règles et de croyances. Ils se fondent sur une tradition et la réaffirment. Ou les miniaturistes indiens, qui dans leurs miniatures et des chroniques d'une acuité formidable. Je veux faire de même, m'appuyer sur une mémoire que j'accroche à une modernité qui est devenue une forme. Cet objet de curiosité a incité l'artiste à exposer à son tour ses portraits. Divisés en compartiments rectangulaires suivant le



« Je refuse l'idée d'une liberté, mon travail va par valeurs que je quitte et que je reprends tout à tour. »

Nous sommes déterminés par l'histoire et le présent, il ne servirait à rien de prétendre l'ignorer ou l'oublier.

Autre exemple de l'adjectif, ce qu'il suggère les relations de l'artiste au monde contemporain.

« Autrefois, le peintre ou le sculpteur travaillaient pour une église, un monastère, un prince, une tribu... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »

« Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... Ils travaillaient à la commande... »







BILLET

Parler vrai

La perspective d'un «non» français à Maastricht pèse aussi sur les débats que consacrés à l'économie mondiale, depuis le 28 août, le cinquante-neufième congrès de l'Institut Aspen, en Alsace, par l'Institut Aspen. Pour ces dirigeants de grandes entreprises (ATT, Sony, City Bank, Goldstar, Elf-Aquitaine, Caisse des dépôts...) et responsables d'organisations internationales (FMI, Banque mondiale), elle est une nouvelle illustration de l'écart croissant qu'il observe entre ceux qui sont chargés d'assurer le leadership et l'opinion publique. Le «non» dans ce débat a été un signal d'avertissement en direction des «dites», selon l'expression de M. Robert D. Hormatz, vice-président de la banque d'affaires new-yorkaise Goldman Sachs. Celui des Français en serait un nouveau. La défiance des citoyens vis-à-vis de leurs gouvernements est perceptible dans d'autres pays. Aux États-Unis, par exemple, où, selon plusieurs participants américains, l'accord de libre-échange signé récemment avec le Mexique et le Canada, bien que soutenu par tous les leaders politiques, n'obtiendrait pas, meilleur accueil s'il était soumis à référendum. En Pologne, les graves accusations de corruption et de fraude à l'égard du régime ont conduit à une profonde crise de confiance entre la population et la classe politique, et ainsi expliqué l'ancien ministre des finances polonais, M. Andrzej Olechowski.

Ce divorce – souvent à propos de questions économiques – inquiète, car il menace la démocratie. Comment l'expliquer ? Par la complexité des problèmes auxquels se trouvent confrontés nos sociétés industrielles ? Peut-être. Par la multiplicité des intérêts catégoriels et la montée des égoïsmes ? Sans doute. Par les résultats modestes, sinon décevants, des politiques économiques mises en œuvre, notamment sur le front de l'emploi ? Incontestablement. Mais aussi certainement par le comportement des hommes politiques. « Quel crédit accorder à un candidat à la Maison Blanche, M. Bush, qui annonce, une fois de plus, qu'il baissera les impôts alors que tout le monde sait que cela sera impossible ? » se sont insurgés de nombreux participants au séminaire d'Obernai. « Le gouvernement de Varsovie a perdu le lien avec son opinion à partir du moment où il a tenté de faire croire que la récession ne durerait que six mois alors qu'il savait parfaitement qu'elle serait bien plus longue », a jugé l'ex-ministre polonais. En résumant les difficultés et en multipliant les promesses démagogiques, les leaders politiques assent leur propre crédibilité et par là même creusent le fossé qui les éloigne de leurs électeurs. Il fut un temps où certains préconisaient le « parler vrai ». Une ambition que les dirigeants économiques recommandent aujourd'hui avec insistance à leurs collègues politiques. Sont-ils cependant les mieux placés pour prodiguer un tel conseil ?

ERIK IZRAELWICZ

Baisse de 0,5 % du chômage au mois de juillet

Fragile amélioration de la situation de l'emploi

Après dix mois de progression continue, le nombre de chômeurs a légèrement diminué au cours du mois de juillet pour atteindre 2 911 400 en données corrigées des variations saisonnières (CVS), selon les statistiques mensuelles publiées vendredi 28 août par le ministère du travail. Ce recul de 0,5 % équivaut à une baisse de 13 300 demandeurs d'emploi. En données brutes, le chômage touche 2 829 076 personnes. Selon les normes du Bureau international du travail, le taux de chômage reste stable à 10,3 %.

Après un premier trimestre calme au cours duquel 79 800 demandeurs d'emploi supplémentaires avaient été recensés, le ministère du travail se garde bien d'évoquer un quelconque renversement de tendance. Fragile, la légère amélioration observée en juillet n'en est pas moins perceptible. Elle résulte à la fois de l'efficacité accrue du dispositif de réinsertion des chômeurs, d'une stabilité des inscriptions à l'ANPE et d'un léger redressement du nombre d'offres d'emploi.

Les actions spécifiques destinées aux chômeurs de longue durée commencent à se manifester dans les statistiques. « La sélectivité du marché du travail a sensiblement été corrigée au bénéfice des demandeurs d'emploi de longue durée », assure le communiqué du ministère. Pour le deuxième mois consécutif, les demandeurs d'emploi inscrits depuis plus d'un an sont moins nombreux. En juillet, on en comptabilisait 930 210, soit 0,5 % de moins par rapport à juin.

« Les premiers résultats sont là », s'est félicité M. Martine Aubry, ministre du travail, vendredi sur Europe 1. Environ 600 000 entrants ont pu avoir lieu et 125 000 chômeurs de longue durée

ont été orientés vers un emploi au cours des derniers mois. En juillet, plus de 41 000 contrats emploi-solidaire (CES), essentiellement destinés aux chômeurs les plus anciens, ont été enregistrés, contre 39 000 au mois précédent. Au total, on dénombre au cas par cas de la situation des demandeurs d'emploi de longue durée est aussi à l'origine d'une forte hausse des radiations administratives : 16 000 le mois dernier auxquelles il faut ajouter 115 000 radiations pour absence aux contrôles.

La légère déroute de juillet tient également à la baisse de 6 % en un an des premières entrées de jeunes à l'ANPE. Ce phénomène est plus difficile à cerner. Il s'explique probablement par la montée en régime de l'« exco-jeunes », un abaissement de charges qui favorise l'embauche de jeunes (74 000 au total fin-juillet) et, peut-être, par un engouement plus marqué en faveur de l'apprentissage. Cependant, il n'est pas exclu que les premières inscriptions à l'ANPE, traditionnellement nombreuses en été, se concentrent sur le mois d'août. Les experts du ministère restent tout aussi prudents face à la baisse de 1,3 % en un mois des demandes d'emploi provenant de jeunes femmes (pour celles âgées de vingt-cinq à quarante-neuf ans, le recul est de 0,8 %).

Le «réflexe licenciement»

En revanche, aucune amélioration n'est perceptible pour ce qui concerne les reprises d'emploi. En juillet, 121 000 personnes ont quitté l'ANPE, une baisse de 8,9 % en un an et de 14,5 % en un mois. Les seuls éléments encourageants proviennent des offres d'emploi (96 000 ont été transmises à l'ANPE au cours du mois précédent, en hausse de 5,1 % en un mois). Malgré tout, celui-ci concerne pour l'essentiel des contrats à durée déterminée, notamment dans le cadre des CES. En un mois, les

contrats à durée indéterminée reculent de 10,8 %. Autre point noir : les licenciements économiques, qui ont entraîné 46 500 inscriptions en juillet. Il est désormais acquis qu'en 1992 les licenciements économiques dépasseront le niveau de 1991 (420 000) puisque leur nombre a atteint 300 000 au cours du premier semestre.

Même si l'année se termine avec un total de 520 000 à 530 000 licenciements économiques, on voit mal comment les dispositifs d'insertion pourraient contenir la vague du chômage en deçà du cap des trois millions de demandeurs d'emploi, malgré les appels de M. Aubry, qui, vendredi, dénonçait une nouvelle fois le « réflexe licenciement » des entreprises. Pour l'heure, le ministère du travail en est réduit à évoquer « des centaines de milliers d'emploi à créer » dans des secteurs correspondants à de « nouveaux besoins », tels que « la qualité, l'environnement, les forêts » ou encore l'aide aux personnes âgées.

En tout état de cause, le gouvernement devra moins compter sur la dynamique d'une reprise économique de plus en plus hypothétique que sur les effets de sa propre politique de l'emploi. En 1991, 1 654 000 personnes ont été embauchées, soit entrées en stage ou en préretraite grâce à l'un des dispositifs mis en œuvre par les pouvoirs publics, qui tendent d'ailleurs à se concentrer sur les chômeurs de longue durée. L'an passé, 498 000 d'entre eux (en progression de 16,3 %) ont bénéficié de ces mesures contre 842 000 jeunes (en diminution de 2,5 %). Parallèlement, les « accompagnements de restructuration » ont permis de lancer 68 000 conventions et congés de conversion (en hausse de 63 %) alors que les préretraites et allocations spéciales du FNE ont été accordées à 39 000 salariés.

JEAN-MICHEL NORMAND

Pas de véritable reprise cette année selon l'INSEE

Les investissements en retard

L'attente des chefs d'entreprise, leur manque de confiance dans l'avenir immédiat, pèsent lourdement sur l'activité économique (le Monde du 28 août). A tel point que la réduction des dépenses consacrées à la modernisation de nombreuses firmes pourrait remettre en cause bien des progrès accomplis ces dernières années.

Les chiffres publiés par l'INSEE montrent qu'au second trimestre les investissements industriels ont baissé. Ce recul est grave dans la mesure où il prolonge un mouvement de repli entamé à la fin de 1990. Cela fait maintenant vingt et un mois consécutifs que les firmes françaises réduisent leurs dépenses d'équipement. La baisse, qui a atteint 2,7 % l'année dernière, pourrait encore être de 3,5 % cette année, soit au total plus de 6 % sur deux ans.

Sans doute cette mauvaise période succède-t-elle à des années fastes : entre 1985 et 1990 l'investissement productif en France a augmenté de 49 % en volume selon les chiffres de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE). Non seulement l'économie française s'est profondément renouvelée, comme le montrent maintenant nos succès à l'exportation et une certaine reconquête du marché intérieur, mais nos efforts dans ce domaine ont été plutôt supérieurs à ceux de nos concurrents les plus redoutés.

l'Allemagne (+45,5 %), les États-Unis (+21,3 %), l'Italie (+41,5 %). Le Japon (+88 %) et la Grande-Bretagne (68 %) ont fait mieux sur la période, mais, au total, l'investissement productif a progressé légèrement plus vite en France que dans l'ensemble des pays industrialisés (+49 % contre +46 %).

Chaque année les entreprises françaises dépensent plus de 700 milliards de francs en investissements, dont 275 milliards pour la seule industrie. Des chiffres qui montrent que, même pendant les années de récession, notre économie continue de consacrer beaucoup d'argent à sa modernisation.

Perte de compétitivité

Tout cela est bien mais n'est plus suffisant. Car depuis deux ans l'économie française prend du retard.

L'année dernière, alors que nous réduisions nos dépenses d'équipement, les Allemands augmentaient les leurs de 9 %, les Japonais de 7 %. Ajoutons que l'énorme effort de modernisation entamé entre 1985 et 1990 avait suivi plusieurs années particulièrement noires : leurs profits laminés au début des années 80, les entreprises n'avaient eu d'autres préoccupations que de réduire leur endettement ou – dans le meilleur des cas – de placer leurs ressources sur le marché financier. La stratégie la plus courante était alors de faire le gros des d'investir le moins possible. L'appareil industriel avait alors beaucoup vieilli.

L'économie française va devoir accomplir de nouveaux et importants efforts d'investissement, ce qu'elle n'est manifestement pas en train de faire. Des travaux non encore publiés menés par le commissariat du Plan montrent qu'au rythme actuel l'avantage de compétitivité dont bénéficie actuellement notre économie disparaîtrait d'ici à 1995. Conclusion : gare aux retards que nous prenons.

La croissance économique dépassera péniblement 2 % cette année après moins de 1 % en 1991. La médiocrité de ces résultats s'explique en grande partie par la baisse des investissements. Aucune reprise véritable ne se produira si

les chefs d'entreprise ne changent pas d'attitude. Faut-il être pessimiste ?

Les comptes des sociétés devraient être meilleurs, d'après les estimations de l'INSEE. La part de valeur ajoutée qu'elles consacrent aux salaires semble se réduire, améliorant d'autant leur marge brute. Les prélèvements fiscaux se réduisent, notamment l'impôt sur les sociétés. Les dividendes distribués ont tendance à diminuer en même temps que les taux d'autofinancement atteignent souvent 100 %. L'épargne des sociétés devrait donc elle aussi se redresser.

Tout cela est important et laisse quelque espoir de reprise pour les prochains mois. Reste la demande des ménages, autre facteur déterminant de l'investissement. Sur ce point les motifs d'optimisme sont plus ténus, même si les faibles taux d'inflation enregistrés en France ont pour effet d'améliorer le pouvoir d'achat. Les salaires progressent lentement et les emplois créés ne sont pas assez nombreux. La consommation augmente donc faiblement : + 0,6 % en rythme annuel au premier semestre, contre + 3 % ou 3,5 % il y a quelques années. Pourquoi les industriels investiraient-ils alors que leurs capacités de production sont encore largement suffisantes ?

A moins de parier sur les besoins des pays étrangers et de faire confiance à un certain ordre international.

ALAIN VERNHOLLES

« Fongeroille va absorber la SAE. Fongeroille et la Société auxiliaire d'entreprises (SAE) vont fusionner, mettant un point final au rapprochement entamé au début de l'année par ces deux grands du bâtiment et des travaux publics français (le Monde du 29 janvier). La nouvelle société occupera désormais le quatrième rang de la profession en France. La fusion se fera par absorption de SAE par Fongeroille qui en possédait déjà 94 % du capital. Les parts d'échanges retenues sont une action Fongeroille pour une action SAE avec jouissance au 1<sup>er</sup> janvier 1992.

COMMUNICATION

Le conflit sur l'impression du «Meilleur» et de «Spécial dernière»

Le «sommets» de Bernay

Le Syndicat du Livre CGT a organisé, vendredi 28 août, une manifestation devant l'imprimerie de Bernay où sont imprimés *Spécial dernière* et *le Meilleur*, journaux de M. Alain Ayache. Il reproche à celui-ci d'avoir quitté une imprimerie parisienne et de menacer l'emploi.

BERNAY (EURE)

de notre envoyée spéciale

A gauche, les vaches. A droite, les mûres. Et, en ambulance dans le bocage, les gendarmes. Trois escadrons, auxquels s'ajoutent les effectifs départementaux et un peloton de réserve ministérielle. En tout trois cent vingt hommes, un hélicoptère, des dizaines de motos, de cars, d'autobus. Et un officier de police judiciaire par groupe pour faire les sommations. « Si on a le temps de faire des sommations », s'écrit un gradé avant l'arrivée de l'ennemi. La rumeur bernaysienne a annoncé la présence de « lance-roquettes anti-chars » autour de l'imprimerie du groupe Méaulle, à la sortie de la ville. On n'aperçoit ni chars ni lance-roquettes. Mais la « liberté de la presse » et le droit des touristes à lire les journaux hippiques de M. Alain Ayache sont rarement aussi bien défendus.

Sous un immense parapluie vert, M. Alain Ayache attend au siège de l'usine la délégation de la CGT du Livre dont les gendarmes, depuis les taillis, lui signalent la progression. Depuis l'aube, Bernay (quatre mille habitants) s'attend au pire. La rue Thiers, qui abrite l'agence commerciale de l'imprimerie, est bouclée par les gendarmes, ce qui constitue déjà l'événement de l'année. Le maire et sénateur de l'Eure, M. Joël Bourdin, UDF maastrichtien, s'inquiète pour ses commerçants, cruellement « découverts », sans grilles de sécurité. Et il craint une éventuelle « baisse de la garde » lorsque les deux escadrons affectés depuis une semaine à la protection rapprochée de *Spécial dernière* et du *Meilleur* auront été appelés à d'autres activités.

Bernay tremble à l'idée d'un retour des « gangsters » qui se sont livrés le 11 août à une « mise à sac » de l'usine, selon l'expression de M. Bernard Méaulle, formule peut-être un peu excessive puisque le PDG chiffre aujourd'hui les dégâts à 585 000 F. Mais l'ensemble du personnel a été choqué. L'imprimerie, qui publie cinquante titres par semaine, dont *l'Idiot International* de M. Jean-Edern Hallier, ne compte aucun syndicat.

M. Ayache a accepté de rencontrer une délégation de la CGT du Livre. Les « gangsters », ce vendredi, ne sont pas venus. C'est une manifestation « pacifique », selon M. Roland Binger, le secrétaire général du Comité intersyndical du Livre parisien, qui entend rappeler que la CGT

ne s'oppose pas à la « logique de la modernisation » mais qu'il faut « retrouver la voie du règlement civilisé des problèmes ». Ils sont plus d'un millier de militants, qui ont travaillé le matin à corriger des épreuves ou qui s'en vont « gratter » dans la soirée dans la presse parisienne. Des jeunes, avec des bandanas, des ouvriers plus âgés avec des lunettes d'aristocrates de la classe ouvrière. On se fait la bise, on prend des nouvelles des vacances au Mexique.

Ce n'est pas la liberté de la presse mais l'emploi que l'on défend. Et, selon M. Binger, vingt-cinq emplois sont directement menacés par la décision de M. Ayache de quitter l'imprimerie parisienne Offprint. Le mot d'ordre est unique : « Ayache doit négocier ». Les manifestants n'essaieront même pas d'empêcher la sortie des camions chargés de l'édition couplée de *Spécial dernière* et du *Meilleur* qui prendront, sous escorte, la route d'Orbec. Mais à tout hasard, M. Binger rappellera que M. Ayache utilise les NMPP pour la distribution de ses titres, entreprise où la CGT a quelque influence...

Rendez-vous à Paris

Dans la rôle de boute-feu qu'on lui attribue, M. Ayache ne semble pas très à l'aise. Encore moins dans la filiation avec le conflit du *Parisien libéré* des années 70. Depuis le matin, il répète qu'il n'est pas un « délégué » ni le « poisson pilote » des patrons de presse mais un « prolétaire » qui a « mieux réussi sur le plan financier » que les ouvriers qui le contestent. Et il n'est ni besoin de l'interroger longuement pour qu'il raconte la faille de sa famille à Alger et ses débuts à la rubrique ping-pong de *la Dépêche* après avoir été expulsé du lycée en sidique.

Aucun dirigeant de l'opposition, souligne-t-il, ne lui a apporté son soutien. En revanche, il se prévaut de celui de M. Pierre Bérégovoy, qu'il a rencontré en 1981 après un écho dans *le Meilleur* qui l'avait fait « bondir ». Et de celui de M. Paul Quilès, ministre de l'Intérieur et ancien responsable de *feu le Matin* de Paris. M. Ayache est partisan du « oui » au référendum. Au Portugal, il vient de trouver un imprimeur qui va publier une édition de *Réponse à tout-Santé* pour un coût de « 55 % inférieur » aux coûts parisiens. « L'Europe, c'est la compétition. La CGT du Livre se fera obligée de s'aligner sur le marché ».

Le «sommets» aura lieu sous le parapluie vert. « Il faut en sortir », conviennent les bellégards. M. Ayache se déclare prêt à faire un geste, à « pardonner éventuellement les offenses ». En moins de trois minutes, un casse-tête-provisoire est conduit. Et rendez-vous est pris pour poursuivre lundi à Paris la conférence de Bernay, sous le regard attendri de la gendarmerie.

CORINE LESNES

La polémique sur ARTE

Trois sociétés de production déposent un recours en Conseil d'Etat

Après l'association de défense de la Cinq de M. Jean-Claude Bourret et un particulier, trois sociétés de production parmi les plus importantes du secteur – Raspail et Associés, AB Productions et Hamster – ont déposé le 24 août un recours devant le Conseil d'Etat contre la décision du Conseil supérieur de l'audiovisuel (CSA) d'accorder le réseau de la Cinq à la chaîne culturelle franco-allemande ARTE. Pour ces producteurs, l'Etat a fait jouer un droit de préemption qui n'est, selon eux, qu'un « droit de priorité ».

Ils estiment que le secteur, « déjà fragile », a subi de ce fait une modification très sensible. On est, selon eux, passé d'une chaîne hertzienne nationale, contrainte d'investir dans la production, à une chaîne qui en est dispensée.

La concurrence entre les chaînes

TF1 sera le partenaire privilégié de Johnny Hallyday

Un nouvel épisode vient alimenter la guerre que se livrent les services public et privé de télévision : le producteur de Johnny Hallyday, M. Jean-Claude Camus, qui devait signer un accord de partenariat avec Antenne 2 pour couvrir sa prochaine tournée, a finalement choisi TF1.

Alors que le premier concert est prévu pour le 15 septembre à Bercy, M. Camus déplore « l'inefficacité du service public » et affirme qu'il n'avait « toujours pas réussi à aboutir à un accord clair et professionnel, malgré des demandes répétées à Antenne 2 ». Le producteur dément qu'il y ait eu « surenchère » de la part de TF1 : « L'offre de TF1 est inférieure à celle d'Antenne 2, mais j'en avais vraiment ras le bol ». De son côté, Antenne 2 déclare « ne rien regretter » et « ne pas avoir voulu suivre la surenchère ».

INDICATEURS

ÉTATS-UNIS

• Consommation : + 0,3 % en juillet. – Les dépenses de consommation aux États-Unis ont progressé de 0,3 % en juillet par rapport à juin et les revenus des ménages ont augmenté de 0,2 %, a annoncé vendredi 28 août le département du commerce. En juin, les revenus avaient progressé de 0,1 % et les dépenses de consommation de 0,4 %. Le taux d'épargne s'est établi à 5,1 % du revenu disponible en juillet contre 5,2 % en juin. Il s'agit du taux le plus bas depuis février.

POUR LES ÉTATS-UNIS, la semaine s'est terminée sur une note un peu plus positive, le contrat notional

LAUSANNE, la CAR et le CEPME pourraient se lancer sur le marché.

F. L.



## ÉCONOMIE

## ÉQUIPEMENT

Après accord  
avec les collectivités locales

**L'Etat accepte  
d'être minoritaire  
dans la société  
qui exploitera  
l'autoroute de Maurienne**

LYON

de notre bureau régional

Après de longs atermoiements, un accord a été annoncé, mercredi 26 août, entre l'Etat et les autres actionnaires de la Société française du tunnel routier du Fréjus (SFRF), en vue de l'attribution de la concession de la future autoroute de la Maurienne, en Savoie. Celle-ci commandera l'accès à l'ouvrage frontalier franco-italien qui a enregistré depuis son ouverture, en 1980, 8 millions de passages, dont 45 % de poids lourds.

Le capital de la SFRF va être augmenté de 33 800 actions attribuées au holding public Autoroutes de France (ADF), déjà propriétaire de 1 248 titres acquis auprès de représentants d'intérêts nationalisés (UAP, BNP, etc.). Ainsi, l'ADF parviendra à une part de capital de 48,95 % à côté de collectivités locales (36,69 %), de chambres de commerce (11,88 %) et de représentants du secteur privé (2,48 %).

Les collectivités et les organismes consulaires bénéficieront d'un droit de préemption sur les futures cessions d'actions, ce qui garantira leurs intérêts face aux intérêts de l'Etat. Ce dernier adopte une attitude originale car il a plutôt recherché, depuis 1983, à contrôler le réseau autoroutier en faisant racheter des sociétés concessionnaires comme APEL, ACORA ou ARSA. Le président de la SFRF, M. Pierre Dumais, sénateur (RPR) de la Savoie, a pu convaincre le pouvoir central que l'intérêt général serait représenté, en fait, par l'addition des participations de l'Etat et des collectivités locales.

Le décret octroyant la concession de la future autoroute à la SFRF est attendu pour la fin du mois de novembre. Les travaux commenceront d'abord les déviations de Saint-Jean-de-Maurienne et d'Aiguebelle. La moitié de l'autoroute devrait être réalisée d'ici à la fin de 1995 et l'ensemble serait ouvert deux ans plus tard sur un parcours de 63,6 kilomètres. Le coût est estimé à 4,3 milliards de francs et sera financé par l'emprunt. Dans sa partie supérieure, le tracé coïncidera avec la route nationale 100.

GÉRARD BUÉTAS

## ÉTRANGER

Libéré en appel

**L'homme d'affaires  
australien Alan Bond  
sera relâché**

La justice australienne a cassé jeudi 27 août le jugement condamnant en mai dernier l'ancien milliardaire Alan Bond, cinquante-quatre ans, à deux ans et demi de prison pour abus de confiance (le Monde du 30 mai). La cour d'appel de Perth a ordonné qu'il soit relâché, un des témoins à charge, le promoteur M. Maxwell Healy, ayant menti lors du procès de première instance.

L'ex-magnat de la bière, des médias et de l'énergie avait été condamné pour avoir dissimulé un accord conclu avec le patron de la banque Rothwells lors d'une tentative de renouveau frauduleux de cet établissement en faillite après le krach boursier d'octobre 1987. M. Bond avait incité un de ses amis à participer au plan de sauvetage de Rothwells en lui dissimulant que cette banque avait pour cela accepté de payer au groupe Bond une commission.

□ Décès du milliardaire américain Daniel Ludwig. — Le milliardaire américain Daniel Ludwig, quatre-vingt-cinq ans, est décédé, jeudi 27 septembre, à son domicile de New-York. Daniel Ludwig avait été une fortune dans le transport maritime. Au sommet de sa carrière, ce fils de marin était propriétaire d'une soixantaine de navires de haute mer. En plus de ses intérêts maritimes, il avait investi dans le pétrole et le gaz, l'immobilier, l'hôtellerie et l'agriculture. Son conglomérat opérait dans vingt-trois pays. Surnommé « le milliardaire invisible », il refusait toute interview et s'était laissé photographier en 1985 pour la première fois depuis vingt ans. Le magazine Forbes estimait la fortune de Daniel Ludwig à 1,2 milliard de dollars.

## REVUE DES VALEURS

SEMAINE DU 24 AU 28 AOÛT 1992

## PARIS

## Le « non » en action

INDICE CAC 40  
- 3,25 %

Cette dernière semaine d'août, qui est pour les boursiers la première du terme de septembre, marque peut-être une évolution de l'état d'esprit des investisseurs. Si les préoccupations restent les mêmes (récession, dollar, incertitude économique), les sondages de plus en plus nombreux à estimer que la Bourse a suffisamment baissé. Après avoir brossé de noir pendant près de trois mois, ils tentent de se ressaisir. Sans connaître une nette reprise d'ici au 20 septembre, le marché devrait au moins, sauf catastrophe, ne plus trop se dégrader. Une stabilisation est donc souhaitée par les gestionnaires à la fin de ces cinq séances qui ont vu, mardi 25 août, l'indice CAC 40 toucher son plus bas niveau de l'année à 1 687,72 points.

Pour la troisième semaine consécutive, le bilan est négatif. La baisse est cependant très forte puisqu'elle atteint les 3,25 %. En terminant vendredi à 1 687,72 points, l'indice CAC 40 se trouve en recul de 4,42 % par rapport à son niveau du 31 décembre.

La séance de lundi fut particulièrement meurtrière sur l'ensemble des places financières européennes. L'origine en est non le cyclone « Andrew », mais le dollar. Insensible aux interventions des banques centrales pour le soutenir, il tombait à son plus bas niveau historique par rapport au deutschemark. La force de la devise allemande effrayait alors les autres monnaies du système européen. A Paris, dans une ambiance toutefois calme, les valeurs françaises perdaient 3,12 %. Le terme boursier d'août, qui s'achevait ce jour-là, se soldait par une perte de 2,59 %. En huit mois, la place française a connu quatre échecs mensuels consécutifs et quatre négatives dont trois consécutives : juin (- 6 %), juillet (- 8,50 %) et août.

La séance de mardi fut dominée par un rumeur venue de Londres annonçant pour la première fois une possible victoire des opposants au traité de Maastricht. L'effervescence gagnait les salles de

trading où chacun se lançait une nouvelle fois dans la chasse aux sondages. La piste fut longtemps brouillée, car ce n'était pas une mais trois études d'opinion qui étaient publiées le même jour. L'une d'entre elles, réalisée par BVA pour Paris-Match, Antenne 2 et FR3, donnait effectivement une majorité de 51 % au « non ». Lorsque l'information officielle tomba sur les écrans, l'indice CAC 40 pliqua du nez et perdit jusqu'à - 2,8 % avant de se reprendre pour terminer à - 1,3 %.

Retour de Poliet,  
départ de Perrier

Cette tentative de redressement marque peut-être la fin de l'effet « sondages » sur les valeurs. « Désormais le « non » est dans les cours », entendait-on un peu partout. Faut-il en être sûr ? Le lendemain une autre enquête donnait une plus grande avance au « non » (52 %) a été publiée, la réaction des marchés fut mitigée. La séance de mercredi se terminait à l'équilibre (+ 0,00 %).

La journée de jeudi fut la plus encourageante de la semaine avec une reprise généralisée de l'ensemble des places financières dans le sillage de Tokyo. Si la Bourse japonaise voyait ses cours remonter de 6 %, la hausse française fut plus modeste (+ 1,18 %). Les investisseurs dans l'hexagone ont apprécié les déclarations du ministre des finances, M. Michel Sapin. Ce dernier a affirmé que « les banques centrales vont essayer la baisse du dollar », car il existe « une volonté politique » de mettre fin à la chute de la monnaie américaine. Au même moment, son homologue allemand, M. Theo Weigel, plaçait en faveur d'une baisse à moyen terme des taux d'intérêt allemands.

Vendredi, pourtant, le marché français connaissait un nouvel accès de faiblesse mais de moindre ampleur qu'auparavant, avant de finir une nouvelle fois à l'équilibre (+ 0,00 %). Les paroles officielles de la veille semblaient n'avoir eu aucun effet puisque le dollar repartait à la baisse. Pour enrayer ce mouvement, les intervenants espéraient finalement un signal des suppléants des ministres des finances du G7 réunis à

Paris. Les diverses statistiques sur l'économie française publiées dans la semaine (amélioration du commerce extérieur) et plus spécialement vendredi (absence de croissance entre avril et juin, hausse modérée des prix et baisse du chômage en juillet) n'ont pas permis de se faire une idée précise de la situation. Ce flou n'a cependant pas pesé sur la tendance, pas plus que le nouveau sondage CSA-le Parisien donnant 53 % de voix au « non ». A l'inverse, le vigoureux plan de relance japonais impressionnait les gestionnaires.

Du côté des entreprises cotées, Euro Disney a encore été très attaqué en début de semaine. L'action est même tombée lundi en dessous de son prix d'émission (72 francs). Aux rumeurs évoquant une perte pour les deux premiers exercices et la fermeture d'un deuxième hôtel s'est ajoutée celle selon laquelle aucun dividende ne serait versé en 1992. La direction du parc de loisirs, après avoir démenti les multiples bruits, indiquait que la politique de dividendes sera arrêtée en décembre.

Mercredi, pour son premier jour de cotation sur le RM, le nouveau action Poliet (ex-Larbert Frères) a enregistré la plus forte baisse de la séance (- 11,9 %). Au moment où le nouveau Poliet revenait sur le devant de la scène, l'action Perrier se retirait définitivement de la cote sans faire de bruit.

Les cotations de Fougere et SAE étaient suspendues jeudi à l'annonce de leur prochaine fusion. Il s'agit de l'ultime étape après l'OPA amicale réalisée en janvier par Fougere sur la SAE, dont elle possède 94 % des titres. Les paris d'échanges retenus pour les actions sont de une pour une.

Contrastant avec les semaines précédentes, ces cinq séances ont été moins actives que les autres journées d'août. Comme si le marché retenait son souffle, guettant les grands retours de vacances. Rumeurs de brèves séances, les gestionnaires bronzés et reposés seront-ils eux aussi d'humeur versatile, pour un « oui » ou pour un « non » ?

DOMINIQUE GALLOIS

## MATIF

Notionnel 10 % - Cotation en pourcentage du 28 août 1992

Nombre de contrats : 154 132 environ

COURS	ÉCHÉANCES			
	SEPT. 92	DÉC. 92	MARS 93	JUIN 93
Premier.....	104,48	104,88	105,34	—
+ haut.....	104,80	105,22	105,52	—
+ bas.....	104,24	104,68	105,20	—
Dernier.....	104,80	105,22	105,52	—
Compensation.....	104,80	105,22	105,70	106,34

## LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en milliers de francs)

	21-8-92	24-8-92	25-8-92	26-8-92	27-8-92
RM	1 385 332	2 033 068	2 093 112	1 485 262	1 883 987
Comptant	7 985 549	18 035 000	13 494 839	16 998 582	11 553 637
R. et obl.	75 874	59 394	79 672	80 613	82 296
Actions	9 446 755	20 127 462	13 567 623	18 564 457	13 520 220

## INDICES QUOTIDIENS (INSEE base 100, 31 décembre 1991)

	21-8-92	24-8-92	25-8-92	26-8-92	27-8-92
Françaises	101,2	98,3	97,0	97,3	98,6
Etrangères	89,2	85,7	85,8	85,8	87,5

## INDICES CAC (du lundi au vendredi)

	24-8-92	25-8-92	26-8-92	27-8-92	28-8-92
Indice gén.	473,5	469,5	464,9	464,9	466,5

(base 100, 31 décembre 1987)

Indice CAC 40 : 1 687,72 | 1 687,72 | 1 687,72 | 1 687,72 | 1 687,72

□ Jaguar Cars supprime 700 emplois. — Jaguar Cars, le constructeur britannique de voitures de luxe, a annoncé vendredi 28 août la suppression de 700 emplois en raison de ventes insuffisantes. La production de Jaguar restera proche, cette année, des 23 000 véhicules produits l'an dernier, alors que Ford espérait en vendre 150 000 lorsqu'il a repris le constructeur britannique en 1989. Depuis cette date, les effectifs de Jaguar ont été réduits d'un tiers, à 8 000 salariés. L'an dernier, Jaguar a perdu 226 millions de livres (2,14 milliards de francs) avant impôts. — (AFP.)

□ Volkswagen : hausse de 2,6 % du bénéfice semestriel. — Le constructeur automobile allemand Volkswagen a déposé au premier semestre 1992 un bénéfice net consolidé de 445 millions de deutschemarks (1,513 milliard de francs), en hausse de 2,8 %, par rapport à la même période de l'année précédente. Dans un communiqué publié jeudi 27 août, le premier constructeur européen a souligné que son chiffre d'affaires consolidé avait progressé de 10,6 %, à 43,764 milliards de marks (149,5 milliards de francs) contre 39,563 milliards un an plus tôt.

## NEW-YORK

## Tentation de reprise

INDICE DOW JONES  
+ 0,42 %

Après un départ en baisse lundi en raison de la faiblesse du dollar et des difficultés des autres places boursières, Wall Street a doucement remonté la pente avec une progression en séance vendredi de 0,42 %. Sur la semaine, le gain est de 1,51 points (+ 0,42 %). A l'origine de ce timide redressement, une stabilisation du billet vert et une reprise technique. Les investisseurs continuent à être préoccupés par l'évolution du dollar et l'économie américaine, ainsi que par les incertitudes entourant l'issue des élections présidentielles de novembre aux Etats-Unis.

Les dernières statistiques ont remis l'accent sur les difficultés de redressement de l'économie. Recul de la confiance des consommateurs et des commandes de biens durables en juillet, hausse des ventes de logements durant la même période, faiblesse des dépenses de consommation et surtout des revenus des ménages : les investisseurs n'ont pas pu ignorer la contradiction persistante entre ces chiffres.

A cela s'est ajoutée une progression de 42 % du déficit commercial américain au deuxième trimestre, ce qui est le plus mauvais résultat depuis près de deux ans.

En outre, la chute du dollar rend improbable un nouvel assouplissement de la politique de crédit de la Réserve fédérale pour relancer l'économie, estiment les experts. Indice Dow Jones : 3 267,61 (c. 3 254,10).

	Cours 21 août	Cours 28 août
Alcoa	65	66 1/4
ATT	42 3/4	42 1/4
Bell	38 3/4	37 3/8
Chase Man. Bank	24	23 1/2
De Post de New York	50 3/8	50
Eastman Kodak	43 3/4	45
Exxon	63 1/2	64 1/2
Ford	40 5/8	39 3/4
General Electric	75 1/8	73 3/8
General Motors	35 3/8	33 1/2
Goodyear	45 3/8	43 3/8
IBM	96 1/4	97 1/4
ITT	66 3/4	66 1/8
Mobil Oil	64 3/4	65 1/4
Placer	82 1/8	78 1/4
Schlumberger	67 3/8	68 1/2
Tesoro	64 3/4	65 1/4
UAI Corp. (ex-Allegis)	104 5/8	103 1/2
Union Carbide	13 3/4	13 3/8
Union Tech.	54 1/4	55 1/4
Westinghouse	18 1/2	16 1/4
Xerox Corp.	74 3/8	75 5/8

## TOKYO

## Poursuite de l'envolée

INDICE NIKKEI  
+ 10,8 %

La Bourse de Tokyo a poursuivi sa hausse, stimulée par la perspective d'un plan de relance de l'économie japonaise. Annoncé vendredi par le gouvernement, ce plan a confirmé les rumeurs qui l'annonçaient plus ambitieux que prévu.

En l'espace d'une semaine, la hausse a été de 10,8 %. Depuis mercredi 19 août, lendemain de l'annonce par le gouvernement d'un plan de relance, la Bourse de Tokyo a enregistré une hausse de 25 %. Toutefois, les niveaux des cours restent encore inférieurs de près de 25 % à celui du début de l'année.

Dans ce climat, le marché est redevenu assez actif et le volume quotidien moyen des transactions a plus que doublé par rapport à la semaine précédente, à 531 millions de titres pour une valeur de 453,65 milliards de yens (17,2 milliards de francs) contre 254,14 milliards d'actions pour une valeur de 199,3 milliards de yens. De nombreux investisseurs sont revenus sur le marché après une longue absence. « Les investisseurs ont globalement d'accord pour estimer à présent que le marché sort d'une période de marasme historique de deux ans et huit mois », a indiqué un opérateur.

## LONDRES

Affecté par la livre  
- 2,25 %

La crise de la livre provoquée par la chute du dollar et l'appréhension du deutschemark a fait vaciller la Bourse (- 2,25 %), laissant craindre un relèvement des taux d'intérêt britanniques ou un réalignement au sein du système monétaire européen (SME). La combinaison d'une monnaie faible et des premiers sondages français prévoyant une majorité de « non » lors du référendum sur Maastricht a conduit à une chute de quelque 4 % lundi et mardi. Le marché a ensuite réduit ses pertes après la première intervention de soutien de la Banque d'Angleterre, qui a permis à la livre de se stabiliser. Le redressement de la Bourse de Tokyo a également contribué à calmer les esprits. Depuis les records du début mai, le Footsie a désormais perdu 16 %.

Indice « FTSE » du 28 août : 100 valeurs 2 312,6 (c. 2 365,7) ; 30 valeurs 1 680,6 (c. 1 755,4) ; fonds d'Etat 87,04 (c. 88,43) et mines d'or 79,4 (c. 82,5).

	Cours 21 août	Cours 28 août
Allied Lyons	5,82	5,52
BP	1,90	1,94
BT	4,24	4,03
BTM	4,54	4,37
De Beers	7,11	7,16
Glaxo	7,31	7,23
ICI	19,75	19,75
ICI	11,13	10,66
Reckitt	10,43	10,49
RTZ	5,32	4,87
Shell	4,67	4,64
Unilever	9,45	9,34

## FRANCFORT

Troublé  
- 0,23 %

Après trois séances consécutives de forte baisse, la Bourse de Francfort a limité les dégâts à la faveur d'un bond de plus 2 % jeudi. Au terme des cinq séances, le marché enregistre un léger recul (- 0,23 %). L'inquiétude des opérateurs devant le recul historique du dollar face au mark avait commencé par déprimer la cote.

La stabilisation — pourtant à un bas niveau — du billet vert, conjuguée aux bons résultats de certaines entreprises — comme Daimler-Benz, Volkswagen ou Continental — a donné le signe de la reprise jeudi. Ce regain fut éphémère car vendredi les valeurs se dépréciaient de nouveau.

Pour les analystes, à court terme le « fond du marché » demeure brisé, un petit regain d'inflation prévu pour le troisième trimestre et des taux allemands qui demeurent très élevés rendent les opérations plutôt pessimistes sur l'évolution des places allemandes.

Indice du 28 août : Dax 1 516,47 (c. 1 520,02).

	Cours 21 août	Cours 28 août
AGF	162,90	162,50
BSF	218,70	208,50
Boyer	263,60	265,80
Commerzbank	223	219,70
Deutschebank	616	607
Hoechst	239,70	238,50
Karstadt	569	551
Mannesmann	231,50	230,50
Siemens	595,30	588
Volkswagen	327	323



# CRÉDITS, CHANGES, GRANDS MARCHÉS

## MARCHÉ INTERNATIONAL DES CAPITAUX

### L'attrait pour les emprunts en dollars se poursuit

Le compartiment du dollar américain continue de attirer l'attention car des rendements spectaculaires y sont enregistrés. La demande des investisseurs pour les titres de cinq à dix ans de durée demeure très forte et les nouveaux emprunts de qualité sont absorbés en un rien de temps. La société Amoco Canada Petroleum, qui jouit d'un excellent crédit, cherchait par exemple ces derniers jours à se procurer 250 millions de dollars pour une durée de dix ans. Elle avait confié le soin de diriger son opération à une eurobanque américaine, Goldman Sachs International, et proposé de rémunérer sa dette en dollar à un taux de 7,25 % l'an. Avidement recherchés, ses obligations valent maintenant bien plus que leur prix initial de 100,24.

La Banque nationale de Paris souhaitait pour sa part porter de 200 à 250 millions de dollars l'encours de son euro-emprunt de cinq ans qu'elle avait lancé la semaine dernière. Les conditions arrêtées pour la première tranche de cette opération correspondent à un rendement supérieur de 47 points de base à celui des fonds d'Etat américains de même durée. Il a suffi de proposer un avantage de 40 points pour placer les nouveaux titres et le succès de cette affaire a été tel qu'à la veille du week-end, elle ne rapportait plus que 32 points de plus que les obligations du Trésor.

Une telle évolution est caractéristique d'un marché dominé par des investisseurs professionnels qui prennent leurs décisions très rationnelles. La situation est beaucoup plus nuancée dans le compartiment du dollar canadien, parce que les obligations rapportent davantage, attirent également toute une clientèle de personnes privées. Les grands établissements financiers du Japon y draineraient actuellement des fonds en quantité non négligeable. La société des autoroutes de ce pays qui garantit les titres vient de se procurer pour 300 millions de dollars canadiens pour une durée de dix ans en offrant aux investisseurs un rendement de 7,90 %. Dirigée par un eurobanquier d'origine nipponne, l'International Finance Corporation a été très bien accueillie. Elle devrait être suivie cette semaine d'un autre euro-emprunt garanti par le Japon, d'un même montant et d'une même durée dont le bénéficiaire sera la banque du commerce extérieur Eximbank. Cette transaction sera dirigée par la Société de banque suisse.

Pour ce qui est des monnaies européennes, il n'y a guère que les emprunts immédiats qui soient susceptibles de fournir aux emprunteurs des fonds en grande quantité à des conditions raisonnables. L'incertitude du référendum du 20 septembre est telle qu'elle interdit pratiquement le lancement de grandes émissions internationales libellées en francs français, en écus ou en lires. Le sort des emprunts en marks n'est, au contraire, guère influencé par ces considérations politiques. Que le « oui » ou que le « non » l'emporte, ils ne devraient pas souffrir du résultat du vote français. La tenue du dollar ou la hausse d'une recrudescence de l'inflation outre-Rhin sont des éléments d'une bien plus grande portée. Comme en outre les obligations allemandes s'adressent pour l'essentiel à des investisseurs privés qui prennent leur temps, les succès immédiats y sont rares et l'impression générale que donne ce marché est très résistante et souvent celle d'une passivité et d'une certaine indifférence.

**Première émission de la Caisse des dépôts**

Une signature française figure dans la liste des nouveaux emprunts en euros : celle du Crédit national qui sollicite le marché pour quelque 300 millions de deutschemarks, en gros l'équivalent de 1 milliard de dollars. La Dresdner Bank, qui dirige cette émission, en a arrêté les conditions de façon à procurer aux banques qu'elle a associées à la transaction un rendement de 8,60 %. En Allemagne même, ce niveau a été très discuté, certains établissements financiers le jugeant beaucoup trop bas pour leur permettre de placer le titre auprès de leur clientèle. Il reste qu'il est encore trop tôt pour juger des mérites de cet emprunt.

D'un point de vue technique, la transaction a été de particulier que les obligations seront cotées à Luxembourg. C'est la première fois qu'un emprunt français qui lève des fonds en marks fait usage de cette possibilité qui n'est ouverte que depuis le début du mois d'août.

Après avoir, les débiteurs n'avaient pas le choix : leurs obligations en marks devaient être cotées en Allemagne. Il est encore difficile de savoir dans quelle mesure cette liberté récemment acquise permet de lever des fonds de façon plus économique qu'auparavant. Ce qui est certain, c'est qu'en faisant introduire leurs obligations sur un marché boursier étranger les débiteurs remettent en cause tout un barème de commissions que les banques allemandes appliquaient à la plupart des emprunteurs.

Le Crédit national cherchait en fait des ressources en francs. Il a donc conclu un contrat d'échange au terme duquel il disposera finalement de fonds dans sa propre monnaie à des conditions avantageuses. Il aura à rembourser sa dette à un niveau légèrement inférieur à celui de la principale référence du marché mondial français, le Pfand. Le taux d'intérêt sera ajusté tous les trois mois. Son partenaire dans cette transaction est la Caisse des dépôts, et la banque allemande, pour la première fois, joue ouvertement un rôle éminent dans un emprunt en euros. Cet établissement s'est par ailleurs distingué en émettant et en dirigeant une émission de warrants libellés en marks qui permettront à leurs détenteurs, jusqu'en mars prochain, de bénéficier de l'évolution de l'écart des rendements que procurent les fonds d'Etat français et allemands de dix ans de durée.

Selon le type de warrants qu'ils auront acquis, les investisseurs profiteront d'un resserrement ou d'un relâchement de cet écart qui est actuellement très important en raison de la récente montée des taux du marché français due au prochain référendum. Cette opération, toutes les chances de bénéficier d'un très bon accueil car elle répond aux inquiétudes de nombreux investisseurs, professionnels et privés. L'affaire revêt, aux yeux des spécialistes, une importance supplémentaire car c'est, croit-on, la première émission publique de valeurs mobilières de la Caisse des dépôts jamais effectuée sous son propre nom. L'emetteur est en fait la Caisse des dépôts et consignations GmbH, et l'opération est garantie par la maison mère française.

CHRISTOPHE VETTER

## DEVISES ET OR

### La grande peur

Chute effrénée du dollar, réaménagement du système monétaire européen (SME) : les scénarios catastrophes ont été florissants ces derniers jours sur les marchés des changes. Pour l'instant, pourtant, le pire est évité, au moins sur le dollar qui avait de nouveau enfoncé au début de la semaine ses plus bas niveaux historiques contre le mark et défilé la quinzaine de banques centrales actives sur les marchés. Reste la lire, très attaquée et qui, vendredi est restée plusieurs heures en-dessous de son cours plancher malgré des interventions massives de la Bundesbank.

Au sein du SME, en revanche, les inquiétudes sont extrêmement vives, au point que le comité monétaire (composé des adjoints des ministres des finances et des numéros deux des banques centrales de la Communauté) a cru bon - démarche très inhabituelle de sa part - de publier vendredi 28 août un communiqué : « Un changement dans la structure présente des taux pivots ne constituerait pas la réponse appropriée aux tensions actuelles dans le SME », ont déclaré les responsables du comité, tout en réaffirmant leur volonté de coopérer activement afin de garantir un fonctionnement adéquat du SME.

Une coopération qui n'est visiblement pas de mise au sein du G7, où les Américains n'ont même pas jugé utile de commenter la chute du dollar et où seuls les ministres français et allemand des finances, MM. Michel Sapin et Theo Weigel, ont tenté d'apaiser les marchés. Le premier a rappelé que, contrairement à ce que pourraient croire les cambistes, la coopération monétaire était toujours réelle au sein du groupe des Sept. Le second a plaidé en faveur d'une diminution des taux d'intérêt allemands.

Après sa chute effrénée du début de la semaine, où les planchers de 1,3900 deutschemark et de 4,76 francs ont été touchés, le dollar a retrouvé une certaine stabilité

le 27, puis vendredi 28 août. Il était coté à Francfort à 1,4055 DM et, à Paris, la monnaie américaine s'échangeait à 4,80 francs. Le fameux record du 11 février 1991 peut donc être oublié. C'est le 24 août qui marque désormais le record historique de faiblesse du dollar contre le mark ou plutôt la force de la monnaie allemande par rapport à celle des Etats-Unis.

#### Psychodrame à l'intérieur du SME

La crise du dollar des derniers jours a jeté une lumière nouvelle sur les déséquilibres persistants de l'économie internationale. Les Etats-Unis se parviennent toujours pas à relancer l'activité, tandis qu'en Europe le maintien de taux d'intérêt très élevés pourrait se révéler dangereux pour des secteurs entiers de l'industrie. Le comité monétaire de la CEE n'a d'ailleurs pas caché sa préoccupation, en déclarant que les pays de la Communauté « poursuivent activement leur coopération en matière de politique économique et sont prêts à renforcer cette coopération ». A-t-il les moyens d'induire la politique monétaire allemande ? On peut en douter, mais il est clair que la CEE a sorti les grands moyens, afin d'éviter une grave crise des changes à la veille du référendum français.

Les responsables du comité ont choisi d'activer l'accord de Bâle-Nyborg. Cet accord, signé en septembre 1987 au Danemark, prévoit une participation plus active de tous les participants au maintien des parités du SME, en favorisant les interventions intermarginales, c'est-à-dire avant que les taux planchers et pivots soient atteints. Ces interventions intermarginales peuvent d'ailleurs être financées par une facilité de paiement à très court terme (FTCT) entre banques centrales. Facilité qui fut largement utilisée par la France après le

crash boursier d'octobre 1987. C'est dire à quel point les responsables monétaires européens prennent au sérieux les remous actuels.

La chute du dollar et le renchérissement du mark par rapport à l'ensemble des devises se sont en effet traduits par un véritable psychodrame à l'intérieur du SME. Le mark se trouve en tête du système pour la première fois depuis le début de 1990. En première ligne, ou plutôt en dernière position, la livre sterling subit des attaques continuelles, frôlant sans cesse le plancher autorisé contre le mark (2,780 DM), au point d'abréger les vacances du chancelier de l'Echiquier, de déclencher des interventions de la Banque d'Angleterre et d'obliger à multiplier les déclarations officielles selon lesquelles il n'est pas question de réaménagement au sein du SME. La Banque d'Italie on l'a vu se trouve également sur la sellette, tandis que celle du Portugal est toujours elle aussi contrainte d'intervenir, alors que sa monnaie était, il y a quelques semaines encore, l'une des plus fortes du système.

Le franc n'est pas pour l'instant menacé, mais la rapidité avec laquelle la monnaie allemande a atteint 3,42 francs lundi (il terminait la semaine à 3,4138 francs vendredi) en dit long sur la fragilité de la devise française, en cette période électorale agitée. Le cours maximum du mark contre le franc autorisé dans le SME se situe à 3,4305 francs. M. Michel Sapin a précisé devant la presse qu'en cas de révision des parités européennes (que le ministre a par ailleurs écarté vigoureusement) le franc serait réévalué. L'hypothèse ne paraît pas pour l'instant d'une actualité brûlante.

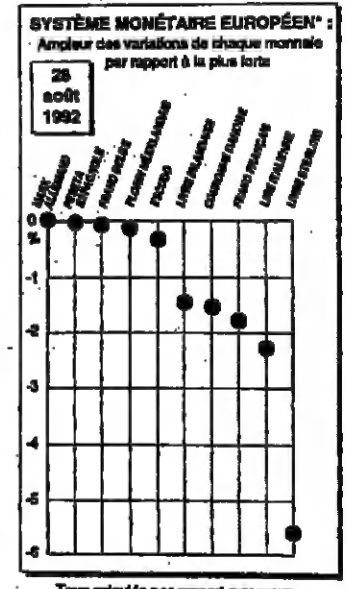
FRANÇOISE LAZARE

#### COURS MOYENS DE CLOTURE DU 24 AOUT AU 28 AOUT 1992

(La ligne inférieure donne ceux de la semaine précédente.)

PLACE	Libra	\$ E.U.	Franc suisse	Franc suisse	Mark	Franc suisse	Mark	Libra
London	1,0836	9,5241	2,9986	2,7921	29,9726	3,1488	21,5269	
New-York	1,0830	9,5285	2,9986	2,7921	29,9726	3,1488	21,5269	
Paris	9,5243	4,8030	381,1905	341,1222	16,6995	302,5812	4,4596	
Zurich	9,5243	4,8030	381,1905	341,1222	16,6995	302,5812	4,4596	
Frankfurt	2,7921	1,4088	29,9150	111,7446	4,7149	88,6729	1,3973	
Berlin	2,7921	1,4088	29,9150	111,7446	4,7149	88,6729	1,3973	
Bruxelles	2,7921	1,4088	29,9150	111,7446	4,7149	88,6729	1,3973	
Amsterdam	2,7921	1,4088	29,9150	111,7446	4,7149	88,6729	1,3973	
Stuttgart	2,7921	1,4088	29,9150	111,7446	4,7149	88,6729	1,3973	
Munich	2,7921	1,4088	29,9150	111,7446	4,7149	88,6729	1,3973	
Tokyo	243,78	121,40	25,0148	97,8349	86,2524	4,2148	77,8636	0,14221

A Paris, 100 yens étaient cotés, le vendredi 28 août, 3,8922 F contre 3,9090 F le vendredi 21 août 1992.



## MATIÈRES PREMIÈRES

### Le thé en désaffection

En début de semaine, les cours du thé ont connu aux enchères de Londres un léger regain de faveur : si la qualité inférieure se maintient à 80 pence le kilo, soit 7,60 francs, le thé de qualité moyenne et supérieure gagnait respectivement 2 et 3 pence pour s'établir à 125 et 175 pence (11,88 francs et 16,63 francs).

La production mondiale de thé, estimée à 2 526 000 tonnes pour 1991, était en retrait de 4 000 tonnes par rapport à l'année précédente. La sécheresse, qui sévit depuis le premier semestre 1992 dans les principaux pays producteurs (par ordre d'importance, l'Inde, la Chine, le Sri-Lanka et le Kenya, qui assurent respectivement 35 %, 20 %, 9 % et 8 % de la production mondiale), l'amoineront plus encore. Pour l'heure, ce climat défavorable soutient les cours. Mais il s'agit là d'une position momentanée.

De trop grandes quantités de thé de qualité inférieure pèsent sur les cours. « Tous les pays du monde vendent tout et n'importe quoi. Même le Vietnam, qui exportait il y a trente ans du thé de très bonne

qualité, exporte maintenant un thé de qualité inférieure », tonne M. Olivier Scaini, président du Comité français du thé. Les impératifs de production ont incité les planteurs à cueillir toujours davantage de feuilles (de 5 à 10 au lieu de 3 au maximum) situées autour du bourgeon et ce, au détriment du goût. D'ailleurs, les chiffres parlent et ne soulèvent aucune contestation : la production mondiale de thé en cinq ans a augmenté - elle parvenait à peine à 2 millions de tonnes en 1987 - sans que pour autant les superficies cultivées se soient proportionnellement accrues.

#### La baisse continue des exportations

Autre embûche : la Russie. Le différend qui oppose, depuis la mi-août, ce pays à l'Inde fait souffler sur la place britannique un vent de méfiance. Ces deux partenaires commerciaux jouent un rôle essentiel sur le marché international. Par goût - la demande intérieure va croissant - et aussi parce que les radiations de Tchernoobyl ont endommagé durablement ses cultures, l'ancienne URSS, plus particulièrement la Russie (80 % des importations de la CEI sont assurées par ce pays), a supplanté le Royaume-Uni comme principal importateur de thé. Or, les Russes, faute de devises, viennent de se retirer du marché. Le crédit de 32 millions de dollars alloué en 1991 portant sur 130 000 tonnes de thé arrive à expiration et le gouvernement indien semble résister à ouvrir une autre ligne : il préfère poser le problème en termes de troc : du thé en échange d'essence et à cette seule condition. Dans quelles proportions ? Les négociations ne sont pas encore assez avancées pour le dire.

Il sera difficile pour l'Inde d'écouler sa production, même si elle l'a diminuée par rapport à l'année dernière (710 000 tonnes en 1991 contre 742 000 tonnes). La Pologne (troisième consommateur d'Europe et - qui l'a-t-elle ? - cinquième consommateur mondial), l'Iran (sixième consommateur mondial) et l'Egypte (le septième) constituent un débouché réel, mais sans comparaison avec la Russie.

De plus, ces pays préfèrent les théés du Sri-Lanka.

Tous les pays producteurs sont confrontés à un grave problème : la diminution constante de leurs ventes de thé à l'étranger. Dans son rapport annuel, la FAO estime que les exportations mondiales de thé ont reculé de 1 % en 1991 pour se fixer à 1 115 000 tonnes. Pourcentage minime, il est vrai, mais c'était avant le retrait de la Russie. L'Irak s'est également retiré du marché. En 1990, il importait 190 000 tonnes de thé. Malgré la levée partielle de l'embargo des Nations unies en août 1991, ce pays ne s'est toujours pas manifesté.

Dans les pays occidentaux, le thé n'est pas seulement victime de circonstances conjoncturelles mais de désaffection. Les traditions se perdent. Même le Royaume-Uni se détourne de sa mythique boisson au profit du café. De 4 kilos par habitant et par an, la consommation est tombée à 3,5 kilos en cinq ans (de 1986 à 1991).

En général, les pays européens boivent de moins en moins de thé : 300 grammes par habitant et par an pour l'Allemagne, 125 grammes pour la France. Les pays méditerranéens, comme l'Espagne et la Grèce, figurent fort logiquement dans le peloton de queue (à peine 100 grammes). La Pologne elle-même, avec ses 2 kilos de thé par habitant et par an, a réduit l'année dernière de 17 % ses importations, qui sont tombées à 20 000 tonnes.

Les Etats-Unis ont suivi le même parcours. La consommation de thé a continué d'y subir la forte concurrence des boissons sans alcool. En 1991, leurs achats ont baissé de 10 % par rapport à l'année dernière. Ils seraient de l'ordre de 90 000 tonnes.

Mais, en réalité, il semblerait que la demande se déplace : les pays arabes, l'Iran, la Jordanie, les Emirats arabes sont de plus en plus présents sur le marché et les pays exportateurs plus enclins à consommer leur propre production. Une lucarne d'espoir, pour éclairer la lente descente du thé au purgatoire des matières premières.

MARIE DE VARNEY

## MONÉTAIRE ET OBLIGATAIRE

### Rien ne va plus

On croyait les marchés obligataires apaisés, la crainte des sondages a peu passé. Or, depuis mardi 25 août, l'obsession des sondages a d'abord repris de plus belle, puis pratiquement disparu, laissant place à une indifférence feinte ou réelle. Bourses et marchés financiers, à propos desquels une chose est sûre : il faudra un peu de temps, au moins jusqu'au 20 septembre, pour que les opérateurs se remettent des fortes perturbations des dernières séances.

Dès mardi après-midi, les opérateurs cherchaient à se procurer les résultats de l'enquête d'opinion à paraître le lendemain dans *Paris-Match*. Les rumeurs persistantes selon lesquelles, pour la première fois, le résultat indiquait une majorité de « non », commencent à perturber les opérateurs qui tentent également d'obtenir les résultats de la poignée d'autres enquêtes d'opinion à paraître dans la semaine. Une fois la confirmation donnée par BVA qu'une majorité de Français (51 %) s'apprêtait à voter « non », le MATIF a effectué un beau plongeon, passant en l'espace de quelques minutes de 105,06 à 104,06.

Pour le marché à court terme également, « l'effet sondage » a été immédiat, le taux au jour le jour, cantonné à 9,75 % environ depuis plusieurs semaines, franchissant allégrement la barre des 10 %. Comme les bouleversements se sont bien situés à l'extérieur du marché de la France et en faveur de l'Allemagne, le spread est resté à plus de 130 points de base, mardi, alors

qu'en mai il était tombé jusqu'à 59 points de base.

Les écarts de cours d'un point entier en une seule journée deviennent alors chose courante sur le MATIF, où le mois d'août pourrait s'achever en marquant un nouveau record de transactions après celui de juillet (jusqu'à 150 000 lots par jour se négocient actuellement). Les opérateurs commencent à être rodés, mais la chambre de compensation MATIF SA a tout de même jugé bon - comme elle l'avait fait au début du mois pour le contrat écu - de durcir un peu les règles de couverture du contrat notional « dans une conjoncture où le marché obligataire connaît une hausse sensible de volatilité » : la limite de variation quotidienne a été relevée à 300 points de base contre 250 précédemment, tandis que le dépôt de garantie normal est passé de 15 000 à 20 000 francs.

#### L'appât du gain

On aurait pu penser que plus le pourcentage de « non » à Maastricht allait en augmentant, plus le MATIF s'effondrerait dans la déprime. Il n'en a rien été. Vendredi, alors que le pourcentage favorable au « non » progressait (53 %, selon CSA), le MATIF s'est rebouché. Il s'est en revanche redressé dans la lignée du marché physique. Il faut dire qu'après les fortes baisses des derniers jours, des achats pouvaient se révéler lucratifs et que, Maastricht ou non, l'appât du gain était fort. La semaine s'est donc terminée sur une note un peu plus positive, le contrat notional

échouant septembre terminant à 104,80.

Une perte somme toute limitée par rapport à la clôture de la semaine précédente (105,62 le 21 août), mais qui ramène le marché à terme français à son plus bas niveau depuis fin juillet, au lendemain de la hausse des taux de la Bundesbank. Grâce à l'embellie de fin de semaine et à la remise à niveau des cours à Francfort, le spread a été ramené à 120 points de base, l'OAT 8,50 % à dix ans clôturant à 9,13 % contre 9 % une semaine plus tôt.

Aux Etats-Unis, la psychose européenne ajoutée à la chute du dollar a affecté le marché des obligations, pourtant très bien orienté ces dernières semaines. L'administration américaine doit se réjouir que le calendrier de ses émissions d'août - et non pas pour la quatrième - l'adjudication trimestrielle de bons du Trésor. Emis à 7,29 %, l'emprunt à trente ans a en effet vu son rendement progresser jusqu'à 7,30 %, avant de se rétablir un peu à 7,43 %.

Au milieu des multiples turbulences, le marché primaire français s'est offert une semaine de vacances supplémentaires, à peine remis de la trêve du début août. Le petit emprunt d'Aéroports de Paris a continué à se placer. La semaine prochaine, si les conditions deviennent un peu plus favorables, la CAR (Caisse autonome de refinancement) et le CEPME pourraient se lancer sur le marché.

F. L.





